L'Histoire

L'Histoire

www.lhistoire.fr

Donald Trump

LES RACINES DU POPULISME AMÉRICAIN

par Pap Ndiaye

Saladin le Magnifique

Aux confins des empires

L'origine des peshmergas

Les femmes de Kobané

Naissance d'un Kurdistan

Les KURDES

Mille ans sans État

M 01842 - 429 - F: 6,40 € - RD

ALL 8,20 € / BEL 7,40 € / ESP 7,40 € / GR 7,40 € / ITA 7,40 € / PORT-CONT 7,40 € / LUX 7,40 €/ CH 12,40 FS /
MAR 63 DH / TUN 7,20 TND / TOM-A 1620 XPF / TOM-S 970 XPF / DOM-S 7,40 € / CAN 10,50 $ CAN / USA 10,50 $

L'Histoire
www.lhistoire.fr
Revue mensuelle créée en 1978, éditée par Sophia Publications
8, rue d'Aboukir, 75002 Paris
Tél. : 01 70 98 suivi des 4 chiffres
Président-directeur général et directeur de la publication : Thierry Verret (19 02) assisté de Nelly Chirio
Directeur éditorial : Maurice Szafran (19 03)
Directeur délégué : Jean-Claude Rossignol (19 09)
Conception graphique : Dominique Pasquet

Pour toute question concernant votre abonnement
Tél. : 01 55 56 71 19
Courriel : abo.histoire@groupe-gli.com
L'Histoire, service abonnements
4, rue de Mouchy, 60438 Noailles Cedex
Belgique : Edigroup Belgique, tél. : 0032 70 233 304
Suisse : Edigroup SA, tél. : 0041 22 860 84 01
Tarif France : 1 an, 12 nos : 65 €
1 an, 12 nos + 4 nos *Hors-série. Collections* : 85 €
Tarif international : nous contacter
Achat de revues et d'écrins
L'Histoire, 24, chemin Latéral, 45390 Puiseaux
Tél. : 02 38 33 42 88

RÉDACTION, DOCUMENTATION, RÉALISATION
Tél. : 01 70 98 19 19 - **Fax :** 01 70 98 19 70
Courriel rédaction : courrier@histoire.presse.fr
Directrice de la rédaction : Valérie Hannin (19 49)
Assistante et coordinatrice de la rédaction : Claire Wallet (19 51)
Conseillers de la direction : Michel Winock, Jean-Noël Jeanneney
Rédactrice en chef : Héloïse Kolebka (19 50)
Rédactrice en chef adjointe responsable des *Collections* : Géraldine Soudri (19 52)
Rédacteur en chef adjoint : Olivier Thomas (19 54)
Secrétaire général de rédaction : Raymond Lévêque (19 55)
Chef de rubrique : Ariane Mathieu (19 53)
Rédaction : Lucas Chabalier, Huguette Meunier, Fabien Paquet
Directrice artistique : Marie Toulouze (19 57)
Service photo : Jérémy Suarez (19 58)
Révision : Hélène Valay
COMITÉ SCIENTIFIQUE
Pierre Assouline, Jacques Berlioz, Patrick Boucheron, Catherine Brice, Bruno Cabanes, Johann Chapoutot, Pierre Chuvin, Joël Cornette, Jean-Noël Jeanneney, Philippe Joutard, Emmanuel Laurentin, Julien Loiseau, Pap Ndiaye, Séverine Nikel, Olivier Postel-Vinay, Yann Potin, Yves Saint-Geours, Maurice Sartre, Laurent Theis, Annette Wieviorka, Olivier Wieviorka, Michel Winock
CORRESPONDANTS
Dominique Alibert, Claude Aziza, Antoine de Baecque, Esther Benbassa, Jean-Louis Biget, Françoise Briquel-Chatonnet, Jacques Chiffoleau, Alain Dieckhoff, Jean-Luc Domenach, Hervé Duchêne, Olivier Faron, Christopher Goscha, Isabelle Heullant-Donat, Édouard Husson, Gilles Kepel, Matthieu Lahaye, Marc Lazar, Olivier Loubes, Gabriel Martinez-Gros, Marie-Anne Matard-Bonucci, Guillaume Mazeau, Nicolas Offenstadt, Pascal Ory, Michel Porret, Yann Rivière, Pierre-François Souyri, Sylvain Venayre, Catherine Virlouvet, Nicolas Werth
Ont collaboré à ce numéro
Julia Bellot, Pascale Comte, Alice Davy, Julien Hasdenteufel, Didrick Pomelle
FABRICATION
Responsable de fabrication : Christophe Perrusson (19 10)
ACTIVITÉS NUMÉRIQUES
Bertrand Clare (19 08)
SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS
Responsable administratif et financier : Vincent Gentric (19 18)
Comptabilité : Teddy Merle (19 15)
Ressources humaines : Agnès Cavanié (19 71)
MARKETING DIRECT ET ABONNEMENTS
Responsable du marketing direct : Linda Pain
Responsable de la gestion : Isabelle Parez
VENTES ET PROMOTION
Directeur : Valéry-Sébastien Sourieau (19 11)
Ventes messageries : VIP Diffusion Presse, Frédéric Vinot (N° Vert 08 00 51 49 74)
Diffusion librairies Pollen/Dif'pop'
Tél. : 01 43 62 08 07, fax : 01 72 71 84 51
COMMUNICATION
Nelly Chirio
RÉGIE PUBLICITAIRE
Mediaobs
44, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris
Tél. : 01 44 88 suivi des 4 chiffres
Courriel : pnom@mediaobs.com
Directeur général : Corinne Rougé (93 70)
Directeur commercial : Jean-Benoît Robert (97 78)
Directeur de marché : Christian Stefani (93 79)
Publicité littéraire : Pauline Duval (97 54)
Responsable Web : Romain Couprie (89 25)
Studio : Brune Provost (89 26)
Gestion : Catherine Fernandes (89 20)
mediaobs.com

Capitale Erbil

Les djihadistes de Daech reculent au Proche-Orient. La prochaine bataille sera celle de Mossoul. Et le monde entier, de nouveau, aura les yeux fixés sur les combattants, qui, au sol, sont aujourd'hui le plus sûr soutien de la coalition menée par Washington. Quel changement d'image ! Dans l'effroyable chaos politique qu'est devenu le Proche-Orient, un peuple dressé d'hommes (et de femmes) reprend corps. Parce qu'au milieu des mêlées le combat qu'ils livrent sans relâche depuis plus de cent ans a un objectif clair : la reconnaissance de leur nation, sur tous les terrains, parfois même les plus contestables.

Que de chemin parcouru depuis les premières mentions d'un *Bilad al-Akrad* « pays des Kurdes » sur les cartes dressées par les géographes arabes au XIe-XIIe siècle. Le mot « Kurdistan », lui, est fixé au XIVe siècle dans les sources persanes. Il dit le cas singulier d'un peuple qui, il y a mille ans déjà, a su faire reconnaître son identité appuyée sur une tradition, des langues (dont le kurmandji et le sorani), une littérature, un territoire (les montagnes de haute Mésopotamie) et une fonction privilégiée, la guerre, dont Saladin, Kurde né à Tikrit en 1137, combattant d'exception au service des sultans turcs avant de fonder lui-même une dynastie qui régna près d'un siècle sur l'Égypte et la Syrie, est la plus éclatante figure.

Marginalisés au XIIIe siècle par les Mamelouks, les Kurdes constituèrent, en lisière des empires, des principautés aristocratiques qui dessinent la carte du premier « Pays kurde ». C'était au temps de Marco Polo dont le livre, en vieux français, en porte aussi la mention.

L'Empire ottoman les abrita jusqu'aux tragédies de la Première Guerre mondiale. Dans la décomposition de l'empire, des acteurs Kurdes furent les troupes auxiliaires de la déportation et du génocide des Arméniens. Une participation qui pèsera lourd à l'heure des revendications nationales. Malgré le coup d'audace de Chérif Pacha alors que se négocie le traité de Sèvres de 1920, aucun Kurdistan autonome ne verra alors le jour – et aujourd'hui encore, 35 millions de Kurdes sont partagés entre quatre pays. Depuis, plus ou moins ouvertement, en Syrie, en Iran, en Irak et bien sûr en Turquie, ils n'ont cessé d'être réprimés. Sans jamais renoncer à faire valoir leurs droits.

Une étape a été franchie en 1991 avec la résolution 688 votée par l'ONU dans laquelle la France de Mitterrand joua un rôle décisif : elle accordait aux Kurdes en Irak 40 000 km^2 de territoire protégé par les armées alliées. Vingt-cinq ans plus tard, le Kurdistan irakien jouit d'une indépendance de fait : une capitale (Erbil), une représentation diplomatique et un Parlement où la part des femmes est plus importante qu'à Paris.

35 millions de Kurdes sont partagés entre quatre pays. Mais, depuis plus d'un siècle, ils n'ont jamais renoncé à faire valoir leurs droits

Ne soyons pas naïfs. Les polémiques récentes nous ont montré que, dans le combat des peshmergas, l'image de ces femmes aux avant-postes a aussi un usage de propagande. Et pourtant… Ce combat, repris en 2014 aux côtés de la coalition contre Daech, pour défendre la liberté, la culture et le droit pour tous à l'éducation, est aussi le nôtre. Une occasion pour nous de redécouvrir l'histoire des Kurdes. Nous la dédions aux 200 000 d'entre eux qui ont élu domicile en France.

L'Histoire

Alain Decaux, « instituteur de France »

J'ai lu l'article (n° 423) qui rend hommage à Alain Decaux. Comme beaucoup de contemporains de la RTF, je l'avais découvert dans les années 1960 quand il produisait « La caméra explore le temps » avec André Castelot. Ses émissions s'adressaient à tout public. Elles existaient à une époque où la France n'avait qu'une seule chaîne et où celle-ci devait s'adresser à tout le monde. Alain Decaux, que l'on peut qualifier d'« instituteur » comme le fait *L'Histoire*, faisait un lien entre les profanes et les grandes questions de l'histoire, sans la réserver aux spécialistes – il donnait le goût de l'histoire et c'est la moindre des choses que la télévision amène les gens à connaître sinon à aimer l'histoire de France. En bref, nous aimions bien Alain Decaux !

Michel Manca

De l'usage de la cartographie

J'ai remarqué depuis quelque temps déjà la qualité des cartes (mais aussi des schémas) qui donnent un réel atout aux articles qu'elles enrichissent. Le numéro de cet été sur les Européens dans le monde au XIXe siècle (n° 425-426) était ainsi accompagné de magnifiques cartes sur les découvertes et sur la toile tissée à travers le monde. Étant désormais professeur d'histoire-géographie, je suis ravi de pouvoir ensuite utiliser cette ressource pour préparer mes cours.

Olivier Godard

Annonce

Je vends ma collection complète de *L'Histoire* du n° 1 au n° 423 et des *Collections* du n° 1 au n° 71 ainsi que d'autres hors-séries de *L'Histoire*.
Me contacter à
lepine.florian@sfr.fr

Images de la guerre d'Espagne



*Notre numéro de septembre sur la guerre d'Espagne (*L'Histoire *n° 427) a suscité quelques réactions. Jean-Luc Villette nous propose une autre interprétation de l'affiche p. 43 « Comme en Espagne, hier la grève, aujourd'hui les bombes, demain la guerre. Le communisme c'est la guerre ! » :* « Il me semble que cette affiche livre un message très franco-français. En effet, "hier la grève" peut rappeler les grandes grèves de mai-juin 1936. "Aujourd'hui les bombes" ne serait-il pas une allusion aux attentats menés par la Cagoule en 1937 contre la Confédération générale du patronat français ? L'explosion fut attribuée aux communistes, ce qui était le but recherché par l'extrême droite. Plus qu'une affiche de non-intervention en Espagne, celle-ci n'accuserait-elle pas le communisme de mener à la guerre civile en France ? »

Miguel Pecina Anitua revient sur l'encadré de Pierre-Jean Martineau « Le cas Malraux » p. 41 : « L'auteur aurait pu égratigner davantage le mythe. Le colonel de l'escadrille "Espana", l'auteur du roman *L'Espoir* n'a jamais piloté un avion et il était un piètre tireur de mitrailleuse. Bien sûr, Malraux le mirobolant – c'est indéniable – avait du charisme et du courage, néanmoins… quel mythomane ! »

Il corrige aussi la légende de la photo p. 38 montrant Franco, en 1936, à Séville : « La photo a été prise le 15 août, durant les festivités de l'Assomption appelée "Virgen de los Reyes" dans la capitale andalouse. Je signale la présence, entre Franco et le cardinal Ilundain, du général Queipo de Llano, responsable parmi beaucoup d'autres de l'assassinat de Garcia Lorca. » *A la page 39, il examine la photographie légendée sur l'exposition des dépouilles de Carmélites » :* « Carmélites ? Pas si sûr. La question se pose : Salesas (Visitandines) ou Carmelitas Descalzas ? Après vérification, je penche pour les Salesas, car le couvent des Carmelitas – calle Canuda en juillet 1936 – fut tout simplement incendié sans exhibition des momies et autres restes macabres. »

Sauf mention contraire de son auteur, toute lettre parvenue à la rédaction de *L'Histoire* est susceptible d'être publiée dans le magazine. Par souci de brièveté et de clarté, la rédaction se réserve le droit de ne publier que des extraits des lettres sélectionnées.

Empereur romain

Je vous signale une légende inappropriée p. 19 dans l'article d'Umberto Roberto (*Les Collections de L'Histoire* n° 73 « L'odyssée des réfugiés »). Le document présenté est un des côtés de la base d'une colonne honorifique commémorant les *decennalia* de la Tétrarchie en 303 à l'occasion très certainement de la visite de l'empereur Dioclétien à Rome cette année-là. Elle se trouvait probablement située derrière les rostres du Forum romain juste au pied du Capitole et faisait partie d'un ensemble de cinq colonnes portant les statues de Jupiter et des tétrarques, ce qu'un relief de l'arc de Constantin semble indiquer. La face retenue dans votre périodique montre non pas Stilicon mais un tétrarque, couronné par une victoire, effectuant une libation au dieu Mars en présence du flamine de Mars, un garçon portant une boîte d'encens et un joueur d'*aulos*. A droite, on devine un *togatus* symbolisant le sénat derrière lequel se tient la déesse Rome radiée assise sur un trône (hors champ sur votre photographie).

Thierry Piel

L'Histoire



Commission paritaire n° 0418 K 83242. ISSN 0182-2411.
L'Histoire *est publiée par Sophia Publications.*
Président-directeur général et directeur de la publication : Thierry Verret.
Dépôt légal octobre 2016.

Imprimerie G. Canale & C., Via Liguria 24, 10071 Borgaro (TO), Italie.
Imprimé en Italie. Printed in Italy.



VERSAILLES

AMAZONES DE LA REVO-LUTION

DES FEMMES DANS LA TOURMENTE DE 1789

EXPOSITION DU 5 NOVEMBRE 2016 AU 19 FEVRIER 2017

MUSÉE LAMBINET • 54 BD DE LA REINE • VERSAILLES

OUVERT TOUS LES JOURS DE 14H À 18H SAUF VENDREDI ET JOURS FÉRIÉS









Exclusif

Balade dans le temps

Vous voilà devant le Pont-Neuf, à écouter sur votre smartphone ou votre tablette l'histoire du gardien de la pompe de la Samaritaine et des explications sur l'utilisation de l'eau à Paris au temps des Lumières. Comment ? Grâce au site « Gens de la Seine », qui recrée l'univers sonore des bords du fleuve au XVIIIe siècle. Les trois initiatrices du projet – Sarah Gensburger, Michèle Cohen et Isabelle Backouche (EHESS), auteur de *La Trace du fleuve* – ont pris deux partis : privilégier le son et proposer une entrée sociologique dans l'histoire urbaine, à travers les gens et non l'architecture.



@ *Retrouvez un entretien avec Isabelle Backouche sur lhistoire.fr*

Mais si nous disposons de traces visuelles du passé, il est plus difficile de retrouver les bruits, paroles et dialogues du quotidien. C'est une chercheuse en musicologie, Mylène Pardoen, qui, à l'aide de savants calculs, a réussi à reproduire, par exemple, le son d'une charrette qui roule dans une rue en fonction de la présence de pavés, de la largeur de la rue, de la hauteur des maisons, etc. La promenade dure deux heures, du Jardin des Plantes aux Tuileries, en dix-neuf modules de trois minutes qui illustrent les usages du fleuve et leur évolution au fil des siècles. Une autre forme d'histoire connectée…

Débarquement
Agent double



Juan Pujol *(photo en 1931)*, agent double hors pair, fut un acteur clé du Débarquement de juin 1944 : il persuada Hitler que les Alliés avaient choisi les plages du Nord. Des documents déclassifiés par les services secrets britanniques en septembre 2016 ont révélé que tout son talent faillit bien pourtant ne servir à rien, à cause de sa femme Araceli Gonzalez. Celle-ci, lasse des activités de son mari et de la nourriture britannique, l'avait en effet sommé de regagner l'Espagne. Une fausse arrestation rocambolesque empêcha cette fuite… et les Alliés purent débarquer en Normandie.

Chine
SOS Muraille

Un tiers de la muraille de Chine, soit près de 2 000 km, aurait disparu, du fait des destructions dues au climat et à l'âge mais aussi à un tourisme massif et parfois proche du vandalisme. Certains visiteurs rapportent des morceaux en souvenir, d'autres se font photographier en train de casser des pierres. La Chine fait donc appel aux dons pour aider à sauvegarder ce monument unique, partie du patrimoine mondial.

Pologne
Polémique au musée

Un musée de la Seconde Guerre mondiale doit ouvrir en février 2017 à Gdansk (Pologne). Mais, le 6 septembre 2016, le ministère de la Culture a annoncé sa fusion avec le musée de la Bataille de Westerplatte (qui opposa en septembre 1939 les Polonais aux troupes allemandes). Cette surprenante décision illustrerait la pression des ultraconservateurs du PIS (Droit et Justice) au pouvoir en Pologne, très nationalistes, qui cherchent d'abord à glorifier le passé du pays.

Italie
Archives secrètes

Les archives complètes du parti chrétien-démocrate italien pour la période 1946-1993 – soit la quasi-totalité des pièces du parti, créé en 1942 et dissous en janvier 1994 – dormaient tranquillement chez une vieille dame à Avellino. C'est lors de son décès, il y a deux ans, que les cartons ont été ouverts et, depuis, leur contenu, aussi volumineux que précieux, est inventorié.

Turquie
Une jeune femme de 8 000 ans

Le site turc de Çatal Höyük, en Anatolie centrale, fouillé depuis les années 1960, a déjà livré plusieurs milliers d'objets divers, fresques, bas-reliefs. Cet été, une rarissime statuette de 17 cm de haut pour 1 kg *(photo)*, finement sculptée dans du marbre blanc et parfaitement conservée, représentant une femme debout aux formes imposantes, est venue compléter la collection. Elle aurait plus de 8 000 ans.



Happening

Le déjeuner sous l'herbe



Le 23 avril 1983, Daniel Spoerri, membre des « nouveaux réalistes », convia à Jouy-en-Josas une centaine de personnalités du monde de l'art pour un banquet. Les reliefs, enterrés au fond d'une longue tranchée, formèrent un des derniers « tableaux-pièges » de l'artiste. Il promit de faire un jour l'archéologie de cette œuvre, ironique et tragique – son père avait été assassiné, dans une tranchée, lors du pogrom de 1941 à Iasi en Roumanie. Une première fouille test de l'Inrap a eu lieu en 2010, dirigée par Jean-Paul Demoule, professeur à Paris-I. Une opération immobilière motive, cet automne, le sauvetage d'une bonne partie de l'œuvre de Daniel Spoerri. Les archéologues sont de retour avec des témoins de l'époque auprès de qui l'anthropologue Bernard Müller s'intéresse à la « sédimentation mémorielle ». Les distorsions déjà fortes avec la réalité enfouie nourriront une monographie intégrant également ce que l'analyse des matériaux révèle sur la façon dont les déchets de notre société se dégradent. Une enquête en forme de happening où convergent plusieurs sciences et de l'humour pour une quasi « archéologie du futur ».

Boris Valentin
Professeur à Paris-I

La perle de Clio

Massacre

« *Hitler a massacré 3 millions* [sic] *de Juifs. Bon, il y a 3 millions de drogués* [aux Philippines]. *Je serais heureux de les massacrer*. » Le président philippin Rodrigo Duterte a provoqué la colère du gouvernement allemand, qui a convoqué l'ambassadrice philippine à Berlin. « *Toute comparaison des atrocités uniques de l'Holocauste avec quoi que ce soit d'autre est totalement inacceptable* », a rappelé le ministère allemand des Affaires étrangères.

ANNE FOURÈS

Agenda

16 novembre
Jouy-en-Josas : « Le Front populaire et l'économie », manifestation portée par l'association Maison Léon-Blum, la Fondation Jean-Jaurès, le musée de l'Histoire vivante, l'Ours et HEC.

17 novembre
Paris : L'École normale supérieure propose une table ronde « L'École normale de l'an III. Une institution révolutionnaire et ses élèves », avec Dominique Julia et Philippe Boutry.

18-19 novembre
Créteil : « L'histoire fait-elle vendre ? », colloque organisé par le CRHEC et le master Histoire publique de l'université Paris-Est-Créteil. Parmi les participants : Catherine Brice, Ruth Ben-Ghiat.

24-25 novembre
Paris : Un colloque en hommage au grand ethnologue Alain Testart, mort en 2013, se réunit au CNRS.

La vie de l'édition

Anniversaire Malraux
Gallimard rend hommage à André Malraux, disparu il y a quarante ans, le 23 novembre 1976, à travers différents ouvrages, dont *La Condition humaine et autres écrits* (« La Pléiade »), *Correspondance, 1941-1959* avec Albert Camus (collection « Blanche »).

Tirés à part
Un tiré à part est un article savant envoyé par son auteur à des amis ou collègues lors de sa publication dans une revue ou un ouvrage collectif. Le numérique a fait disparaître cette tradition née au XIXe siècle. Les Publications de la Sorbonne ont repris le titre et le format pour proposer des pépites, plus ou moins introuvables. En histoire, *Saint-Pierre ou la douceur de vivre ?* de Philippe Ariès préfacé par Philippe Artières et *La Responsabilité morale de l'historien* de Bronislaw Baczko (récemment disparu), ici proposé par Michel Porret. Cinquante pages, 3 euros, le plaisir retrouvé d'une lecture choisie, la formule séduit. A suivre.

Les gens

Gilles Havard et Sylvain Piron
Les lauréats de Blois



Le Grand Prix récompense *Histoire des coureurs de bois. Amérique du Nord, 1600-1840* (Les Indes savantes) de Gilles Havard *(photo)* et *Dialectique du monstre* (Zones sensibles) de Sylvain Piron *(photo)*. Le prix Augustin-Thierry revient à *Une guerre au loin. Annam, 1883* de Sylvain Venayre (Les Belles Lettres). Le premier prix Anthony-Rowley-Histoire et gastronomie a été remis à Fabienne Henryot pour *A la table des moines* (Vuibert). Les autres prix et les comptes rendus sur www.lhistoire.fr

Gilles Pécout
Recteur de Paris…



Spécialiste de l'Italie du XIXe siècle, professeur à l'École normale supérieure et directeur de recherche à l'EHESS, ancien recteur de Nancy, Gilles Pécout *(photo)* vient d'être nommé recteur à la tête de l'académie de Paris.

Katia Béguin
… et d'Orléans-Tours



Directrice d'études à l'EHESS, Katia Béguin *(photo)* est nommée recteur de l'académie d'Orléans-Tours. Avec les Rendez-vous de Blois, c'est une circonscription sur mesure pour une historienne.

Bruno Cabanes
Primé aux États-Unis
Membre du comité scientifique de *L'Histoire*, Bruno Cabanes, professeur à l'Ohio State University, a reçu le prix Paul Birdsall de l'American Historical Association, pour *The Great War and the Origins of Humanitarianism* (Cambridge University Press, 2014).

Hommage

Andrzej Wajda
Cinéaste engagé
Mort à 90 ans, Andrzej Wajda, fils d'un officier assassiné à Katyn, lui-même résistant puis acteur de Solidarnosc, tourna de nombreux films historiques dont *L'Homme de marbre* (1977) et *L'Homme du peuple* sur Lech Walesa (2013).



Retrouvez plus d'informations sur **www.lhistoire.fr**

Rendez-vous

Le père du soldat inconnu
Le 26 novembre, le Souvenir français rendra hommage à François Simon qui présidait, en 1914, son comité à Rennes. C'est à cet imprimeur, en effet, que l'on doit l'idée de célébrer, à travers un soldat inconnu, tous les combattants tombés à la guerre – son propre fils Henri était mort au combat le 16 juin 1915 – pour *« qu'ils aient enfin, nos morts, leur Panthéon » !* La presse et les élus, dont le député Maurice Maunoury, relaient la proposition, si bien que, le 11 novembre 1920, deux ans après l'armistice, est déposée à l'Arc de triomphe la dépouille d'un inconnu tombé à Verdun. Le fantassin Auguste Thin l'a choisie parmi huit cercueils. Depuis lors, tous les ans, une cérémonie honore le 11 novembre tous les morts à la guerre. Une vingtaine d'autres États ont fait de même par la suite.



MUSÉE DE CLUNY
le monde médiéval

LES TEMPS MÉROVINGIENS

26 octobre 2016
13 février 2017

6 place Paul Painlevé
75005 Paris
Ouvert tous les jours
sauf le mardi
de 9h15 à 17h45

musee-moyenage.fr
@museecluny
#ExpoMerovingiens

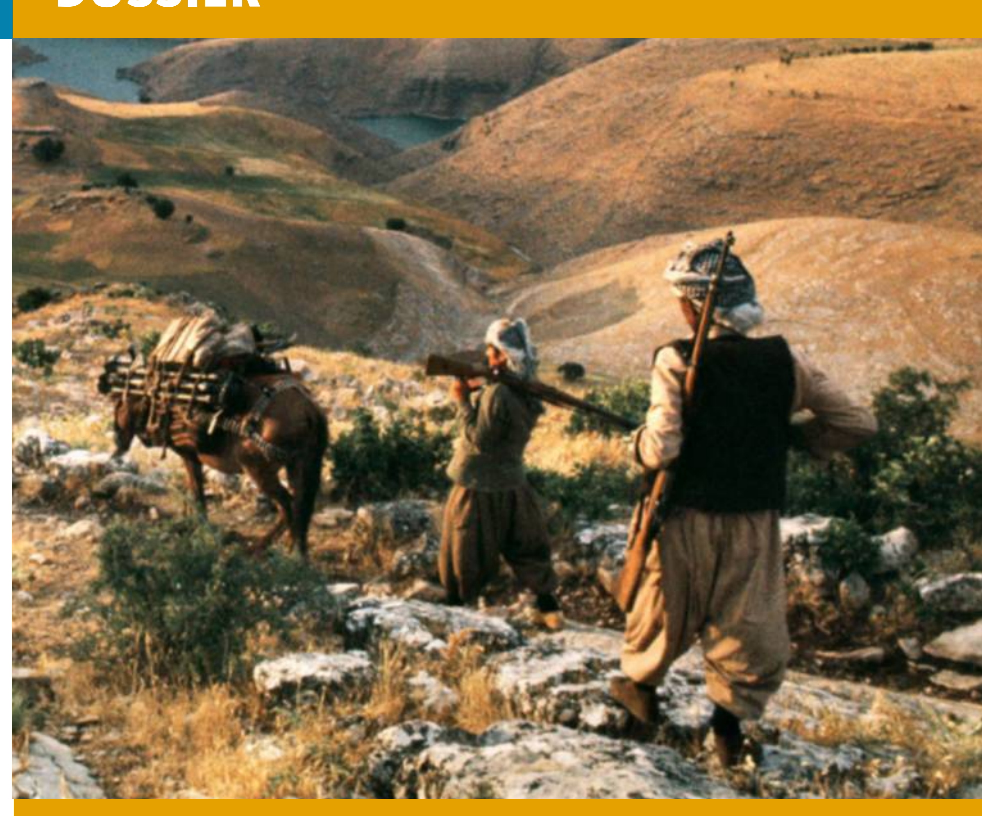


BnF
MAIF

ACTUALITÉS

COUVERTURE : carte postale colorisée (Téhéran, vers 1910) représentant Djafar Agha, un chef de tribu kurde (Collection Pierre de Gigord/AKG).
RETROUVEZ PAGE 96 les Privilèges abonnés
ABONNEZ-VOUS PAGE 95
Ce numéro comporte six encarts jetés : *Télérama*, Belin, Creacontacts (abonnés) ; *L'Histoire* (deux encarts kiosques France et étranger, hors Belgique et Suisse) et Edigroup (kiosques Belgique et Suisse).

DOSSIER

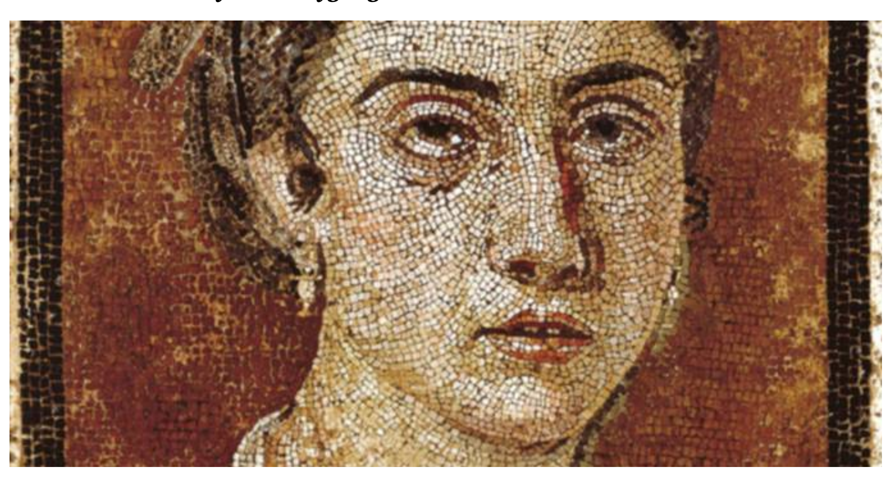


CARLO ALLEGRI/REUTERS - BRUNO BARBEY/MAGNUM

L'ATELIER DES CHERCHEURS







GUIDE

LIVRES

SORTIES

CARTE BLANCHE

France Culture

Vendredi 28 octobre à 9h05 dans « La Fabrique de l'histoire », l'émission d'Emmanuel Laurentin, retrouvez Jordi Tejel dans la séquence « La Fabrique mondiale de l'histoire ». En partenariat avec *L'Histoire*.



Le geste et la preuve En haut : le sénateur McCarthy (en 1952 à Chicago) brandit un papier où sont prétendument inscrits des noms de hauts fonctionnaires communistes, afin de « prouver » les liens communistes de son adversaire démocrate Adlai Stevenson. Ci-dessus : Donald Trump (en mai 2016 durant une conférence de presse à Manhattan) reprend ce procédé pour prouver son action caritative à ses contradicteurs.

DONALD TRUMP : LE DERNIER-NÉ DU POPULISME AMÉRICAIN

Le 8 novembre 2016, les Américains élisent leur 45e président. Au coude à coude dans les sondages avec la démocrate Hillary Clinton, Donald Trump, investi du bout des lèvres par les conservateurs, fait figure de tribun populiste. Une posture qui n'a rien de nouveau.

Par Pap Ndiaye

La campagne présidentielle fracassante menée par Donald Trump fascine et préoccupe les Américains et le reste du monde. Le candidat semble être un acteur politique d'un nouveau type, portant certes les couleurs du Parti républicain, mais échappant aux repères classiques de la politique américaine. Le déroulement bizarre et violent de sa campagne des primaires, conclue par une convention de Cleveland désertée par les personnalités du parti, la structuration légère, pour ne pas dire fantomatique, de son équipe de campagne, tout paraît défier les lois de la science politique. *« On n'a jamais vu cela »,* soupirent – ou se réjouissent – les Américains. Ce qui est pour partie vrai, l'homme politique Trump ayant manifestement des caractéristiques inédites et inquiétantes. Toutefois, son positionnement politique n'est pas radicalement nouveau.

En premier lieu, Donald Trump partage certains traits avec d'autres formes de populisme dans le monde : dénonciation des élites politiques impuissantes et corrompues, appel au peuple des gens « ordinaires » que le chef charismatique incarne et comprend instinctivement, défense d'un patrimoine culturel et matériel menacé par les « autres » (le plus souvent étrangers ou réputés tels). Au vrai, les leaders populistes européens, comme Marine Le Pen en France, Nigel Farage en Grande-Bretagne ou Viktor Orban en Hongrie, ont clairement affirmé leur sympathie pour les idées de Donald Trump et leur souhait de le voir gagner.



L'AUTEUR
Professeur à Sciences Po Paris, Pap Ndiaye a notamment publié, avec Andrew Diamond,* Histoire de Chicago *(Fayard, 2013).

MOT CLÉ

Populisme
Le mot désigne les mouvements qui prônent l'appel au peuple contre les politiciens et les élites. L'aspect « protestataire » (ou tribunitien) y est dominant. Il peut aussi prendre une tournure « identitaire » : l'affirmation d'un moi collectif contre tout ce qui est supposé altérer l'identité nationale, au premier chef l'immigration. On parle alors de national-populisme.

En second lieu, il s'inscrit dans une histoire longue, celle du populisme proprement américain, dont le milliardaire new-yorkais n'est finalement qu'un extravagant avatar. Ce populisme n'est pas apparu soudainement à l'occasion de l'élection de Barack Obama ou de la crise économique en 2008. Il n'a pas toujours été à droite de la droite, mais il a toujours été incarné par des figures hautes en couleur.

Contre les trusts

Jusqu'à la guerre froide, le populisme américain penche plutôt à gauche. A la fin du XIXe siècle, les fermiers américains du Midwest et du Sud s'organisèrent pour protester contre les prix trop bas des produits agricoles et les tarifs élevés des chemins de fer aux mains de trusts. Dans les années 1870 et 1880 furent ainsi créées des associations, les Farmers' Alliances (« ligues agrariennes »), réclamant la nationalisation de certaines lignes ferroviaires, le bimétallisme (pour remonter les cours ▶▶▶

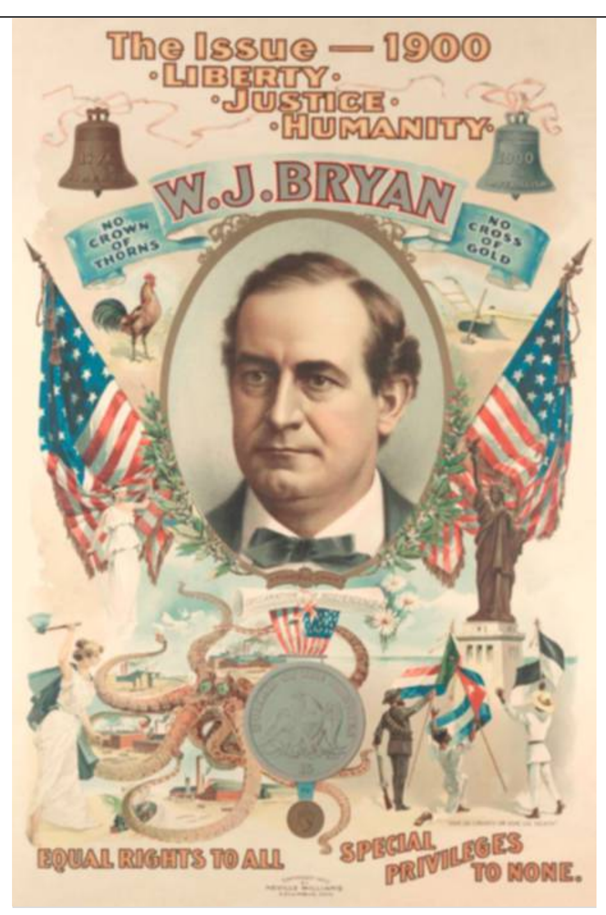
▶▶▶ agricoles par l'augmentation de la masse monétaire), et appelant à une réforme des institutions politiques. Ce mouvement agrarien donna naissance en 1891 au People's Party (« le Parti du peuple »), qui échappait à une classification politique nette : il dénonçait les trusts de l'argent et du chemin de fer, tout en ayant une dimension réactionnaire, antisémite et antiélitiste. Les populistes étaient alors animés par la nostalgie d'une Amérique jeffersonienne de petits agriculteurs et producteurs, préservée des ploutocrates de Wall Street, des immigrants et des villes gigantesques[1].

Lors de l'élection présidentielle de 1896, le People's Party et le Parti démocrate unirent leurs forces en présentant le démocrate William Jennings Bryan, un fameux orateur dont les discours fiévreux au nom de l'*« homme ordinaire »* contre les millionnaires et leur *« croix d'or sur laquelle l'humanité est crucifiée »* électrisaient ses partisans. Cela ne suffit pas à le faire élire, ni en 1896, ni par la suite. Une défaite qui sonna le glas de ce premier populisme américain, incapable d'attirer à lui les masses ouvrières, la classe moyenne et les élites urbaines en plein essor.

Quelques décennies plus tard, la Grande Dépression offrit au populisme un nouveau tremplin. Le Louisianais Huey Pierce Long en fut le héraut. Né en 1893 à Winnfield, une bourgade pauvre de cet État du Sud profond, Huey P. Long devint avocat à la force du poignet, en se faisant remarquer par ses clients : des gens modestes, des ouvriers, qu'il défendait contre les grandes firmes comme la Standard Oil, très influente en Louisiane. Puis il se lança en politique sous la bannière démocrate pour se faire élire gouverneur en 1928, en reprenant un slogan tiré d'un discours de Bryan : *« Tout homme est un roi mais aucun ne porte une couronne. »* Long lui emprunta également des formules au vitriol contre les millionnaires égoïstes et leurs alliés politiques corrompus, dans une région dont la population rurale, blanche et noire, vivait misérablement.

En 1932, Huey P. Long entra au Sénat et, lui qui apparaissait jusque-là comme une figure progressiste du Parti démocrate, donna peu à peu un nouveau tour à sa carrière. Le truculent sénateur, qui faisait les délices de la presse avec ses formules à l'emporte-pièce, ses costumes blancs et ses cravates voyantes, fit campagne en faveur de Roosevelt, dont il soutenait les programmes sociaux, mais il s'éloigna de lui dès la fin 1933, en accusant le président d'être trop accommodant avec les forces de l'argent. Il fut dès lors le principal opposant de gauche à Roosevelt, en lançant un nouveau parti au nom explicite, le Share our Wealth (« partage de la richesse »), tout en tenant la Louisiane d'une main de fer.

Long voulait faire de son État un laboratoire politique, en combinant des mesures sociales avec un renforcement préoccupant du pouvoir exécutif local, placé sous la coupe du gouverneur Allen, son affidé. Long attirait les foules, au point d'inquiéter sérieusement l'administration Roosevelt : et si le « démagogue louisianais », comme on l'appelait en haut



L'égalitarisme de Bryan

Cette affiche, réalisée pour la campagne présidentielle de William Jennings Bryan en 1900, reprend de nombreux symboles de la fondation des États-Unis (statue de la Liberté, Déclaration d'indépendance, etc.) qui s'associent au message égalitariste que le candidat démocrate adresse à son électorat de petits agriculteurs. Son programme, fondé sur une réforme économique, se mêle à une sévère critique des élites financières figurée par le combat contre l'hydre-pieuvre des trusts.



Le Louisianais Long Le charismatique sénateur, grand dénonciateur des riches et des politiciens corrompus, devant des étudiants de l'université à Baton Rouge en novembre 1934.

lieu, se présentait à l'élection présidentielle ? C'était bien l'intention de l'ambitieux politicien en effet, mais sa trajectoire météorique fut brutalement interrompue le 8 septembre 1935, lorsqu'il fut assassiné par un médecin, gendre d'un juge que le sénateur voulait écarter. Il quitta ainsi la scène prématurément, laissant à Roosevelt la possibilité de mener une campagne de réélection très marquée à gauche, en partie inspirée par le verbe de Long. Le populisme de gauche, incarné par Bryan et Long, faisant priorité de la dénonciation des trusts, se rapprochait des socialistes, mais, au fond, il ne voulait pas renverser la table, tout au plus y ajouter des couverts.

Un allié influent de Long, Father Coughlin, alla un cran plus loin : ce prêtre catholique se fit connaître par ses prêches à la radio, suivis par des dizaines de millions d'Américains, qui attaquaient aussi bien le socialisme que le capitalisme. A partir de 1936, Coughlin affirma de plus en plus clairement son antisémitisme et sa sympathie pour le fascisme et le nazisme, ce qui aboutit à sa marginalisation pendant la guerre[2].

La mémoire de Long reste bien présente en Louisiane, ainsi que dans la littérature et le cinéma américains. Sinclair Lewis, par exemple, dans son roman *It Can't Happen Here* (« Cela ne peut arriver ici », 1935), dépeint un ancien sénateur élu à la Maison-Blanche, Buzz Windrip, qui devient une sorte de Hitler américain et met en place un régime totalitaire : l'allusion à Long était limpide. D'autres romanciers, comme Robert Penn Warren dans *All the King's Men* (« Les Fous du roi », 1946), ont présenté un portrait plus favorable de Long, en insistant sur les mesures sociales qu'il mit en place en Louisiane (construction d'écoles, d'hôpitaux, de routes, création de cours d'alphabétisation, campagnes de vaccination, régulation des banques, etc.).

Durant la campagne des primaires démocrates de 2016,

Comme Bryan ou Long en leur temps, Bernie Sanders a mis l'accent sur la dénonciation des élites politiques et économiques du pays

Bernie Sanders a été un lointain héritier de ce premier populisme américain, lui qui a tant mis l'accent sur la dénonciation des élites politiques et surtout économiques du pays. En marge du Parti démocrate, en se mettant à dos la direction du parti (tout entière dévouée à Hillary Clinton) qu'il a accablée de critiques, Bernie Sanders a réussi une très bonne campagne, en attirant à lui une partie de la jeunesse américaine avec des mots qui auraient pu être prononcés par Bryan ou Long. Il a suscité l'enthousiasme des jeunes, tandis que Hillary Clinton recueillait l'approbation raisonnable, pour ne pas dire résignée, des plus âgés.

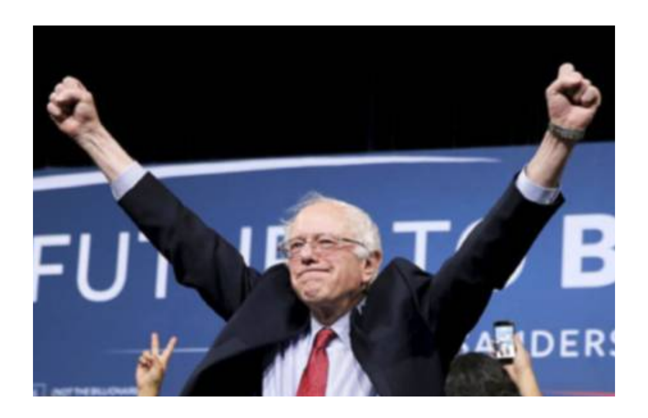
Les inégalités de revenus et de patrimoine ont atteint des sommets aux États-Unis. Elles sont précisément aujourd'hui du même ordre qu'avant le New Deal : en 1929, le 1 % des Américains les plus riches possédait plus de 50 % du patrimoine national, avant de tomber à 25 % dans les années 1970. A l'heure actuelle, nous en sommes de nouveau à 50 %[3]. Il n'est pas si étonnant, dès lors, que le populisme de gauche ait resurgi avec tant de force, au point d'inquiéter Hillary Clinton et tout l'état-major démocrate. La leçon a été retenue par la candidate, qui a « gauchi » son programme, par exemple en proposant d'augmenter le salaire minimum ou en promettant des études gratuites dans les universités publiques pour la majorité des étudiants. L'objectif étant de mobiliser les partisans de Bernie Sanders, dont l'énergie militante est indispensable à sa campagne.

Des Rouges aux islamistes

Le grand virage à droite du populisme s'effectua pendant la guerre froide, avec le sénateur McCarthy en figure de proue. La dénonciation des communistes, accusés d'infiltrer jusqu'au sommet de l'État, fit la fortune politique du bouillant sénateur du Wisconsin.

Pourtant, Joseph McCarthy avait entamé sa carrière politique d'une tout autre manière. Né en 1908 dans un milieu rural modeste, comme Bryan et Long, McCarthy s'était lancé en politique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en entrant au Sénat sur une ligne modérée. Plutôt terne, peu apprécié de ses collègues en raison de son tempérament colérique et de ses affabulations, il rêvait néanmoins de jouer les premiers rôles. Un discours prononcé à Wheeling (en Virginie-Occidentale), le 9 février 1950, au cours duquel il eut l'idée de brandir un papier sur lequel étaient prétendument inscrits les noms de communistes travaillant au ministère des Affaires étrangères (State Department), eut un succès immédiat et inattendu. McCarthy avait trouvé le bon filon.

Il se spécialisa à partir de ce moment-là dans des diatribes visant la subversion communiste, mais aussi homosexuelle, des thèmes populaires au sein d'une partie de la population, qui y voyait la confirmation de ses peurs : des élites politiques, administratives, militaires et culturelles gangrenées, ▶▶▶



L'héritier
Le candidat à la primaire démocrate Bernie Sanders ici lors d'un rassemblement dans le Nevada en février 2016. Il se place dans l'héritage du populisme social des années 1930.

JIM YOUNG/REUTERS

Notes

1. Cf. L. Goodwyn, *The Populist Moment: A Short History of the Agrarian Revolt in America*, New York, Oxford University Press, 1978 et R. McMath, *American Populism. A Social History, 1877-1898*, New York, Hill and Wang, 1993.

2. Cf. A. Brinkley, *Voices of Protest: Huey Long, Father Coughlin and the Great Depression*, New York, Vintage, 1983.

3. E. Saez, G. Zucman, « Wealth Inequality in the United States since 1913: Evidence from Capitalized Income Tax Data », Working Paper 20625, National Bureau of Economic Research, 2014.

MOTS CLÉS

Démocrates

Au début du XIXe siècle, les « républicains-démocrates » défendent les droits des États contre le gouvernement fédéral. Ils abandonnent le terme « républicain » vers 1840 et rallient les États du Sud, prônant le maintien de l'esclavage. Aujourd'hui, le parti recrute sa clientèle parmi les minorités ethniques, religieuses, sexuelles, dans les classes moyennes éduquées des grandes villes et dans la jeunesse.

Républicains

Fondé en 1854, le Parti républicain conquiert la présidence avec Lincoln en 1861. Aujourd'hui, il défend la libre entreprise, exalte l'idée de nation. Sa clientèle se recrute parmi les Américains blancs, tant du côté des élites que des milieux populaires des vieux États industriels et du Sud profond.

▸▸▸ infiltrées, prêtes à ouvrir la porte aux « rouges ».

En 2016, la subversion communiste n'est plus à l'ordre du jour, mais un nouvel ennemi prioritaire est apparu : le terrorisme islamiste. Donald Trump s'est emparé du sujet, en se présentant comme le mieux à même de défendre les États-Unis. Il a proposé d'interdire aux musulmans l'entrée sur le territoire des États-Unis (le 7 décembre 2015), avant de réviser sa position en précisant que des « tests idéologiques » seraient mis au point (le 31 août 2016), puis que l'interdiction serait fondée sur la géographie (les *« nations liées à la terreur islamique »*) plutôt que la religion. Comprenne qui pourra !

Il est clair, néanmoins, que la dénonciation de l'islam est centrale dans sa campagne, d'autant qu'elle a été précédée d'assertions, distillées par Donald Trump en personne dès 2011, selon lesquelles Barack Obama ne serait pas né aux États-Unis et serait secrètement musulman. Il a fallu que le président montre son acte de naissance pour faire taire, au moins en partie, la rumeur. On ne serait pas autrement surpris d'entendre Donald Trump dénoncer la présence de trop nombreux musulmans dans la diplomatie ou l'armée américaines.

En matière de politique étrangère, tout est simple pour lui comme pour McCarthy : contre les ennemis des États-Unis, la force militaire doit primer. Donald Trump a même un « plan secret » pour écraser facilement et rapidement Daech, à quoi il faut ajouter le « plan des généraux » aboutissant à *« une combinaison de mon plan et de leur plan, si j'aime leur plan, je ne vais évidemment pas vous en parler et dire que nous avons un super plan »* (le 7 septembre 2016). Bref, le plan, c'est d'avoir un plan.

Une caractéristique personnelle commune à Joe McCarthy et Donald Trump est leur utilisation systématique du mensonge. McCarthy n'hésitait pas à asséner les accusations les plus fantaisistes, à s'inventer un passé militaire glorieux dans le Pacifique, en comptant sur l'effet de surprise, sur son aplomb, sur l'intimidation, pour faire taire les voix critiques. Donald Trump n'est pas en reste : lui aussi use et abuse du mensonge comme arme politique. Il avance ainsi qu'en 2003 il était opposé à la guerre en Irak, que des dizaines de milliers de terroristes sont entrés aux États-Unis ou encore que Barack Obama est le fondateur de Daech. Comme McCarthy, Donald Trump n'a cure des contradicteurs : ce qui importe, c'est l'impact immédiat de ses déclarations sur le public.

L'historien Richard Hofstadter, auteur d'une série d'essais sur la droite radicale américaine, rassemblés en 1965 dans un ouvrage classique, *Le Style*

À SAVOIR

Qui peut être candidat ?

Pour être candidat à l'élection présidentielle, il faut être né américain, avoir au moins 35 ans, avoir vécu quatorze ans aux États-Unis et, depuis 1951, ne pas avoir déjà effectué deux mandats. Même si rien n'interdit à un indépendant de se présenter (c'est souvent le cas), le coût et les forces militantes nécessaires à une campagne efficace font que seuls des candidats investis par le Parti démocrate ou le Parti républicain ont été élus. Première étape de l'élection, les primaires permettent aux électeurs de voter, État après État, pour les délégués à la convention nationale au cours de laquelle ces délégués, ainsi que des « super délégués » adoptés par les instances du parti, désignent le candidat à la présidence. Dans certains États, les « caucus », assemblées de militants et sympathisants, choisissent les délégués. Ce système des primaires, non prévu par la Constitution, a été mis en place au début du XXe siècle et progressivement imposé après la Seconde Guerre mondiale pour introduire plus de démocratie dans le processus électoral. Deuxième étape : l'élection du président, qui est un scrutin indirect. Le mardi qui suit le premier lundi de novembre, les citoyens élisent 538 grands électeurs, qui élisent ensuite officiellement le président et le vice-président en décembre. Le nouveau président prête serment le 20 ou le 21 janvier suivant.



Coup de balai

En 1954, le sénateur McCarthy, qui dénonce « l'infiltration » des communistes dans l'État, se met en scène devant le Capitole.

JERRY TAVIN/EVERETT/RUE DES ARCHIVES

paranoïaque. Théories du complot et droite en Amérique, a fourni des éclairages précieux sur ce type d'intervention politique[4]. La recette est simple, mais demande du talent oratoire et un cynisme à toute épreuve : faire peur en agitant un péril imminent ; dénoncer le pouvoir comme incapable d'y faire face (voire comme complice) ; se présenter en sauveur de la nation, en incarnation du peuple.

La dimension paranoïaque des discours de Donald Trump apparaît plus encore lorsque des pays étrangers sont en cause : par exemple quand le réchauffement climatique est présenté comme une baliverne inventée par les Chinois pour mettre en difficulté l'économie américaine. McCarthy n'aurait pas dit mieux !

Un autre point commun tient à la place modeste de la religion dans la vie et les discours de Joe McCarthy et Donald Trump. Le sénateur du Wisconsin était certes populaire dans les cercles catholiques conservateurs, mais sa foi n'était pas le fondement de son anticommunisme paranoïaque et séculier. Milliardaire au style de vie ostentatoire, plus attiré par les casinos et les défilés de Miss America que par les églises, marié trois fois, Donald Trump est, lui, officiellement presbytérien, mais aux antipodes de ce qu'escomptent les intégristes chrétiens si influents au sein du Parti républicain. Contre toute attente, il a réussi à attirer une bonne partie du monde fondamentaliste, qui ne se fait pas d'illusions sur sa foi mais estime sans doute que la volonté divine peut prendre des voies détournées pour s'accomplir. Plus prosaïquement, Donald Trump leur a promis tout ce qu'ils voulaient.

Les deux hommes ont enfin en partage d'être marginaux au sein de leur propre parti. Tous deux penchaient plutôt du côté démocrate avant d'entrer en politique et les élites républicaines classiques ont regardé d'un œil méprisant, et même inquiet, leurs discours délirants. Après l'élection d'Eisenhower en 1952, McCarthy, détesté mais craint par ses pairs, n'était plus d'aucune utilité, et il fut progressivement marginalisé jusqu'à en mourir en 1957, noyé dans l'alcool.

En 2016, pour ne pas diviser un peu plus encore le Parti républicain au risque de son éclatement, les chefs du parti ont soutenu Donald Trump du bout des lèvres, en espérant très fort qu'il chute le 8 novembre pour en être définitivement débarrassés. Donald Trump a été le prix à payer à une base électorale exaspérée, un prix exorbitant pour sauver le parti. Comme son aîné, il attire surtout un monde d'hommes blancs peu diplômés, qui penche très majoritairement en sa faveur, ce qui, d'un point de vue électoral, est encore moins suffisant en 2016 qu'en 1950. Donald Trump a absolument besoin de limiter ses pertes chez les femmes, les diplômés du supérieur et les minorités, ce qu'il s'emploie à faire avec des résultats mitigés.

On notera au passage un lien personnel entre les deux leaders : le juriste Roy Cohn, proche conseiller de McCarthy, devint par la suite avocat à New York, où il défendit Donald Trump lorsque ce dernier fut accusé (à juste titre) dans les années 1970 de discrimination raciale dans les immeubles que son père et lui possédaient.

Donald Trump avance qu'il était opposé à la guerre en Irak, que des dizaines de milliers de terroristes sont entrés aux États-Unis ou que Barack Obama est le fondateur de Daech

Le milliardaire contre l'État fédéral

Il y a bien entendu des différences importantes entre McCarthy et Trump. Le sénateur du Wisconsin était un politicien professionnel, si l'on excepte ses débuts comme avocat. En revanche, Donald Trump n'a jamais exercé aucun mandat électif, ne s'est même jamais présenté à une élection avant 2016 – même s'il a envisagé de le faire à plusieurs reprises dans un passé récent. C'est à ses activités d'homme d'affaires et de médias qu'il doit sa notoriété.

Né en 1946 dans une famille fortunée (son père Fred Trump était un entrepreneur et investisseur immobilier controversé de New York), Donald Trump sortit diplômé de la Wharton School en 1968, et reprit immédiatement les activités immobilières paternelles. Il ajouta rapidement aux milliers d'appartements de la « Trump Organization » des projets plus ambitieux : gratte-ciel, comme la fameuse Trump Tower à New York, hôtels luxueux, casinos, terrains de golf.

Avec plus ou moins de succès d'ailleurs : la Trump Organization a collectionné les faillites et les procès, tout en permettant à la famille d'accumuler une richesse considérable. En parallèle, Donald Trump est devenu un homme de télévision grâce à une émission populaire, « *The Apprentice* » (« L'Apprenti »), créée en 2003, qui met aux prises des candidats visant un poste dans sa société. C'est muni de ce fort capital de notoriété qu'il est entré en campagne, en combinant donc la virginité politique, très appréciable tant les politiciens professionnels sont vilipendés, et une réputation surfaite d'homme d'affaires à succès.

Il est rarissime qu'un milliardaire soit candidat à l'élection présidentielle : ▶▶▶

MOTS CLÉS

Congrès
Organe du pouvoir législatif, constitué de deux chambres : la Chambre des représentants et le Sénat. Les représentants, en nombre proportionnel à la population de chaque État, sont élus pour deux ans ; les sénateurs, deux par État, pour six ans. Le Congrès siège au Capitole, à Washington. Il ne peut être dissous.

Tea Party
Mouvement conservateur apparu en 2009 après la crise économique et l'arrivée au pouvoir de Barack Obama. Il critique les dépenses de l'État et la hausse des impôts. Son nom se réclame de l'esprit fondateur de la nation, en référence au Tea Party de Boston, qui a marqué les débuts de la révolution américaine contre la monarchie britannique en 1773.

Note
4. R. Hofstadter, *Le Style paranoïaque. Théories du complot et droite radicale en Amérique*, François Bourin Éditeur, 2012.

Si Donald Trump était élu, il aurait à composer avec le Congrès, avec la Cour suprême, et une société qui opposerait une résistance à ses foucades autoritaires

▸▸▸ généralement, les grandes fortunes du pays se tiennent à l'écart de l'arène politique, ou bien usent discrètement de leur influence en finançant des candidats qui leur seront redevables d'une manière ou d'une autre (comme les frères Koch, du côté conservateur[5]).

Rester en coulisses est très efficace, évite d'exposer trop crûment revenus et patrimoines, et permet de poursuivre ses activités financières sans s'embarrasser d'un mandat encombrant. En 1992, Ross Perot sauta le pas, en se présentant comme candidat indépendant face à George Bush et Bill Clinton. Il obtint 18,9 % des suffrages, un résultat très honorable qui favorisa l'élection de Bill Clinton. C'est au tour de Donald Trump maintenant, mais sous la bannière d'un des deux grands partis, avec la possibilité sérieuse d'être élu. McCarthy n'aurait jamais été en mesure de se présenter à l'élection présidentielle, à une époque où les élections primaires étaient organisées différemment et où l'état-major du parti avait plus de poids qu'aujourd'hui. Porté par une vague populaire conservatrice, dont l'écume est violemment raciste et xénophobe, Donald Trump a écrasé la concurrence républicaine la mieux établie.

Une autre différence tient à la place grandissante prise par la critique de l'État fédéral. Pour McCarthy, qui adorait Washington et recherchait la compagnie des puissants, les élites politiques n'étaient pas intrinsèquement mauvaises ; elles devaient simplement être purifiées, purgées de l'infection communiste. Il s'attaqua à d'anciens *new dealers* sans remettre en cause les acquis sociaux du New Deal. Aujourd'hui, la critique est plus radicale : il est question d'amputer drastiquement l'État de ses fonctions non régaliennes et militaires. Plutôt que le grand capitalisme financier ou industriel, cible des populistes de gauche, c'est l'État qui est voué aux gémonies par les populistes de droite.

Certes, Donald Trump n'est pas aussi radical dans sa critique de l'État que les militants du Tea Party *(cf. p. 17)*. Son programme est des plus flous, mais il promet des baisses d'impôts spectaculaires (4 000 milliards de dollars), ce qui affecterait nécessairement le fonctionnement de l'État, tout en créant parallèlement 25 millions d'emplois, y compris dans l'industrie et les mines de charbon, grâce à la dénonciation des accords de commerce internationaux comme l'Accord de libre-échange nord-américain et à la construction du fameux mur pour bloquer l'immigration mexicaine. Il propose ainsi un mélange de politique libérale (ses réductions d'impôts favorisent clairement les plus nantis) et protectionniste (en direction des ouvriers), sous l'égide d'un président fort, lui-même se disant doté de capacités de jugement hors norme, affûtées par son expérience d'homme d'affaires. Élu, Donald Trump promet de limiter la liberté de la presse, de s'attaquer à l'indépendance des juges, de rendre *« l'Amérique grande de nouveau »* (*« Make America Great Again »*, slogan emprunté à Reagan) tout en réduisant les engagements militaires des États-Unis de par le monde (ce qui le distingue des néoconservateurs). Un président fort à la tête d'un État isolationniste. On comprend dès lors que, à l'instar de l'extrême droite européenne, Donald Trump avoue une admiration appuyée pour Vladimir Poutine, *« un bien plus grand leader que* [Obama] *»*.

Si Donald Trump était élu, il aurait à composer avec le Congrès, avec la Cour suprême, et d'une manière générale avec une société civile américaine et mondiale qui opposerait une résistance solide à ses foucades autoritaires. A la frontière mexicaine, le mur ne serait probablement pas construit, les musulmans ne seraient probablement pas *personae non gratae*, et la loi d'assurance maladie ne serait probablement pas liquidée. Pour autant, cette figure renouvelée de la droite populiste est une menace claire pour les libertés civiles et l'État de droit, en même temps qu'un signe de la crise politique aiguë que vivent de nombreuses démocraties, dont une partie de la population, fatiguée, exaspérée par un personnel politique lointain, désespérée par le monde qui change, semble prête à se jeter dans l'abîme. ■

Note

5. Koch Industries, dont Charles et David Koch, les fils du fondateur, sont toujours actionnaires majoritaires, pesait 116 milliards de dollars en 2013.

DANS LE TEXTE

Le discours musclé de Donald Trump : virilité narcissique, racisme et vaines promesses

“Regardez mes mains, est-ce que ce sont des petites mains ? Et si elles sont petites, quelque chose d'autre doit être petit. Je peux vous garantir qu'il n'y a aucun problème. Je vous le garantis !” (3 mars 2016)

“Je l'aime bien Poutine, parce qu'il dit que je suis un génie.” (28 avril 2016)

“Le gouvernement mexicain envoie ses indésirables aux États-Unis.
Ce sont souvent des criminels, des dealers de drogue, des violeurs, etc.” (6 juillet 2015)

“L'une de mes premières décisions comme président sera de supprimer le désastreux Obamacare, ce qui créera 2 millions d'emplois.” (8 août 2016)



Hongrie, 1956 : mémoire trouble

Pour les 60 ans de l'insurrection hongroise contre le régime communiste, les commémorations sont confisquées par le pouvoir nationaliste.

Par Paul Gradvohl et Laszlo Miklosi*

Récupération
Ci-dessus, à gauche : la tête d'une statue de Staline déboulonnée par les insurgés de Budapest le 23 octobre 1956. A droite : le Premier ministre nationaliste Viktor Orban, qui n'hésite pas à instrumentaliser l'histoire à son profit, lors du discours commémoratif du 23 octobre 2010.

Dans un climat de tensions, attisées par le gouvernement du nationaliste Viktor Orban, et sur fond de référendum sur les réfugiés et l'homogénéité nationale, la population est conviée au 60e anniversaire du soulèvement de Budapest. Le 23 octobre 1956, une manifestation contre le pouvoir communiste et la domination soviétique avait tourné à l'insurrection et s'était étendue à tout le pays, après avoir fait reculer les forces soviétiques. Le 4 novembre celles-ci intervenaient de nouveau avec des renforts, soumettant les insurgés en quelques jours, faisant plusieurs milliers de morts, et entraînant 35 000 arrestations suivies de près de 400 condamnations à mort[1]. Imre Nagy, le Premier ministre installé par l'insurrection, était emprisonné, avant d'être exécuté deux ans plus tard.

C'est aussi en cette rentrée scolaire 2016 que paraît le nouveau manuel d'histoire de Peter Horvath et Marta Ispanovity pour la dernière année de l'école générale[2], non sans provoquer des vagues à Budapest. Le livre glorifie notamment le rôle de Viktor Orban, en citant le discours qu'il prononça le 16 juin 1989 sur le soulèvement de 1956, lors des funérailles officielles d'Imre Nagy. En 1989, Viktor Orban était l'un des meneurs de l'opposition au régime communiste et dirigeait la toute jeune Alliance des jeunes démocrates (Fidesz). Il exigeait dans son discours le départ des troupes soviétiques de Hongrie et l'abandon du pouvoir par le Parti socialiste ouvrier hongrois. Cette citation conduit à se demander quelle place le soulèvement de 1956 tient dans la mémoire hongroise.

La révolution hongroise fut un événement majeur, y compris à l'étranger. En France, elle déstabilisa le Parti communiste, qui se retrouvait allié d'une URSS ouvertement répressive. Le pays avait aussi accueilli des dizaines de milliers d'exilés, parmi les

KEYSTONE/GAMMA-RAPHO - LASZLO BELICZAY/EPA/MAXPPP

200 000 Hongrois ayant fui la répression. En Hongrie, le choc fut évidemment bien plus important. Après la répression violente, 1956 fut l'occasion d'une reprise en main musclée sur de longues semaines, voire plusieurs mois, par le pouvoir communiste.

L'après-1956 dans la Hongrie de Janos Kadar – installé au pouvoir par les Soviétiques fin 1956 et resté à la tête du pays jusqu'en 1988 – fut un exemple de « réussite répressive ». Pendant plus de trente ans, le discours officiel d'alors qualifia la révolution de « contre-révolution » et effaça l'activité des conseils ouvriers qui avaient pourtant continué à contester le pouvoir du Parti dans les entreprises, y compris après le redressement militaire des Soviétiques.

Loi mémorielle

La chape de plomb qui entoura la mémoire de 1956 jusqu'aux années 1980 ne provoqua guère de contestation. Il fallut attendre le début de 1989 pour que le Parti socialiste ouvrier hongrois au pouvoir fasse resurgir le souvenir de ce qui était maintenant qualifié de « soulèvement populaire ». On sortait de la légende noire. En juin 1989, dans un pays encore communiste, on organisait les obsèques publiques de quatre responsables du gouvernement insurrectionnel. L'année suivante, le nouveau gouvernement conservateur de Jozsef Antall, issu des élections libres d'avril 1990, se donna lui aussi pour rôle d'édicter la vérité historique. Dès le 2 mai, l'Assemblée nationale adopta une loi relative à la révolution et à la lutte de libération de 1956 qu'elle comparait avec le Printemps des peuples qui secoua l'Europe en 1848 et 1849. Quant à la répression qui suivit, la loi disait qu'elle ne fut *« pas capable d'éradiquer de l'âme du peuple l'esprit de 1956 »*. Le 23 octobre, jour du début de la *« révolution et lutte de libération »* de 1956 et de proclamation de la République hongroise en 1990 – par opposition à la République populaire hongroise –, était décrété fête nationale.

La diversité des ferments de liberté est oubliée

En montrant la diversité des situations en province et surtout en rectifiant la chronologie, les récents travaux historiques sur 1956 modifient un peu cette vision des choses. La fin de l'insurrection ne se résume pas aux opérations armées du 4 au 11 novembre avec l'intervention des chars soviétiques. Les militaires russes ont laissé à Janos Kadar et ses affidés le soin de recadrer le pays sur le plan économique et politique[3]. Cela a pris plusieurs mois et a été conduit au moyen d'une association complexe entre répression et soumission volontaire, qui fut niée dès 1990 au nom d'une exigence d'héroïsme.

Depuis, les héritages du communisme s'entremêlaient avec ceux des autoritarismes de l'entre-deux-guerres, qui sont, aujourd'hui, souvent considérés comme des références avouables par les partis conservateurs. Le souvenir de 1956 fut d'abord une exaltation nationale. En salle de classe, après des années de silence, il devint possible discrètement à partir de 1988 puis ouvertement, d'évoquer la « révolution ». Mais l'image de 1956 a dans les années suivantes été ternie par les querelles politiciennes mobilisant les associations d'anciens de 1956, très fortement ancrées à droite. Les choses s'aggravèrent en 2010 avec l'arrivée au pouvoir de la Fidesz de Viktor Orban, qui concentra sa politique historique sur la « catastrophe » de Trianon[4]. L'insurrection de 1956 n'était plus qu'un épisode parmi d'autres de la lutte armée nationale, avec ses héros et ses martyrs.

Soixante ans après les faits, 1956 maintient son statut de date majeure de l'histoire hongroise contemporaine, mais ne fait pas l'objet d'une introspection réelle dans le cadre éducatif ou commémoratif officiel. La diversité des ferments de liberté, si présents pendant quelques semaines, est oubliée, de même que la période de soumission du pays sous Kadar. Le virage anti-utopique du bloc socialiste au tournant des années 1950-1960 n'est pas perçu, et la priorité à l'histoire vue au prisme de la seule nation hongroise entrave le travail de réflexion sur les enjeux actuels du débat sur la politique européenne.

L'invocation de 1956 se transforme en occasion pour faire des manifestations à bicyclette ou des « commémorations-divertissements » dans lesquelles les questionnements sont absents, par principe, au nom d'une primauté de la fierté nationale. Rien de si orignal en Europe actuellement. ■

---

* *Maître de conférences à l'université de Lorraine ; président de l'Association des professeurs d'histoire de Budapest*

Notes

1. Cf. P. Kende, « Budapest, 1956 : la révolution confisquée », *L'Histoire* n° 314, novembre 2006, pp. 75-87.
2. L'équivalent de la quatrième en France.
3. C'est une des dimensions bien montrées par Éva Standeisky dans *Népuralom ötvenhatban* (« Pouvoir populaire en 56 », Budapest, Kalligram, 2010).
4. Viktor Orban est obsédé par la grandeur nationale à laquelle les traités de 1919-1920, en amputant la Hongrie des deux tiers de son territoire, auraient mis fin. Cf. P. Kende, « Viktor Orban. Portrait historique d'un populiste », *L'Histoire* n° 379, septembre 2012, pp. 74-80.

Que s'est-il vraiment passé à Poitiers en 732 ?

Le « roman national » a le vent en poupe. Mais ce n'est pas une raison pour annexer Lavisse dans une entreprise douteuse. Décryptage d'une bataille entre troupes franques et forces arabo-berbères.

Par William Blanc et Christophe Naudin*

Poitiers, un choc de religion ?
Même au XIVe siècle, cet enlumineur travaillant pour Charles V ne représente pas la bataille de Poitiers comme un choc opposant chrétiens et musulmans. Aucun symbole religieux ne différencie les deux camps (*Grandes Chroniques de France,* enluminure, 1375-1380).



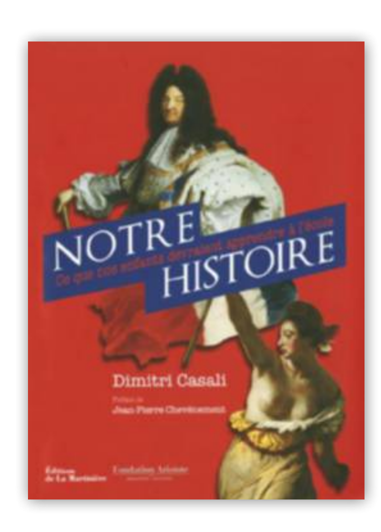
TALLANDIER/RUE DES ARCHIVES

Sorti pour la rentrée 2016, placé sous la direction de Dimitri Casali, le *Nouveau manuel d'histoire* (La Martinière) – précisons qu'il n'a rien d'une proposition officielle parrainée par le ministère de l'Éducation – se fait fort de promouvoir au collège un retour au roman national, soit une vision du passé à seule vocation identitaire. Mais de quelle histoire parle-t-on ? Les pages 20 et 21 consacrées à la bataille de Poitiers en 732 mettent en scène une image déformée de l'événement sans grand rapport avec ce que nous révèle l'analyse des sources. La Gaule est ainsi décrite comme la « *proie de l'Islam* », sous le coup d'une menace qui n'est évitée que par la volonté d'un seul grand homme : « *En donnant un coup d'arrêt à l'expansion de l'Islam en Occident, Charles Martel devient "le sauveur de la Chrétienté".* »

Pas une guerre sainte

Que d'idées reçues ! D'abord, parler d'une invasion ciblant la Gaule, voire l'ensemble de la Chrétienté, est pour le moins sujet à caution. Les rares sources – comme la *Chronique mozarabe* – décrivent certes une bataille importante, opposant plusieurs milliers d'Austrasiens et d'Aquitains menés par Charles Martel et le duc Eudes aux forces arabo-berbères, accompagnées sans doute de contingents wisigoths, d'Abd al-Rahman ibn Abd Allah al-Rhafiqi. Mais il n'y a sans doute aucun plan de conquête. L'Empire omeyyade, centré sur la Méditerranée orientale, cible avant tout Constantinople. La prise de l'Espagne, en 711, avait déjà été le fruit d'un hasard, exploité avec opportunisme, sans qu'il y ait la moindre volonté d'imposer l'islam – les traités, comme celui dit de Tudmir conclu à Murcie en 714, laissent d'ailleurs aux vaincus l'usage de leurs églises contre le paiement d'un tribut.

La Gaule apparaît, elle, comme un objectif trop lointain pour les stratèges de Damas. Leurs incursions ne durent d'ailleurs qu'une quinzaine d'années, entre 721 et 737, et sont d'une bien moins grande ampleur que les expéditions scandinaves qui, après 800, touchent pendant plus d'un siècle l'Empire carolingien, entraînant une véritable installation de populations. L'expédition de 732 a donc probablement pour objectif de piller les grands sanctuaires du sud de la Gaule, Saint-Martin de Tours



Manuel L'ouvrage de Dimitri Casali pour les classes de 5e, 4e et 3e, préfacé par Jean-Pierre Chevènement, revendique « *trois grands principes : approche par la chronologie, récit des grands personnages, cours équilibrés* ».

par exemple, afin de rémunérer les troupes de Cordoue.

Cédant à l'air du temps, Dimitri Casali nous présente la bataille comme un affrontement entre chrétiens et musulmans. l'auteur chrétien anonyme de la *Chronique mozarabe*, la source la plus complète et la plus proche de la bataille, ne décrit jamais les camps en présence en des termes confessionnels. Pour les Francs de Charles Martel, les « musulmans » sont des païens, au même titre que les Saxons germains. Aussi n'est-il pas question en 732 de guerre sainte et religieuse. Quant au concept de « croisade », il est totalement inconnu des chrétiens au VIIIe siècle, tout comme celui, du côté des Omeyyades, de djihad militaire, qui ne sera forgé qu'à partir du début du IXe siècle.

Le *Nouveau manuel d'histoire* décrit la bataille de Poitiers comme un choc de civilisations confrontant deux blocs homogènes. C'est oublier que le duc Eudes d'Aquitaine s'est allié, dans les années 720, avec des Berbères. Obligé finalement de demander l'aide de Charles Martel en 732 et bradant ainsi l'indépendance de sa principauté, il est, comme l'a noté l'historien Michel Rouche, le grand perdant de la bataille de 732, plus qu'Abd al-Rahman, pourtant tué au combat. Pareillement, en 737, Mauronte, le comte – chrétien – de Provence, n'hésite pas à appeler à l'aide les troupes omeyyades pour contrer les visées expansionnistes de Charles Martel.

Dimitri Casali et son équipe ne cessent d'affirmer qu'ils veulent renouer, dans leur ouvrage, avec le roman national républicain comme il était diffusé sous la IIIe République. A y voir de près, cependant, cette vision de la bataille de Poitiers est une invention plutôt récente qui n'a rien à voir avec celle d'un Ernest Lavisse ou de ses disciples. La plupart des manuels de la première moitié du XXe siècle ne parlent pas (ou très peu) de l'affrontement de 732. Le plus célèbre et le plus diffusé d'entre eux, le *Petit Lavisse*, n'évoquait même pas la bataille de Poitiers. Et pour cause, rédigé en 1913, à une époque où l'ennemi à haïr

Le « Petit Lavisse » n'évoque même pas la bataille

se situait outre-Rhin, l'ouvrage insistait surtout sur les raids vikings assimilés aux Allemands. Le livre d'histoire pour enfants le plus vendu en France ces deux derniers siècles, *Le Tour de la France par deux enfants* (1877) écrit par Augustine Fouillée, ne dit lui non plus pas un mot de Charles Martel.

Lorsque les manuels scolaires de la IIIe et de la IVe République abordaient l'affrontement de 732, ils le faisaient sans évoquer la dimension religieuse de la bataille. L'adversaire était « arabe » et Charles Martel sauvait la France. Une autre époque. ■

---

* *Auteurs de* Charles Martel et la bataille de Poitiers, de l'histoire au mythe identitaire *(Libertalia, 2016)*

Cauchemar sur la « Méduse »

Nouveaux regards, deux cents ans après, sur le naufrage de la Méduse*, l'accident le plus spectaculaire de l'histoire maritime française.*

Par Bruno Calvès*



Mutinerie
Cette lithographie de Charles P. Lasteyrie du Saillant, réalisée en 1818, représente la révolte d'une partie de l'équipage échoueé sur le radeau (Paris, BNF).

Les autorités maritimes françaises entendaient conserver pour elles-mêmes le souvenir d'un naufrage qui reste pourtant le plus célèbre du XIX[e] siècle, immortalisé en 1818-1819 par Géricault. Deux siècles plus tard, l'affaire continue de passionner et paraît criante d'actualité alors que de nouveaux drames se jouent chaque jour en Méditerranée.

Le 2 juillet 1816, la frégate *Méduse* et ses 392 passagers en route vers Saint-Louis du Sénégal, la colonie qui venait d'être rétrocédée à la France par les Britanniques, s'échouait sur le banc d'Arguin au large de la Mauritanie, suite à de lourdes fautes de navigation commises par le commandant

Comment survivre assoiffé, blessé, la peau brûlée par le soleil et le sel ?

Hugues Duroy de Chaumareys. A son bord, la famille du gouverneur, des administrateurs, des militaires et des scientifiques. Le bateau ne comptant que six embarcations de sauvetage, on force 147 hommes (dont une centaine de soldats) à monter sur un radeau de fortune. Dix-sept autres restent à bord du bateau. On en retrouvera seulement trois en vie quelques semaines plus tard. Quant aux passagers du radeau, quinze survivront à leur périple de treize jours sur leur « machine » fabriquée à partir de morceaux de la mâture de la *Méduse*, assoiffés, abîmés par les blessures, les brûlures du soleil et du sel.

Afin de mieux comprendre le comportement des occupants du radeau, une équipe de chercheurs rassemblée par Philippe Mathieu, administrateur du Musée national de la Marine à Rochefort, a souhaité le reconstruire[1]. Elle s'est appuyée sur le plan dessiné par l'un des rescapés, le géographe Alexandre Corréard, joint à son récit du naufrage. En 2014, le charpentier Philippe Bray a assemblé dans la forêt des Landes des troncs de pins américains, très proches de ceux du premier radeau. La « machine », fidèlement reconstruite avec ses 20 mètres sur 12 pour un poids de 16 tonnes, a été mise à l'eau dans le port de Rochefort[2]. Les espaces laissés entre les différents éléments du radeau montrent qu'un occupant y est en partie immergé dans l'eau. Cent cinquante personnes n'y disposent que de 1 m² chacune, ce qui les contraint à rester debout. Enfin, le radeau s'alourdit sous le poids de ses occupants qui ont de l'eau jusqu'à la taille. Il est donc impossible d'y survivre de façon collective au-delà de quelques heures.

Les récits manuscrits du naufrage relatent les nombreuses scènes de violence à bord du radeau : révoltes, suicides, luttes, meurtres. La forte présence de

Notes
1. Cf. O. Thomas, « L'enfer sur mer », *L'Histoire* n° 409, mars 2015, p. 34.
2. Cette réplique est exposée dans la cour du Musée national de la Marine de Rochefort.
3. L'analyse approfondie des matricules a été menée par l'historien Henri Fermin et moi-même.

soldats en est l'une des raisons. Une récente recherche montre que certains des matelots provenaient de dépôts coloniaux où ils avaient été enfermés pour manquements à la discipline[3]. La propension à la violence était donc particulièrement élevée.

Actes d'anthropophagie

Ces données ne suffisent pas cependant à expliquer le degré de sauvagerie atteint. Henri Savigny, le jeune chirurgien du bord, qui a lui-aussi survécu, a consacré sa thèse de doctorat en médecine aux conditions de survie sur le radeau. Alors qu'un individu peut rester trois jours sans boire et quinze jours sans manger, pourquoi observe-t-on les premiers actes d'anthropophagie à partir du troisième jour de dérive ? La plupart des hommes se sont très tôt crus perdus, des symptômes de déraison ont été observés chez les hommes de troupe.

Jacques-Olivier Boudon, dans son livre paru en 2016 chez Belin, montre que quand l'affaire éclate dans la presse en septembre, le naufrage *« annonce aux yeux de beaucoup de Français le naufrage de la France elle-même »*. Quant à Chaumareys, son incompétence (il refuse à plusieurs reprises de sonder, c'est-à-dire de vérifier la profondeur des fonds marins, et croit avoir dépassé le banc d'Arguin alors qu'il se dirige vers lui) incarne l'incapacité du gouvernement de la Restauration. Avoir fait preuve de népotisme et d'inconscience, en nommant ce commandant qui n'avait pas navigué depuis vingt ans, mais qui était un officier d'Ancien Régime et un proche du frère de Louis XVIII, en était déjà révélateur.

Le drame reste à bien des égards exemplaire. Les études récentes ont corroboré le récit d'épouvante retracé par les survivants, que les autorités ont à l'époque tenté de présenter comme exagéré par excès de romantisme naissant. Une autre recherche ne manquerait pas d'intérêt : explorer les restes de l'épave qui n'a jamais quitté le lieu où elle s'est échouée. En 1980, Jean-Yves Blot et l'équipe du projet « Méduse » la repéraient, enfouie sous plusieurs mètres de sable. Sa position et son état général après le naufrage permettraient peut-être de mieux comprendre pourquoi le commandant Chaumareys en ordonna l'abandon, précipitant ses passagers dans une tragédie qui soulève encore l'incompréhension. ■

* *Journaliste*

À ÉCOUTER

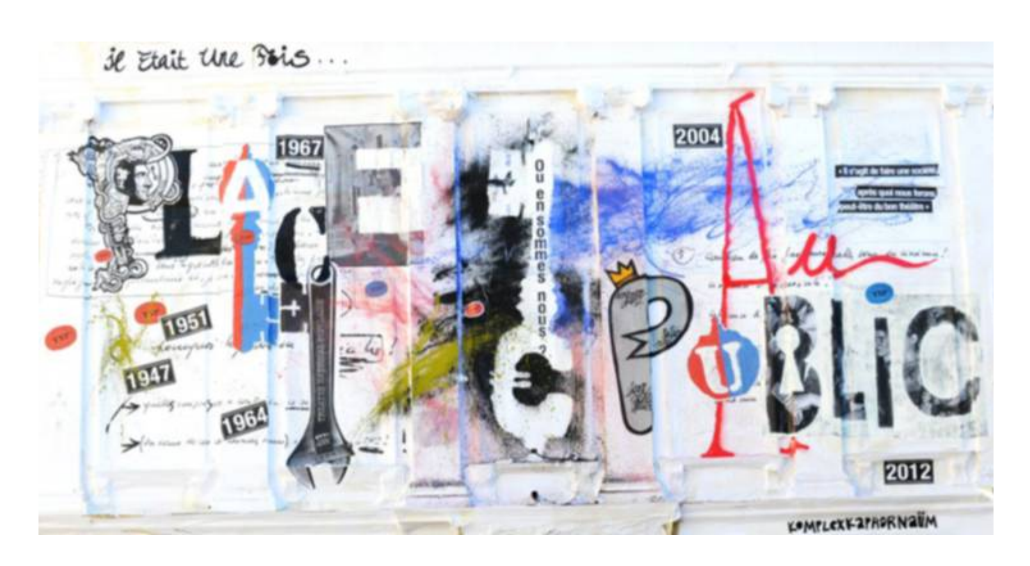


Jacques-Olivier Boudon présentera son ouvrage *Les Naufragés de la* Méduse (Belin, 2016) dans un café historique avec *L'Histoire* au Festival international du film d'histoire de Pessac le mercredi 16 novembre à 11h30.

Culture et liberté à Pessac !

Au programme du Festival international du film d'histoire, du 14 au 21 novembre, des débats et des projections.

Par Olivier Loubes*



Populaire
Peinture murale créée à Avignon en 2012 par Komplex Kapharnaüm à l'occasion du 100e anniversaire de la naissance de Jean Vilar.

JEAN-MARC ZAORSKI/GAMMA-RAPHO

« Culture et liberté ». Le thème 2016 de Pessac sonne comme une évidence ! Après « Un si proche Orient » – l'édition 2015 qui dut être reportée au printemps 2016 à la suite des attentats de l'automne –, le Festival international du film d'histoire a choisi de concentrer les regards sur ce couple si actuel. Culture et liberté sont donc convoquées, du 14 au 21 novembre, sachant, selon les mots de François Aymé, le commissaire général du festival, *« qu'il n'aura échappé à personne que l'État islamique a pris pour cible des lieux emblématiques de la culture (l'antique cité de Palmyre ou le Bataclan) et des symboles de la liberté d'expression (les dessinateurs de* Charlie Hebdo*) »*.

Par-delà l'urgence contemporaine, notre temps pense la culture consubstantielle à la liberté. Jean-Noël Jeanneney, président du festival, le traduit ainsi dans son éditorial : *« Et puisque le cinéma s'affirme tout à la fois, et magnifiquement, témoin et enjeu des combats jamais clos que les hommes et les femmes doivent conduire pour la liberté de la culture, puisque cet éternel défi a inspiré des films admirables, nous pouvons gager que l'édition 2016 saura nous conduire, une fois de plus, au cœur des plus graves questions que les citoyens doivent se poser. »*

Le constat est clair comme un credo : culture et censure s'opposent comme le font liberté et dictature. Et l'on retrouve ce face-à-face fondateur dans la plupart des débats programmés qui confronteront la liberté de l'art et des artistes au pouvoir de faire et de défaire du mécénat, du totalitarisme et de la guerre.

Le tournant du Front populaire

Toutefois, cette opposition fondamentale ne contient pas toutes *« les plus graves questions que les citoyens doivent se poser »*. Elle ne suffit pas à dire seule la nature du lien entre culture et liberté. La table ronde du samedi 19 novembre intitulée « La culture qui libère, du Front populaire au Festival de Pessac » devra, derrière l'évidence de son titre, s'interroger sur les modalités de cette libération. On sait bien que toutes les cultures ne libèrent pas, même lorsqu'elles prétendent le faire. Se demander quelle culture libère – et libère de quoi – s'impose plus que jamais dans nos sociétés. Démocratiser une culture qui libère ne revient pas forcément à opérer une savante percolation de la culture du haut vers le bas, ni non plus à cultiver massivement une culture populaire pour tous, sans se demander laquelle.

Comme l'écrit en 1926 Jean Zay dans ses *Chroniques du grenier* (rééd. L'Écarlate, 2016) : *« Il faudrait comprendre d'abord que "les fêtes populaires" sont les plus difficiles à organiser, qu'elles doivent être étudiées, et qu'il ne suffit pas d'accrocher des lampions au cul d'un camion chargé de bigophones… »* Pour celui qui sera le ministre d'une politique de progrès social par la popularisation de la culture : il ne faut pas se moquer du peuple !

Le grand tournant date bien du Front populaire. Auparavant, la IIIe République, fort libérale pour les arts, n'a de politique culturelle que la politique scolaire. Elle vise à républicaniser la France, c'est-à-dire à la démocratiser politiquement. Avec les années 1930, la question est posée de façon radicalement contemporaine, car désormais il s'agit de démocratiser socialement le pays. Dès lors doit-il y avoir une politique d'État de démocratisation culturelle ? Le Front populaire, face aux politiques culturelles massives des fascismes, y répond affirmativement. Se renforce alors le paradoxe français, vu des pays anglo-saxons en particulier, de confier à l'État la culture qui libère, politiquement et socialement.

Une génération plus tard, dans les années 1960, l'ère Malraux est justement celle des oppositions vigoureuses. Alors que le rôle de l'État se déploie à travers la création des Maisons de la culture ou celle des ancêtres des Directions régionales des affaires culturelles (Drac), la contre-culture antigaulliste exprime de virulentes critiques. Face au rôle assigné aux artistes par le ministre de « faire aimer l'Art » avec un grand A, apparaissent les contestations de « l'élitisme bourgeois » comme dans « l'appel de Villeurbanne » en 1968 par lequel les directeurs des Maisons de la culture se prononcent en faveur d'un théâtre politisé.

Face au rôle assigné aux artistes de « faire aimer l'Art » apparaissent les contestations de « l'élitisme bourgeois »

A partir de 1981, avec la génération Lang, ces critiques de l'État culturel sont désormais intégrées à la politique de l'État, ce que souligne le décret du 10 mai 1982 : *« Le ministère chargé de la Culture a pour mission : de permettre à tous les Français de cultiver leur capacité d'inventer et de créer, d'exprimer librement leurs talents. »* Une nouvelle synthèse naît alors, mêlant la démocratisation par en haut et par en bas. Toutefois, l'opéra Bastille peut être édifié et la Fête de la musique résonner, les questions posées depuis Jean Zay sur la culture qui libère restent entières : rendez-vous à Pessac pour en débattre ! ■

** Historien de l'imaginaire politique, auteur de* Cannes 1939, le festival qui n'a pas eu lieu *(Armand Colin, 2016)*

Olivier Christin
L'œil de la Réforme

Cet érudit, spécialiste des questions religieuses au XVIe siècle, fonde à Paris un Centre européen d'études républicaines.

Par Olivier Thomas

Installé dans le sobre salon d'un hôtel parisien, Olivier Christin explique d'une belle voix posée : *« J'aime bien bavarder et échanger. C'est stimulant. Cela nourrit la réflexion et m'oriente vers de nouveaux projets ou champs de recherches. »*

En juin 2016, ce professeur d'histoire moderne en poste à l'université de Neuchâtel a obtenu du président de la République, François Hollande, la création d'un Centre européen d'études républicaines (Cedre) dont l'activité débute ce mois-ci avec la tenue d'un colloque très international sur les « Modernités républicaines ».

Olivier Christin situe l'origine de son intérêt pour la république « *dans des discussions passionnées avec Vincent Peillon durant les longues soirées d'hiver à Neuchâtel* ». Professeur associé de philosophie auprès de l'université suisse durant deux années, l'ancien ministre de l'Éducation nationale animait un séminaire sur les idées républicaines. Les deux hommes – qui s'étaient côtoyés durant leurs études – décidèrent alors de s'associer pour traiter cette question, de Machiavel à la fin du XIXe siècle.

Spécialiste des questions religieuses au XVIe siècle (et plus spécifiquement du protestantisme), Olivier Christin ne voit pas là de rupture avec ses propres travaux. Pour avoir étudié les sorties des guerres de Religion en France, dans le Saint Empire ou en Suisse, il connaît bien ces périodes où les sociétés doivent reconstituer du bien commun, de la *res publica*. Plus récemment, il a consacré un beau livre aux pratiques électives, montrant notamment comment la réforme protestante a été adoptée en Suisse *via* des assemblées d'habitants. *« A Neuchâtel, le 4 novembre 1530,* s'enthousiasme Olivier Christin, *des bourgeois laïques ont voté en faveur de la réforme protestante. Un acte allant au rebours du principe* "Cujus regio, ejus religio" *("Tel prince, telle religion") qui s'imposait alors progressivement. »*

Un enthousiasme tout intellectuel. Rien ne prédestinait pourtant le jeune homme né en 1961 à s'intéresser à ce sujet. *« Je ne suis pas protestant. Je viens d'une famille laïque qui n'a pas d'inclination particulière pour les arts du Moyen Age ou de la Renaissance. En fait, je m'orientais plutôt vers la philosophie ou l'anthropologie. »*

Mais, à l'École normale supérieure, il lit *L'Œil du Quattrocento* de Michael Baxandall. Un ouvrage qui est la clé de son attrait pour les rapports entre iconographie et question religieuse. L'agrégation en poche, Olivier Christin s'entretient avec Pierre Bourdieu, que sa mère, Rosine, côtoie à la rédaction des *Actes de la recherche en sciences sociales*. *« J'ai 25 ans, j'ai fini mon service militaire et je suis à la recherche d'un directeur de thèse,* confie Olivier Christin. *Pierre Bourdieu me conseille l'historien moderniste Marc Venard m'expliquant qu'avec lui j'apprendrai le métier d'historien. »*

« Pourquoi les gens sont-ils prêts à mourir pour des images ? »

Une conversion complète. *« Ma maîtrise ne portait pas sur le XVIe siècle, je ne connaissais rien à la paléographie et j'étais un mauvais latiniste »*, s'amuse-t-il. Poussé par Marc Venard, il s'installe à Pise et suit les cours d'histoire de l'art de Salvatore Settis et de Paola Barocchi alors qu'il n'a jamais appris l'italien ! L'expérience toscane est concluante et Olivier Christin revient avec un sujet de thèse traitant de l'iconoclasme, de la violence symbolique et des affrontements confessionnels autour des images. *« Voilà ce qui m'intéresse : pourquoi les gens sont-ils prêts à mourir pour des morceaux de papiers ou des bouts de verre sur lesquels sont peintes des figures ? »*

SES DATES

9 février 1961 Naissance à Sannois (95).
1983 Agrégé d'histoire.
1989 Thèse sur l'« Iconoclasme et culte des images en France au XVIe siècle » sous la direction de Marc Venard.
1997 *La Paix de religion. L'autonomatisation de la raison politique au XVIe siècle*, Seuil.
1997-2009 Professeur à l'université Lyon-II.
2003 Directeur d'études à l'EPHE.
2004 *Pierre Bourdieu. Mouvements d'une pensée*, avec Patrick Champagne (Bordas).
2010 Professeur à l'université de Neuchâtel (Suisse). *Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines* (Métailié).
2014 *Vox populi. Une histoire du vote avant le suffrage universel* (Seuil).
2016 Création du Centre européen d'études républicaines (Cedre) à Paris.



Embauché par le ministère des Affaires étrangères, à la mission historique de Göttingen, Olivier Christin part en Allemagne en 1992. *« C'est un véritable choc, je découvre un État confessionnel, l'historiographie et la bibliographie allemandes. Je décide alors de dépayser mon sujet. »*

En Allemagne, Olivier Christin apprend la langue et sympathise avec Klaus Herding, Horst Bredekamp ou Martin Warnke. *« Je reconnais volontiers mes dettes intellectuelles envers tous ceux qui m'ont inspiré. Les historiens de l'art allemand, par exemple, m'ont aidé à exercer mon œil pour identifier des mises en scène, des gestes ou des attitudes dans diverses représentations. »*

Le choix de l'histoire serait donc autant le fruit du hasard que des rencontres intellectuelles ou des lectures ? *« Un peu, je suis très influençable »,* sourit-il. Admettant également l'empreinte familiale dans son intérêt pour les images. Fondateur de l'IUT de journalisme de Bordeaux, son père, Pierre Christin, est en effet un scénariste majeur de bande dessinée, collaborateur, entre autres, d'Enki Bilal *(Partie de chasse)* et de Jean-Claude Mézières (la série *Valérian et Laureline*).

MICHEL GLENN

À SUIVRE

CEDRE :

Créé par l'université de recherche Paris Sciences et Lettres, le Centre européen d'études républicaines (Cedre) mobilisera les spécialistes internationaux et les jeunes chercheurs venus de la philosophie, de l'histoire du droit, de la sociologie politique. Le colloque « Modernités républicaines » se déroulera du 24 au 26 novembre à l'ENS Ulm à Paris. Programme sur www.lhistoire.fr. Rens. : modernitesrepublicaines @gmail.com

S'il n'est pas lui-même lecteur de bande dessinée, Olivier Christin a néanmoins organisé à l'université de Neuchâtel des rencontres autour de l'image entre étudiants et dessinateurs chevronnés comme André Juillard (*Blake et Mortimer*), Philippe Delaby (*Murena*) ou Enrico Marini *(Les Aigles de Rome)*. *« Cela m'intéresse d'observer comment les dessinateurs travaillent et à partir de quelle documentation ils créent un univers. »*

Pour cela, Olivier Christin a été à bonne école. Au milieu des années 1960, âgé de 5 ans, il suit son père – enseignant à Salt Lake City pendant deux ans – dans un voyage aux États-Unis en compagnie des dessinateurs Jean Giraud et Jean-Claude Mézières. *« Je les regarde prendre des photographies et discuter. Je reviens avec quelques anecdotes amusantes. Eux, avec un album de bande dessinée ! »* Et un petit livre illustré de photographies et de dessins, que Dargaud ne distribuera jamais : *Olivier chez les cow-boys* !

Des chandeliers en dents de narval

Amateur de randonnée, de vélo et de cuisine, Olivier Christin trace son chemin au gré des rencontres. Il le confesse volontiers : écrire est une épreuve. *« Je rédige au stylo. Je rature. Et puis, je jette tout pour enfin taper à l'ordinateur. »* L'exercice semble être une souffrance. Puis dans un souffle, il lance : *« Par contre, j'adore écrire à plusieurs mains. Travailler avec Patrick Champagne ou François Boespflug fut un immense plaisir. »*

Des regrets ? Peu. Mais un brin de nostalgie lorsqu'il évoque la maison de Turquie dans laquelle, pendant trente-cinq ans, il a passé ses vacances en famille. *« Née à Istanbul, ma grand-mère maternelle est arrivée en France dans les années 1930. Elle a épousé en secondes noces un orfèvre danois, styliste chez Christofle, Christian Fjerdingstad. Dans leur maison de Taverny, il y avait une cave "mystérieuse" remplie de corail, d'ambre, de corne : une Wunderkammer ! Je conserve chez moi des chandeliers faits avec des dents de narval. A la fin des années 1960, elle a décidé de renouer avec ses racines. Elle a donc fait construire une maison sur la presqu'île de Karaburun entre Izmir et Cesme. »* Un paradis au bord de la mer Égée qu'il a vendu il y a une dizaine d'années à la chanteuse turque Sezen Aksu.

Mais déjà, il rebondit et évoque le troisième tome du *Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines* dans lequel sont comparées des notions dans différentes langues européennes. Évoque-t-on la même chose quand on parle de populisme en France, aux Pays-Bas ou en Hongrie ? *« A Mexico, j'ai dîné avec Nadine Béligand, spécialiste du Mexique colonial, et Guillermo Zermeno, qui adopte la même démarche dans un univers linguistique apparemment homogène. C'était fascinant. Je veux pouvoir m'en inspirer dans mon travail. Et pour cela, une seule solution : apprendre l'espagnol ! »* ■

Sondages à tout risque

Dès 1965, les enquêtes d'opinion sont au cœur de la campagne électorale. Mais elles ne sont pas une science exacte.

Par Michel Winock

L'AUTEUR
Conseiller de la direction de L'Histoire, *Michel Winock a récemment publié* François Mitterrand *(Gallimard, 2015) et, avec Claude Bartolone,* Refaire la démocratie. Dix-sept propositions *(éditions Thierry Marchaisse, 2016).*

Avant même que les candidats ne postulent à la présidentielle, les sondages, comme des stridulations de sauterelles, nous assourdissent. On s'étonne, on applaudit, on se désole, et l'on ne va pas cesser de suivre les variations des cotes jusqu'au bout. Dès 1965, à l'occasion de la première élection au suffrage universel du président, deux sondages ont ouvert la voie à la présence massive des enquêtes d'opinion dans la vie politique française.

En 1965, quand Roland Sadoun, directeur général de l'Ifop (Institut français d'opinion publique, créé en 1938 par Jean Stoetzel sur le modèle de l'institut américain Gallup), propose ses services à Alain Peyrefitte, alors ministre de l'Information, il s'entend répondre : *« Non, pas de sondages, ça coûte trop cher. »* Mais la presse était là pour en faire sa pâture. A la veille du premier tour, l'Ifop ose publier un sondage évaluant le résultat du général de Gaulle à 43 % des voix, tandis que la Sofres lui attribuait 49 % : c'était contredire la source officielle des études d'opinion, les sacro-saints Renseignements généraux, qui, eux, avaient prévu de Gaulle vainqueur dès le premier tour avec 52 %. La méthode des sondages cessait de se confondre avec l'horoscope de *Marie Claire*.



Ifop Roland Sadoun, le directeur de l'Institut français d'opinion publique, devant un panel de sondages présentant la position des différents candidats en 1965.

Plusieurs lois les ont réglementés : lois de 1977, de 2002, du 25 avril 2016, qui ont encadré leurs méthodes et leurs conditions de parution. C'est ainsi qu'en 1977 on interdit la publication des sondages pendant la semaine précédant le vote. Conscient qu'il s'agissait d'un leurre, puisque les sondages restaient de la partie par les médias étrangers, le législateur a limité l'interdiction à la veille du scrutin et au jour de celui-ci.

Un indicateur, objet de critiques

La fiabilité des sondages a cependant subi un coup d'arrêt en 1995 : pas un seul institut parmi les quatre ou cinq plus sérieux (Ifop, Sofres, Harris, Ipsos, CSA) n'a donné l'ordre d'arrivée des candidats au premier tour. En 2002, c'est pire : aucun institut n'a prévu la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour et l'élimination de Lionel Jospin. En 2007, l'ordre d'arrivée des quatre principaux candidats a été bien anticipé, mais nouvelle erreur d'estimation sur Jean-Marie Le Pen, à ceci près que, cette fois, les surestimations remplaçaient les sous-estimations.

Les sondages n'ont pas la faculté de décider de tout, mais ils incitent parfois à la candidature. Lorsque Michel Rocard, en octobre 1980, se déclare candidat, il brave alors les tendances du PS où il est minoritaire, car son image dans les sondages prévaut sur celle de Mitterrand (54 % d'opinions positives en août 1980 contre 37 % pour Mitterrand). Il s'incline néanmoins devant la décision du premier secrétaire. En 1994, Jacques Delors est poussé à la candidature par une vague de sondages flatteurs : pas de concurrence à gauche ! Mais, après avoir maintenu le suspense, il renonce. Pour la même élection de 1995, Édouard Balladur, Premier ministre en poste, encouragé par l'opinion, devient candidat contre Jacques Chirac, « l'ami de trente ans ». *« Pour l'opinion, l'élection présidentielle est déjà jouée »*, déclare le 12 janvier 1995 Jérôme Jaffré, patron

FRÉDÉRIC MYSS/OPALE/LEEMAGE - KEYSTONE/GAMMA-RAPHO - CAPA PICTURES POUR PUBLIC SÉNAT

de la Sofres. La suite démontrera qu'il s'était laissé prendre par une erreur, dénoncée pourtant par tous les sondeurs : confondre les sondages à un moment donné avec des prévisions.

Leur influence n'en reste pas moins souvent déterminante. Ainsi, en 1974, Jacques Chaban-Delmas, candidat indiqué de la majorité et qui obtient le plus grand nombre des intentions de vote de la part des électeurs de droite, est bientôt rattrapé par son concurrent, Valéry Giscard d'Estaing, ancien ministre de l'Économie, grâce à une bonne campagne et au soutien à peine déguisé d'une partie de l'UDR menée par Jacques Chirac. Le 18 avril, le retournement de tendance se produit : 28 % pour Giscard, 26 % pour Chaban. Chez les partisans de la majorité, 46 % contre 41, et Giscard recueille d'autre part 52 % des intentions de vote des centristes. Au final, au premier tour, le 5 mai 1974, Giscard arrive en deuxième position derrière Mitterrand avec plus de 32 % des suffrages, laissant Chaban nettement distancé à 15 %. Cette défaite du candidat gaulliste a plusieurs causes, mais, de l'avis des experts, nul doute que les sondages ont joué leur rôle.

Ce qui n'empêche pas les sondages de faire l'objet d'une critique continue : *« Les sondages sont la pollution de la démocratie »*, proclamait Maurice Druon. Accusés de réduire la campagne électorale à une course de petits chevaux, d'accorder

Ils font désormais partie des données actives de l'élection présidentielle ; ils sont devenus un acteur politique

la primauté aux stratégies de communication sur les enjeux et les programmes, de produire des effets sur le comportement des électeurs, de pratiquer sur les résultats des redressements abusifs, d'offrir aux hommes politiques une pseudo-légitimation, de laisser croire que les instituts de sondages observent l'opinion alors même qu'ils la construisent…

La critique peut être pertinente, mais les sondeurs n'en ont cure, et la presse les consomme goulûment. Les sondages agissent à la fois comme instrument de connaissance, mais aussi, indéniablement, comme force de motivation, quand bien même 3 à 5 % des sondés seulement en font l'aveu. L'électeur d'aujourd'hui, de moins en moins conditionné par une appartenance partisane, devenu de plus en plus « stratège », a tendance à déterminer son choix en fonction des rapports de force dont il est informé par les sondages. Ceux-ci font partie désormais des données actives de l'élection présidentielle ; ils sont devenus un acteur politique. ■

LE MOIS PROCHAIN
La malédiction des Premiers ministres



DOSSIER

Les Kurdes
Mille ans d'un peuple sans État

Il existe aujourd'hui, dans les faits, un État kurde, en Irak. Ses soldats, les peshmergas, sont devenus le fer de lance du combat contre Daech. Une belle revanche quand on sait que, depuis l'entre-deux-guerres, l'histoire de ce peuple se confond avec une succession de soulèvements brutalement réprimés. L'origine du Kurdistan plonge pourtant loin, au Moyen Age, lorsque des principautés kurdes s'imposent au cœur du Proche-Orient.

BRUNO BARBEY/MAGNUM

Confins Photographie de Bruno Barbey, en Irak, près du lac Dukan (1974). Dès le Xe-XIIIe siècle, les Kurdes sont décrits comme des guerriers peuplant les montagnes, entre plateau iranien, Mésopotamie et désert syro-arabe.



CYRILLE YOVITCHITCH

Moyen Age

Un peuple à la lisière des empires

C'est au XIe-XIIIe siècle que se dessine un espace kurde. Les Kurdes sont dès cette époque définis comme un peuple de guerriers, habitant les montagnes à la frontière des Empires byzantin, perse, musulman… Combattants, chefs de tribu ou confréries, ils se font une place sur la scène politique. Le plus éclatant exemple en reste Saladin.

Par Boris James





Guerriers
Ci-dessus : illustration d'un manuscrit du XIIe siècle trouvé en Égypte représentant une scène de bataille. Ci-contre : citadelle ottomane à Surucek, au Kurdistan irakien, datant du XVIIe-XVIIIe siècle.

Lorsque, le 16 novembre 2013, à Diyarbakir, Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre de la République de Turquie, parla à plusieurs reprises de « Kurdistan » au cours d'un meeting opportunément intitulé « célébrations de l'ouverture », nombre de commentateurs turcs crièrent au scandale, y percevant les prémices de la partition du pays. D'autres au contraire saluèrent un renversement radical de l'attitude de la Turquie vis-à-vis de sa minorité kurde.

En effet, même s'il s'agissait simplement pour Erdogan d'accueillir avec aménité Massoud Barzani, le président du Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, aucun autre président ou Premier ministre de Turquie depuis l'avènement de la république en 1923 n'avait avant lui osé utiliser ce terme. Pourtant, une connaissance de l'histoire de l'espace anatolien et mésopotamien sur la longue durée rend toute sa banalité au mot. La reconnaissance par Erdogan du rôle des Kurdes était une manière de renouer avec la tradition de l'empire.

Déjà, les paroles du souverain ottoman Soliman le Magnifique reproduites dans le *Kanunname* – ensemble de textes de lois datant du milieu du XVIe siècle – annonçaient la volonté de faire des Kurdes le fer de lance de l'empire dans ses confins orientaux contre l'Empire perse : *« Juste comme Dieu, soit-il loué et exalté, accorda à Alexandre le Biscornu* [Alexandre le Grand] *de construire le mur de Gog, Dieu fit en sorte que le Kurdistan agisse en protection de mon empire comme une barrière solide, comme une forteresse d'airain contre la sédition du démon Gog de Perse. »*

Longtemps perçue comme la préhistoire de la question kurde contemporaine, l'institution du Kurdistan ottoman est en réalité l'aboutissement d'un processus qui remonte encore plus loin et se cristallise au XIIIe siècle sous les Mamelouks d'Égypte et les Ilkhanides d'Iran (1250-1335). Un territoire kurde se constitue à l'interstice de deux empires rivaux.



L'AUTEUR
Chercheur et responsable de l'antenne de l'Institut français du Proche-Orient à Erbil (Irak), Boris James est l'auteur d'une thèse encore inédite sur « Les Kurdes dans l'Orient mamelouk et mongol de 1250 à 1340 : entre marginalisation et autonomie ».

Irréductibles Kurdes

Décrits entre le Xe et le XIIIe siècle par les premiers historiens arabes comme un ensemble de tribus disparates, les Kurdes du Moyen Age sont connus pour un certain nombre de traits distinctifs : l'appartenance majoritaire à la mouvance musulmane sunnite chafiite (l'une des quatre écoles juridiques de l'islam sunnite), leur ▸▸▸

▶▶▶ langue (non arabe, proche des langues iraniennes), leurs qualités guerrières et leur irrépressible tendance à la sédition dans un espace situé entre plateau iranien, Mésopotamie et désert syro-arabe.

Le cœur du « Pays kurde » est une bande montagneuse qui s'étend à partir du bord occidental de la chaîne du Zagros, jusque dans le Taurus, incluant le mont Ararat, Kandil et d'autres chaînes comme les monts Cakmak. A la marge de cette épine dorsale montagneuse, l'espace kurde se prolonge vers l'ouest et au sud par des déserts et des steppes, telle la steppe djéziréenne plutôt plate mais qui offre des lieux d'ancrage sur des tells ou de petites montagnes. C'est dans ce paysage montagneux qu'entre le VIIe siècle et le XIIIe siècle sont installées les populations kurdes, contrairement aux Bédouins arabes et aux populations chrétiennes, agriculteurs généralement cantonnés dans les villages de plaine. Les sources arabes médiévales, cependant, signalent également l'implantation de population kurde en basse altitude, et même en ville. Parmi les premiers historiens, Ibn Hawqal (début Xe siècle) et Al-Masudi (Xe siècle) évoquent la présence kurde dans la Djézireh, à Nusaybin par exemple. Présentés tout d'abord comme pasteurs et guerriers, les Kurdes sont décrits comme agriculteurs à partir du XIIe-XIIIe siècle. Trois pouvoirs se partageaient leur territoire avant la conquête arabe : l'Empire byzantin, les principautés arméniennes ou le royaume d'Arménie et l'Iran sassanide.

Le cœur du « Pays kurde » est une bande montagneuse qui s'étend de la chaîne du Zagros (Iran) jusque dans le Taurus (Turquie)

La conquête musulmane fut marquée au VIIe siècle par la prise des citadelles kurdes de l'arrière-pays de Mossoul. Jusqu'à la période mamelouke (1250-1516), les populations kurdes majoritairement converties à l'islam furent soumises et s'engagèrent auprès des califats* et des sultanats* qui dominèrent successivement la région : Omeyyades, Abbassides, Bouyides, Seldjoukides, Zankides et Ayyoubides. Au tournant du XIe siècle, une série de principautés kurdes, vassales de ces grands pouvoirs et occupées principalement à la guerre, y prospérèrent de manière éparse sans qu'aucune ne parvînt pour autant à unifier l'ensemble du « Pays kurde ».

Comment et pourquoi cet espace disparate et hétérogène à tous points de vue a-t-il pu acquérir au fil du temps sa propre cohérence pour devenir le « Kurdistan » ? Une première piste, essentielle pour comprendre l'inscription originale

Note
* Cf. lexique, p. 37.

Des langues et une littérature

Les textes historiographiques médiévaux arabes attestent de la différence linguistique kurde. L'auteur du Xe siècle Al-Masudi indique notamment que les Kurdes sont des Arabes qui ont oublié leur langue d'origine et parlent divers dialectes iraniens *(ajamiyya)*. Nombre de notables kurdes de la période médiévale sont décrits comme maîtrisant mal l'arabe ou le parlant avec un fort accent. Certains furent néanmoins de talentueux poètes de langue classique. La langue kurde ne transparaît alors que dans les noms de personnalités (Khusru, Khushtarin, Millu, Shirkuh, Mankalan, etc.) ou dans quelques poèmes moquant cette manière singulière de parler des gens du nord de l'Irak. Si la langue existe déjà, elle ne connaît encore ni codification ni expression écrite.

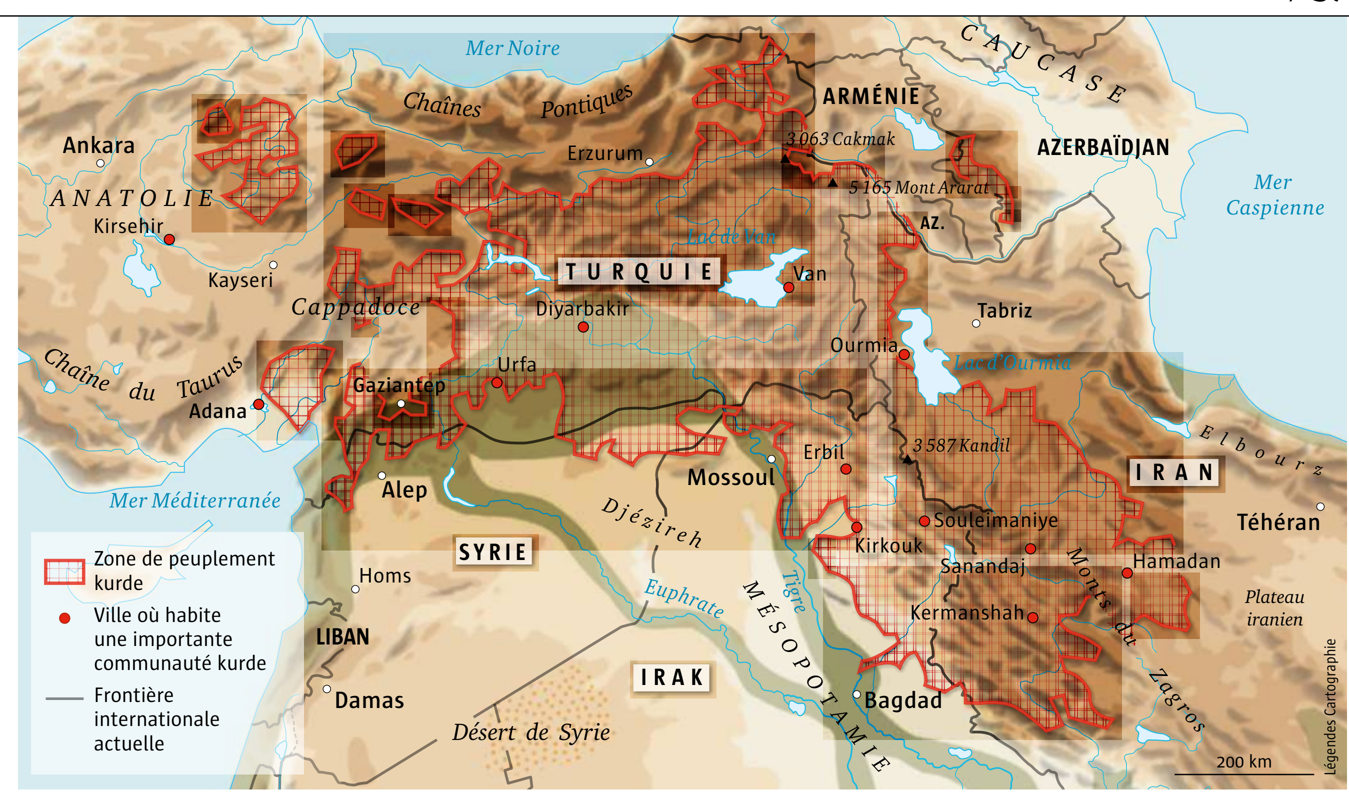
La première attestation concrète de la langue kurde septentrionale (kurmandji) apparaît dans un texte liturgique monophysite du XVe siècle rédigé en alphabet arménien. A partir du XVIIe siècle, l'enseignement religieux se fait en langue vernaculaire au sein du Kurdistan ottoman. A la fin du XIXe siècle, une presse et une littérature kurdes séculières naissent à Istanbul, Diyarbakir, Mossoul et Souleimaniye.

Aujourd'hui les Kurdes parlent et écrivent dans deux langues principales, le kurmandji à l'ouest et au nord du « Pays kurde » (Turquie, Syrie, Irak, Iran), et le sorani à l'est et au sud (Irak, Iran). Les locuteurs de l'un ne comprennent pas forcément ceux de l'autre. Les langues kurdes appartiennent aux langues iraniennes, indo-européennes. Elles sont écrites dans les alphabets arabo-persan (modifié pour noter les voyelles du sorani) et latin. Le kurde a également été transcrit en cyrillique pour les Kurdes d'URSS dans les années 1930.

B. J.



Histoire Première page de la chronique arabe d'Al-Khazraji (XIIIe siècle). Elle fait le récit de la dynastie ayyoubide sous le titre *Histoire de la dynastie des Kurdes*.



Un peuple, quatre pays

Le territoire des Kurdes s'étend sur quatre pays, la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, dans une zone montagneuse de part et d'autre des monts Taurus et Zagros. On estime la population actuelle dans la région à environ 35 millions, dont la moitié en Turquie.

des populations kurdes au Moyen-Orient, réside dans leur rôle politique et militaire à la période mamelouke qui a permis la pérénnisation de leur territoire.

Au pouvoir en Égypte-Syrie

On l'a dit, la présence kurde en dehors du territoire circonscrit de la haute Mésopotamie et des contreforts du Zagros est avérée depuis le xe siècle. Les relations entre Kurdes et califats, abbasside (à Bagdad) et fatimide (dynastie chiite établie au Caire), ainsi que sultanats, seldjoukide (xie siècle) et zankide (xiie siècle), étaient régulières. Mais c'est surtout le sultanat ayyoubide établi sur l'Égypte et la Syrie au début du xiiie siècle qui a renforcé leur présence.

Les Zankides, une dynastie turque régnant sur Mossoul dans la première moitié du xiie siècle, avaient pris l'habitude de recruter des Kurdes en masse après avoir conquis l'arrière-pays de Mossoul. Accaparant peu à peu de hautes fonctions dans l'élite politique et militaire zankide en Syrie-Palestine et en Égypte, les Kurdes furent d'importants acteurs de la contre-croisade menée contre les Francs installés en Syrie. Il n'est donc pas étonnant de trouver Shirkuh, le plus puissant officier kurde, à la tête du contingent zankide lors de la conquête de l'Égypte sur les Fatimides en 1169. Son neveu Yussuf lui succéda et devint en 1171 le grand Saladin, à l'origine de la dynastie ayyoubide *(cf. Anne-Marie Eddé, p. 40)*. ▶▶▶

LEXIQUE

Cadi
Chargé de rendre la justice dans une multitude de domaines (droit de la famille, fiscalité, sanctions pénales), le cadi (juge) est un personnage au statut éminemment politique. Le grand cadi (*qadi al-qudat*) est nommé par le sultan selon sa fidélité au souverain et sa légitimité auprès des autres juristes et de la population.

Califat
De l'arabe « successeur », le successeur du Prophète à la tête des croyants. Titre universel, il est cependant parfois porté par plusieurs souverains à la fois. Le calife détient à l'origine les pouvoirs religieux, politique et militaire. Mais son rôle devient surtout religieux à partir du xe siècle lorsque, à Bagdad, il doit cohabiter avec un sultan qui prend le commandement politique et militaire. Le califat est aboli par Mustafa Kemal en 1924.

Diwan al-insha
Administration de la chancellerie chargée de la rédaction des actes officiels produits par le sultanat.

Émir
Titre militaire instituant l'autorité d'un soldat sur d'autres combattants ou sur un territoire.

Ouléma
(du singulier arabe *alim* : savant). La classe des lettrés musulmans enseignant le Coran, les hadiths (récits et faits du Prophète), le droit *(fiqh)*.

Soufisme
Mysticisme musulman qui peut prendre la forme de l'ascèse ou de la transe, dans le but de se rapprocher de Dieu. Ses adeptes se regroupent en confréries dont, certaines puissantes, connaissent un essor important au xiie siècle. Le soufisme a été parfois réprouvé pour son éloignement des pratiques musulmanes canoniques.

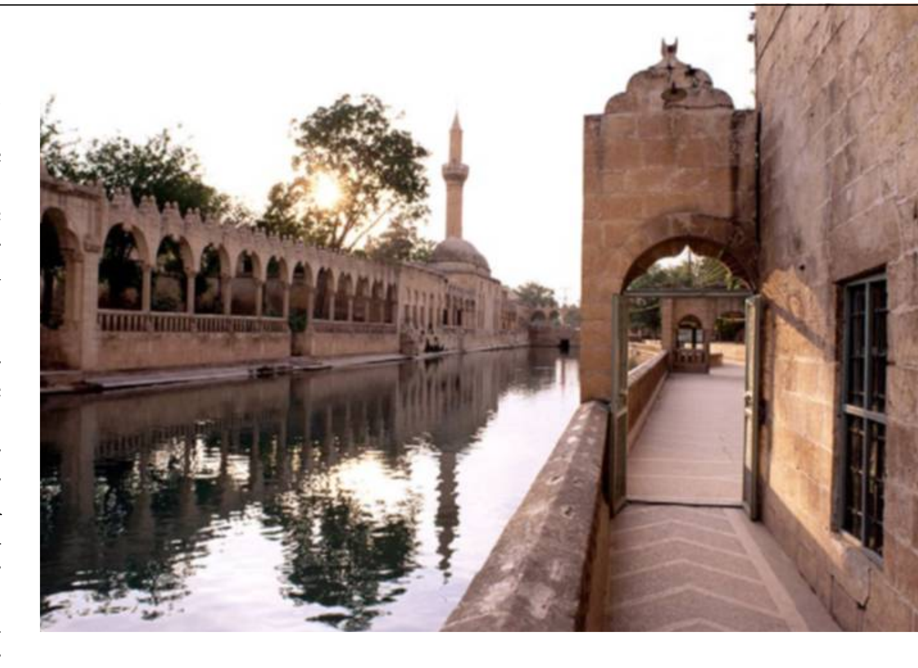
Sultan
Le titre de sultan fut créé sous le règne des Seldjoukides pour justifier la domination de cette dynastie turque sur le califat arabe dans le Bagdad du xie siècle. Le calife garde toute sa légitimité religieuse alors que le sultan seldjoukide, en tant que protecteur du calife, s'investit du pouvoir temporel, et donc réel.

▸▸▸ Vers 1189, à l'apogée de son règne, Saladin assurait sa domination sur l'Égypte, le Yémen, la Syrie-Palestine et la haute Mésopotamie. Le rôle militaire des tribus kurdes, bien que non exclusif, fut crucial pour l'assise de son pouvoir. Saladin et ses successeurs contribuèrent à leur intégration et à leur ascension au sein des villes de Syrie, de Palestine et d'Égypte, à tel point que les autorités les plus éminentes, religieuses, politiques, administratives et judiciaires, ont pu être kurdes même à la période mamelouke qui suivit.

Pour faire face à diverses menaces, un des successeurs de Saladin, son petit-neveu Al-Salih, recruta en nombre des esclaves militaires turcs. A partir des années 1230, ces esclaves (*mamluk* en arabe) ouvrirent une nouvelle phase dans l'histoire de la dynastie et du Moyen-Orient. En effet, à la mort d'Al-Malik, en 1249, les mamelouks du sultan défunt l'emportèrent sur les Francs à Al-Mansoura et massacrèrent le dernier fils du souverain : les esclaves militaires turcs prirent alors le pouvoir et ce fut la fin des Ayyoubides d'Égypte.

Le nouveau système politique, dominé par les Mamelouks, est évoqué dans les sources comme une *« dynastie turque »* ou comme la *« dynastie des Turcs »,* alors que les Ayyoubides apparaissent rétrospectivement comme la *« dynastie des Kurdes »*.

Progressivement marginalisés en Égypte et en Syrie, les Kurdes retrouvèrent cependant, à partir de la fin du XIIIe siècle, un rôle politique et militaire dans les zones de peuplement kurde passées sous domination mongole après les conquêtes de Hülegü (mort en 1265), le petit-fils de Gengis Khan. Dans une zone centrée sur l'Azerbaïdjan, s'étendant de l'Iran oriental à l'Anatolie, s'établit alors une entité un temps rattachée à l'Empire mongol, mais qui prit son indépendance dans les années 1260 environ, sous le nom d'Ilkhanat.



Piscine sacrée
L'ensemble de mosquées et madrasas à Urfa, dans le Kurdistan turc.

Cet enchaînement de faits historiques, dessinant un véritable cycle kurde, peut être interprété selon la théorie politique d'Ibn Khaldun, l'historien musulman andalou du XIVe siècle. Elle postule que des dynasties issues du monde bédouin (des confins) et soutenues par une *asabiyya* (esprit de corps ou ferme solidarité) bédouine, qu'elle soit arabe, turque, kurde ou encore berbère, arrivent violemment dans le monde sédentaire, vivent, s'affaiblissent et sont remplacées par d'autres, après épuisement de leur *asabiyya*.

Ainsi, l'évidente humiliation politique que constitue la prise militaire des principautés kurdes par la dynastie turque des Zankides aboutit paradoxalement à une émergence des Kurdes dans le monde de la sédentarité. Les Ayyoubides présentent eux aussi tous les signes d'une dynastie soutenue par une *asabiyya* kurde. Jusqu'à ce que l'arrivée au pouvoir des Mamelouks, le déclin de l'*asabiyya* kurde et le retour des Kurdes aux confins du monde civilisé closent le cycle.

Marginalisés sous les Mamelouks

L'avènement du pouvoir mamelouk en Égypte en 1250 initia, en effet, un processus de relégation des émirs* et des grands personnages kurdes de l'État à l'extérieur des centres de décision. Le favoritisme envers le personnel militaire d'origine turque mamelouke modifia durablement la place assignée aux Kurdes au sein de l'appareil d'État. Ces derniers souffraient par ailleurs d'une image militaire dégradée.

Cependant, la présence kurde se maintint dans les sphères civiles de l'État, notamment dans la magistrature et les milieux de l'enseignement juridique. Les structures de gouvernement et les stratégies de légitimation du nouveau pouvoir, qui ne se fixèrent qu'au milieu du règne du

Islam et hétérodoxie

Les Kurdes, à l'origine probablement de confession zoroastrienne (religion monothéiste d'Iran reposant sur un dualisme opposant le bien au mal), se convertissent massivement à l'islam après la conquête musulmane entre le VIIIe et le Xe siècle. La plupart adoptent l'islam chafiite comme école juridique (une des quatre écoles juridiques de l'islam sunnite). Dès le Moyen Age, des formes musulmanes hétérodoxes apparaissent dans les milieux kurdes en raison de l'attrait suscité par les rites mystiques confrériques et le chiisme extrémiste. La recrudescence des pratiques soufies est attestée à la période mamelouke. Séances de *dhikr* (rappel du nom de Dieu) et visites aux *shuyukh* (pluriel de *shaykh* – cheikh –, les maîtres mystiques) faisaient partie intégrante de la vie religieuse kurde des grandes cités et des campagnes de l'Empire musulman. Par ailleurs, la présence des christianismes arménien et assyro-chaldéen fut jusqu'à peu importante au Kurdistan, le judaïsme y tenant une place plus marginale. De nos jours, plusieurs millions de Kurdes adhèrent à des confessions plus ou moins distinctes de l'islam telles que l'alévisme, le yézidisme et le yarsanisme, bien qu'une majorité d'entre eux restent musulmans sunnites chafiites. ***B. J.***

ADAM WOOLFITT/ROBERT HARDING/ANDIA

célèbre sultan Baybars (1260-1277), de manière fortuite et peu organisée, laissèrent aux Kurdes une certaine marge de manœuvre.

Par ailleurs, la volonté de Baybars de s'allier avec les familles de militaires kurdes connues sous les Ayyoubides, avec les Shahrazuriyya, un groupe de plusieurs milliers de guerriers kurdes tribaux poussé vers l'ouest par les invasions mongoles, ou avec les émirs kurdes du territoire ilkhanide, ralentit le processus de marginalisation de l'ensemble kurde au sein du sultanat. Adoptée par les successeurs du sultan, cette politique visait à élargir sa base politique au sein de l'État, mais aussi à lutter efficacement contre les menaces franques sur le littoral, et contre celles des Ilkhanides en Syrie et en haute Mésopotamie.

Le temps des lettrés

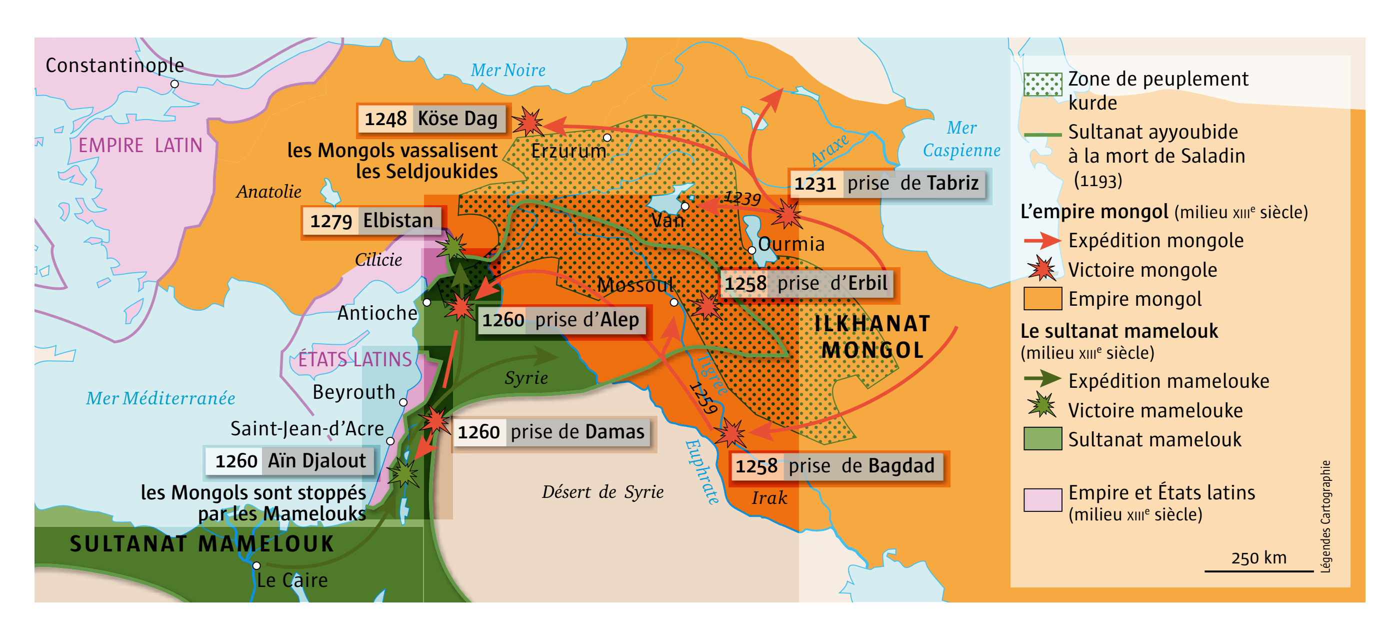
Sous les Ayyoubides, les Kurdes avaient en outre joué un rôle d'intermédiaires entre société civile et société militaire. Ce rôle se perpétua dans les débuts de la période mamelouke. La présence kurde dans les villes de Syrie et d'Égypte est ainsi largement attestée au XIIIe siècle : mosquées portant le nom d'émirs et de chefs de tribu kurdes, cimetières et quartiers kurdes marquaient le territoire de l'empreinte de cette population. Les Kurdes étaient nombreux dans les milieux lettrés, notamment parmi les cadis*.

Néanmoins, la position des oulémas* kurdes se dégrada à partir de la fin du XIIIe siècle. Au début du XIVe, on ne connaît plus de cadi important et encore moins de grand cadi kurde, ni en Syrie, ni

Dans les grandes villes du Moyen-Orient médiéval se manifeste un fort attrait pour les pratiques religieuses ésotériques et mystiques, notamment le soufisme

en Égypte. A Damas et au Caire, les grandes familles kurdes disparurent du devant de la scène. On ne doit pas nécessairement voir dans ce phénomène une discrimination contre les oulémas kurdes, mais le résultat de la réforme de la judicature mise en place par Baybars en 1265 pour donner une place équivalente à chacune des quatre écoles juridiques sunnites. Réforme qui tendait cependant aussi à renforcer en sous-main l'école hanafite que privilégient les Mamelouks et plus généralement les Turcs (les Kurdes restant massivement liés au chafiisme).

Ce qui caractérise la culture des Kurdes vivant dans les grandes villes du Moyen-Orient médiéval est un fort attrait pour les pratiques religieuses ésotériques et mystiques, notamment le soufisme*. Ces pratiques soufies impliquaient aussi bien le petit peuple citadin que les élites lettrées et militaires, dont les émirs mamelouks. Beaucoup de *tariqa*, ces confréries soufies ou « voies mystiques », sont nées assez loin de l'Égypte et de la Syrie, en Orient : d'ailleurs, leurs représentants dans l'espace mamelouk étaient souvent eux aussi originaires d'Orient, ▸▸▸



Mamelouks contre Mongols

La dynastie ayyoubide, fondée par Saladin au XIIe siècle, voit les Kurdes accéder au pouvoir. Ils en sont chassés par les Mamelouks. Au XIIIe-XIVe siècle, le Kurdistan se trouve à cheval sur deux grands empires, celui des Mamelouks et celui des Mongols (Ilkhanides). En perte d'influence auprès des premiers, les Kurdes préservent leur autonomie au sein de l'Ilkhanat ; ils savent user de leur position au carrefour des empires pour s'allier à l'un contre l'autre.

Saladin le Magnifique

Il est resté célèbre et populaire tant dans le monde arabe qu'en Occident.

Entre le Xe et le XIIe siècle, on assiste à une montée en puissance des Kurdes en dehors de leur territoire d'origine : des dynasties se mettent en place en haute Mésopotamie, en Azerbaïdjan, dans le Djibal (Iran central). L'ascension de Saladin, fondateur de la dynastie des Ayyoubides, s'inscrit dans cette dynamique.

Né vers 1137 à Tikrit (actuel Irak), Saladin (Salah al-Din en arabe, c'est-à-dire « rectitude de la foi ») est en effet d'origine kurde. Son père Ayyoub et son oncle Shirkuh, des notables, servent d'abord les Shaddadides, une petite dynastie kurde qui contrôlait une partie de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie actuels. Ils passent ensuite en Irak au service des sultans turcs de la dynastie seldjoukide, puis en Syrie au service du Zankide Nur al-Din. Saladin, même s'il parle certainement kurde en famille comme plus tard avec ses officiers, grandit donc dans un milieu profondément arabisé, par la langue et par la culture. Toute sa vie porte la double marque kurde et arabe.

Il entame sa carrière militaire, au côté de son oncle, dans l'armée du sultan Nur al-Din contre les Fatimides d'Égypte, des chiites rivaux des califes sunnites abbassides de Bagdad. Victorieux en 1169, son oncle devient vizir du calife égyptien et, à sa mort, quelques semaines plus tard, Saladin lui succède grâce à l'appui d'un juriste et émir kurde, Diya al-Din al-Hakkari.

Victoire à Jérusalem

En 1171, Saladin met fin au califat fatimide, s'assurant la reconnaissance du calife abbasside. Une de ses premières mesures consiste à remplacer au Caire le grand cadi chiite, juge chargé de faire appliquer la loi religieuse, par un chafiite kurde. A la mort de Nur al-Din, en mai 1174, il prend le pouvoir en Égypte au détriment du fils de ce dernier : le voilà sultan de fait. L'année d'après, il reçoit l'investiture du calife et entreprend alors d'unifier sous sa domination les territoires musulmans de haute Mésopotamie, de Syrie, du Yémen et d'Égypte, processus achevé en 1186.

Mais c'est surtout par ses victoires contre les croisés que Saladin entre à la fois dans l'histoire et dans la légende. A la bataille de Hattin (4 juillet 1187), il fait prisonnier le roi de Jérusalem Guy de Lusignan. Le 2 octobre suivant, il délivre Jérusalem et cette éclatante victoire renforce sa légitimité : son entourage le présente en pieux musulman, bon connaisseur des textes sacrés, et le pose désormais en défenseur de l'orthodoxie sunnite et en unificateur des croyants, inspiré par un modèle de souveraineté idéale – ses biographes l'ont souvent comparé à Joseph ou à Salomon, figures bibliques très populaires dans le monde islamique. Dès le XIIIe siècle, en effet, Saladin entre dans la légende : la littérature courtoise européenne voit en lui la figure parfaite du chevalier preux, généreux, magnanime ; de fait, c'est un excellent cavalier, grand amateur de polo. Dante le place dans les limbes avec Avicenne et Averroès, mais aussi Socrate, Platon et Aristote. Au siècle des Lumières encore, Voltaire admire sa tolérance, supérieure, écrit-il dans son *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, à celle des princes chrétiens. Et il reste l'une des rares personnalités de l'histoire arabo-musulmane connues en Occident.

Souverain Représentation de Saladin assis, dirham de cuivre datant de 1190 trouvé à Silvan (Kurdistan turc).

Les historiens européens de la fin du XIXe siècle et du début du XXe soulignent souvent la « kurdicité » de Saladin, mais c'est pour l'opposer, comme René Grousset, à la « décadence » des Arabes et à la « sauvagerie » des Turcs.

Au XXe siècle encore, Saladin demeure populaire au Proche-Orient. Le monde arabe doit faire face à de nombreux défis : la présence européenne, l'impossible union, la création de l'État d'Israël, la perte de Jérusalem. Chaque fois, Saladin revient comme un modèle – ouvertement revendiqué par l'Égyptien Nasser, l'Irakien Saddam Hussein (né lui aussi à Tikrit et dont les biographes officiels allèrent jusqu'à modifier sa date de naissance, de 1939 à 1937, sans doute pour qu'elle coïncide avec le 800e anniversaire de la naissance de Saladin) ou le Syrien Hafez el-Assad, qui gardait dans son bureau une peinture de la bataille de Hattin. C'est d'ailleurs en Syrie, à Damas, que se trouve le mausolée abritant son cénotaphe, près de la mosquée des Omeyyades.

Saladin, figure du libérateur et du bon souverain, s'impose aussi en symbole du courage et de la résistance : la voie qui traverse la bande de Gaza du nord au sud est appelée « la route de Saladin ». Il n'est pas seulement populaire chez les Kurdes. Il l'est aussi chez les Arabes, non seulement parce qu'il était de langue et de culture arabes, mais parce que son combat visant à unifier le Proche-Orient, à reprendre Jérusalem et à s'opposer aux visées occidentales, a trouvé, depuis le début du XXe siècle, un écho favorable auprès de populations trop longtemps opprimées ou humiliées. Saladin le Kurde est ainsi devenu un héros arabe.

Anne-Marie Eddé
Professeur à l'université Paris-I
(Propos recueillis par Huguette Meunier.)

Le cataclysme mongol passé, les tribus kurdes, tout à la fois insaisissables et ancrées dans leur territoire montagneux, deviennent des protagonistes politiques de premier plan

▶▶▶ c'est-à-dire de haute Mésopotamie et d'Iran. L'historien Louis Pouzet, qui a étudié les sphères lettrées de Damas au XIIIe siècle, note ainsi au sujet des milieux mystiques de Damas *« l'influence de l'Est »* et, surtout, pour ce qui nous concerne, le *« relais kurde »* important sur le chemin de cette émigration.

La seconde moitié du XIIIe siècle vit le renforcement, parmi les autorités mystiques kurdes, dans l'espace syro-égyptien aussi bien qu'en haute Mésopotamie, de la *tariqa* Adawiyya. Cette association mi-confrérie-mi-société secrète rassemblait de nombreux Kurdes versés dans les pratiques mystiques et s'adonnant au culte des maîtres soufis adawis. Elle s'imposa au sein des réseaux de l'élite lettrée et militaire tout en participant activement à la stratégie de l'État mamelouk dans sa confrontation aux Francs et aux Mongols ilkhanides. Pour toutes ces raisons, et du fait de son activisme, l'Adawiyya fut intrinsèquement liée aux Kurdes et agit comme une sorte de catalyseur de leur identité.

Les atouts militaires, sociaux et politiques dont bénéficiaient les Kurdes en Égypte-Syrie (territoire sous domination mamelouke) ne leur ont pourtant pas permis, sous le régime mamelouk, de continuer à jouer le rôle qu'ils exerçaient naguère. Privées de la protection que constituait la dynastie ayyoubide, les forces kurdes apparaissent de plus en plus comme un groupe en déshérence.

A trois reprises au moins, cependant, les conditions furent réunies pour que les Kurdes se soulèvent. La première tentative de coup d'État se déroula en 1262, quelque temps après la prise de pouvoir de Baybars, lorsqu'un cadi kurde de Maks, quartier de l'ouest du Caire, tenta de fonder une dynastie kurde en s'alliant à des notables civils kurdes, de vieilles familles de l'aristocratie ayyoubide et aux Kurdes Shahrazuriyya. La deuxième eut lieu à l'apogée du règne du sultan*, en 1271. Au faîte de leur puissance, les Kurdes Shahrazuriyya tentèrent d'introniser Al-Malik al-Aziz, un des derniers Ayyoubides de Syrie. La troisième constitua un défi lancé par la confrérie kurde Adawiyya au pouvoir du jeune souverain mamelouk Al-Malik al-Nasir Muhammad, dont la légitimité était loin d'être assurée face à ses pairs, au moment de son premier règne. Ces conjurations furent des échecs cuisants.

Amoindrie mais bien réelle, l'influence des Kurdes au cœur de l'État mamelouk se transformait, au fur et à mesure qu'elle s'amenuisait, en une simple capacité de nuisance. Les Kurdes, alors que s'éloignait pour eux la perspective de jouer un rôle clé au sein de l'État mamelouk, n'envisageaient plus leur intervention que sous la forme d'un renversement du régime. C'est finalement en territoire mongol que les militaires kurdes retrouvèrent une certaine « dignité » politique, tout en servant de manière indirecte les desseins du sultanat mamelouk.

Un nouveau rôle chez les Mongols

Dans la zone ilkhanide, la situation n'en était pas moins inconfortable. L'impérialisme mongol réduisait quasiment à néant les possibilités d'une influence politique des Kurdes. De fait, au centre de l'État ilkhanide, à l'Ordo, la cour itinérante des souverains mongols d'Iran, leur impact fut nul.

Il ne faudrait pas pour autant négliger les ressources dont les tribus et les pouvoirs kurdes disposaient en « Pays kurde », aux marges de l'Ilkhanat. Subissant de front l'avancée mongole, les acteurs kurdes locaux firent du fâcheux inconvénient de leur faiblesse militaire face à l'expansionnisme mongol un atout pour leur autonomisation. Le cataclysme mongol passé, les tribus kurdes, tout à la fois insaisissables et ancrées dans leur territoire montagneux, protagonistes politiques principaux de la région, firent valoir leur « droit » à exercer violence et souveraineté sur leurs terres. Jouant de la nécessité, pour les Ilkhanides, de rationaliser la gestion étatique du territoire et de la volonté, de la part des Mamelouks, d'affaiblir l'emprise mongole, les Kurdes tirèrent leur épingle du jeu.

Les sources font le récit d'un lent et incomplet processus d'intégration de ces forces politiques kurdes au sein de l'Ilkhanat. Dans un premier temps, elles furent en butte aux autorités mongoles, qui avaient pour objectif de les soumettre ou de les anéantir. Mais, par la suite, certains ▶▶▶

MOT CLÉ

Kurdistan

Ce terme apparaît de manière tardive dans des sources persanes ilkhanides au XIVe siècle, mais l'emploi du mot « Kurdistan » était certainement en vigueur en Iran, et donc dans l'espace kurde, un ou deux siècles avant. Par ailleurs, les expressions arabes Ard al-Akrad (terre des Kurdes) et Bilad al-Akrad (pays des Kurdes) étaient présentes dans la géographie et la littérature arabes dès le XIe-XIIe siècle.

À SAVOIR

Puissances du XIIIe siècle

Mamelouks

Les mamelouks sont des esclaves militaires originaires d'Anatolie, du Caucase et des steppes russes ou d'Asie centrale. Capturés dans leur enfance, ils sont formés au métier des armes et dans la culture arabo-islamique avant d'intégrer les armées du monde musulman. Achetés et recrutés en masse par les derniers souverains ayyoubides, les Mamelouks s'emparent du pouvoir dans la seconde moitié du XIIIe siècle en Égypte et en Syrie. Le régime qu'ils établissent prend leur nom : le sultanat mamelouk.

Ilkhanides

A la fin du XIIIe siècle, les successeurs de Hülegü, le petit-fils du souverain mongol Gengis Khan, stabilisent leur pouvoir dans une zone centrée sur l'Azerbaïdjan, s'étendant de l'Iran oriental à l'Anatolie et incluant les zones de peuplement kurde. Un temps rattachée à l'Empire mongol dont la capitale se trouve à Karakorum en Asie centrale, cette entité prend son indépendance et le nom d'Ilkhanat. Les descendants de Hülegü y régnent de manière autonome jusqu'en 1335.

CHRONOLOGIE

Guerres et révoltes

641
Conquête par les armées musulmanes des citadelles kurdes au nord de Mossoul.

1171
Après l'ascension de militaires kurdes dans le califat fatimide du Caire, Saladin prend le pouvoir et fonde la dynastie ayyoubide.

1230
Les Ayyoubides recrutent en masse des esclaves militaires (mamelouks). Ces derniers les renversent en 1250.

1258
Prise de Bagdad par le souverain mongol Hülegü. Prise d'Erbil.

1515
Ralliement des principautés kurdes d'Anatolie de l'Est et de haute Mésopotamie au sultan ottoman Selim Ier et établissement du Kurdistan ottoman contre les Safavides d'Iran.

1840
Début d'un mouvement de centralisation au sein de l'Empire ottoman réduisant les principautés kurdes.

1898
Constitution du premier cercle kurdiste autour du journal *Kurdistan*.

1915
Génocide arménien auquel participent les Kurdes.

1920
Le traité de Sèvres signé par l'Empire ottoman et les Alliés prévoit la création de deux États, kurde et arménien. En 1923, le traité de Lausanne met fin au projet. Les Kurdes se retrouvent divisés entre la Syrie (sous mandat français), la Turquie, l'Irak (sous mandat britannique) et l'Iran.

1946
En Iran, éphémère République soviétique kurde.

1961-1975
En Irak, guérilla menée par Mustafa Barzani.

1978
Fondation du PKK en Turquie.

1988
Massacre à l'arme chimique à Halabja, en Irak.

1991
A l'issue de la guerre du Golfe, création d'une « zone de protection kurde ». En 2005, la Constitution irakienne reconnaît l'autonomie du Kurdistan irakien.

2014
Massacre de Yézidis par les djihadistes de Daech. Bataille de Kobané : les Kurdes syriens l'emportent sur Daech en juin 2015.

2015
La Turquie met fin au processus de paix avec le PKK lancé en 2013.

▶▶▶ Kurdes devinrent des affidés de l'État ilkhanide. D'autres s'alliaient alternativement avec le camp mamelouk et le camp ilkhanide. D'autres encore ne rendaient de comptes à personne.

L'incorporation du territoire kurde dans l'Ilkhanat se déroula en plusieurs phases. Tout d'abord, il s'agit pour les Mongols d'assurer la circulation des troupes entre la haute Mésopotamie, l'Anatolie et l'ensemble de l'Ilkhanat. Pour répondre à cette exigence, les Mongols créèrent le corps des *qaragul* : ces troupes, souvent recrutées parmi les Kurdes, étaient chargées de contrôler les routes de la province. La délégation de pouvoir aux acteurs locaux en territoire kurde était le signe de l'établissement de canaux de communication entre un centre politique mongol et une périphérie kurde. Dernier élément de l'intégration, la captation des ressources ne s'opérait plus au moyen de l'exercice ponctuel de la violence, mais par le biais d'une fiscalité rationnelle, continue, solidement établie.

Paradoxalement, et malgré la contrainte exercée par les Mongols, le territoire iranien et la haute Mésopotamie furent le lieu d'épanouissement des leaders politiques et militaires kurdes. Le nombre important des émirs en activité dans ces régions suffit à en donner la preuve : sur 272 émirs kurdes connus entre 1250 et 1340, 147 exerçaient leur pouvoir en territoire ilkhanide, c'est-à-dire au cœur du « Pays kurde ».

De génération en génération, l'attitude des pouvoirs tribaux kurdes et celle des États qui leur faisaient face ont fixé pour des siècles ce territoire de l'entre-deux

Pendant ce temps, les sultans mamelouks, eux, continuaient de considérer que la vocation des Kurdes était de faire le djihad contre les Mongols. Peu importe si la plupart d'entre eux avaient prêté allégeance à l'Ilkhanat, ils restaient les alliés naturels des Mamelouks. On connaît environ une cinquantaine d'émirs kurdes enregistrés dans le *diwan al-insha** (bureau de la chancellerie) mamelouk et avec lesquels celui-ci entretenait une correspondance régulière. Il s'agissait d'envoi de *manshura* (décrets) établissant officiellement un émir dans une principauté de la région ou renouvelant le droit de ses descendants à y exercer une autorité. Cet exercice n'avait que de très superficielles conséquences, puisque les Mamelouks ne disposaient d'aucun pouvoir direct sur la haute Mésopotamie. On trouvait cependant dans ce territoire kurde sous influence mongole de réels alliés des Mamelouks.

Dans la majorité des cas, la stratégie que les Kurdes adoptèrent ne fut pas une tactique (intenable) d'opposition frontale aux Mongols. Ils faisaient montre d'une très grande ambiguïté





dans leurs rapports à ces derniers. Leur seul recours pour s'assurer une implantation durable et fructueuse était de soutirer à chaque partie les ressources dont ils avaient besoin, en s'alliant timidement aux Mamelouks tout en faisant le maximum pour complaire au pouvoir mongol, sans pour autant lui laisser la possibilité de phagocyter la principauté ou d'opposer des représailles violentes à ce qu'il aurait considéré comme de l'insubordination.

A moyen terme, cette stratégie jouait surtout en faveur des Mamelouks, qui avaient beaucoup à faire pour rattraper le niveau d'influence des Mongols en territoire kurde et qui ne pouvaient se confronter directement à la puissance ilkhanide dans cette région. L'enjeu était pour les Mamelouks de constituer une aristocratie kurde prête à les soutenir, préparant ainsi leur infiltration dans l'Ilkhanat.

Le « pays des Kurdes »

L'élaboration de toutes pièces de pouvoirs aristocratiques kurdes en haute Mésopotamie eut des conséquences encore plus larges pour la formation et la continuation d'un territoire propre aux Kurdes, et donc d'une autochtonie kurde. Alors que l'État ilkhanide s'ingéniait à reproduire le modèle impérial seldjoukide (dans lequel l'identité kurde s'estomperait), les Mamelouks soutenaient la fondation d'un *djibal* (montagnes) étendu, rebelle et foncièrement islamique, exclusivement kurde et théoriquement indépendant du contrôle mongol. Ce territoire fut désormais désigné comme celui des Kurdes : *Bilad al-Akrad* (pays des Kurdes), *Djibal al-Akrad* (montagnes des Kurdes) ou *Al-Mamlaka al-Hasina al-Akradiyya* (provinces impénétrables des Kurdes). Le terme de Kurdistan, d'origine iranienne, apparaît, lui, un peu plus tard, entre le XIIIe et le XIVe siècle, mais c'est l'exact équivalent de l'expression arabe *Bilad al-Akrad*. L'usage de ces appellations dès le XIIe siècle a contribué à la construction d'un territoire kurde.

Dans la montagne
Ci-dessus, à gauche : stèle funéraire sculptée de motifs guerriers au pied de la citadelle de Duwin au Kurdistan d'Irak.
Ci-dessus, à droite : une femme kurde et ses enfants photographiés au Kurdistan turc par Sergeï Prokudin-Gorski au début du XXe siècle.

Le processus d'autochtonisation kurde, à l'œuvre depuis plusieurs siècles, impliquait, à différentes échelles, les tribus kurdes, les autres populations de la région, les petites dynasties locales, les pouvoirs impériaux et les groupes de grands nomades traversant cet espace. L'invasion mongole de 1256 en est une des dernières étapes. La zone d'influence des tribus/familles princières des Rushakiyya, des Hakkariyya et des Mazanjaniyya se présente donc au XIVe siècle comme le noyau dur d'un territoire défini par les sources historiographiques et les pouvoirs impériaux de la région comme exclusivement kurde.

L'épuisement de l'*asabiyya* kurde en territoire mamelouk ne fut donc pas définitif. Loin de disparaître, elle se recomposa en territoire kurde sous influence mongole. Par ailleurs, le retour des Kurdes au monde des confins selon la lecture d'Ibn Khaldun ne doit pas être compris comme un retour à des marges inconsistantes, réserves d'une violence susceptible d'être captée par les pouvoirs d'État. Structurée par l'histoire, par l'intervention des États et par le va-et-vient des groupes et des individus kurdes entre zones urbaines et territoire tribal, la périphérie kurde est déjà en passe, au XIVe siècle, de se constituer en un centre politique. Transmises, de génération en génération l'attitude des pouvoirs tribaux kurdes et celle de l'État vis-à-vis d'eux ont fixé pour des siècles ce territoire de l'entre-deux. ■

1920, l'occasion manquée

A l'issue de la Première Guerre mondiale et avec la défaite de l'Empire ottoman, un Kurdistan indépendant était tout près de voir le jour. Le traité de Lausanne, en 1923, enterre ce projet. Que s'est-il passé ?

Par Jordi Tejel



L'AUTEUR
Professeur-chercheur au département d'histoire internationale de l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève, Jordi Tejel a récemment publié **La Question kurde. Passé et présent** *(L'Harmattan, 2014).*

Jamais plus qu'en 1920 les Kurdes n'ont été sur le point d'obtenir un État. Trois ans plus tard, cette perspective s'est envolée. Comment expliquer cette issue, alors que le principe des nationalités s'impose et que le Proche-Orient ottoman est l'objet d'un découpage en mandats appelés à devenir de nouveaux États ? Comment comprendre l'échec des élites nationalistes kurdes alors que le contexte international, marqué par le démembrement de l'Empire ottoman et la recherche d'alliés locaux de la part des puissances occidentales, semble être si favorable ?

Si les élites nationalistes kurdes tendent encore aujourd'hui à faire porter l'entière responsabilité de cette occasion manquée sur les puissances européennes et leurs promesses non tenues, la réalité est bien plus complexe. La prise en considération de facteurs à la fois externes (intérêts divergents des Occidentaux, victoires militaires de Mustafa Kemal) et internes (divisions au sein des comités kurdes), ainsi que des trajectoires historiques antérieures (génocide arménien, scissions tribales et religieuses propres à la société kurde) permet de reconstituer ce moment historique unique.

Dans l'Empire ottoman

Sous l'Empire ottoman, l'identité kurde ou plutôt les identités kurdes ne sont pas directement menacées. Certes, Istanbul réprime durement les princes kurdes rebelles et les révoltes dirigées par les cheikhs soufis*. Mais cela ne manifeste aucune volonté de supprimer les Kurdes en tant que « groupe » ethnique. Pour le sultan*, il s'agit d'étouffer dans l'œuf toute velléité irrédentiste comme toute émergence d'une autorité rivale face au pouvoir central. Ainsi, peu à peu, les principautés kurdes sont éliminées par le sultan au cours du XIXe siècle, tandis que la plupart des notables kurdes sont exilés dans d'autres provinces de l'empire ou à l'étranger. La dernière grande campagne de « conquête intérieure » du Kurdistan renverse Bedir Khan bey en 1847.

Le vide de pouvoir laissé par les dynasties kurdes déchues provoque le chaos à la fin du XIXe siècle, ce qui conduit le sultan à s'appuyer de nouveau sur de larges confédérations tribales kurdes, mais en échange de la fidélité à son égard. C'est dans cette optique que le sultan Abdulhamid II crée les régiments *hamidiye* – régiments tribaux de cavalerie légère – auxquels il accorde un statut privilégié (armement, exonération de l'impôt, quasi-immunité judiciaire). Les régiments *hamidiye*, en retour, doivent protéger l'empire des dangers extérieurs (influence russe sur la frontière nord-orientale) et intérieurs (nationalistes arméniens).

De leur côté, les vieilles familles de notables du Kurdistan restent proches du pouvoir. Les intellectuels qui en sont issus occupent des postes de cadres dans l'administration ottomane. Déracinés du Kurdistan depuis quelques décennies, ils sont plus familiers des élites de la capitale que du reste de la population kurde habitant dans la périphérie de l'empire. Si bien que, en dépit de leurs débats autour du principe d'autonomie,

DR



ils restent massivement attachés à l'appareil politique et social ottoman.

Le premier cercle kurdiste se constitue autour du journal *Kurdistan* (1898) et de la famille Bedir Khan. Ce journal bilingue (kurde-ottoman), édité au Caire par Midhat Bedir Khan, défend l'opposition jeune-turque contre le despotisme du sultan en même temps qu'il prône l'éveil des Kurdes face aux défis posés par la modernité.

Après la révolution jeune-turque de 1908 qui voit arriver au pouvoir le comité Union et Progrès, quelques notables kurdes fondent le KTTC (« Comité kurde d'entraide et de progrès ») et se dotent d'un organe de presse. Les objectifs de l'association sont modérés : appuyer le mouvement constitutionnel, garantir le progrès et l'instruction des Kurdes d'Istanbul, consolider les bonnes relations avec les autres peuples ottomans et, enfin, faire tous les efforts possibles pour sauver l'Empire ottoman.

D'une manière générale, durant cette période « unioniste » (1908-1918), les intellectuels, notables, chefs tribaux et religieux kurdes d'avant-guerre restent attachés à l'idéal d'une unité ottomane garantie par l'institution du califat*. Cette fidélité portée au cadre ottoman par les autres nationalités de l'empire peut nous étonner aujourd'hui, mais s'explique aisément. Elle tient d'abord à un motif religieux : les Kurdes, musulmans sunnites pour la plupart[1], appartiennent à la « communauté dominante » *(millet-i hakime)*, au même titre que le sultan-calife, ainsi que la majorité des Turcs et des Arabes et à la différence des chrétiens et des Juifs.

La carte de Chérif Pacha

Représentant du parti kurde, le KTC, le général Chérif Pacha présente à Paris le projet d'un État kurde indépendant aux Alliés en s'appuyant sur une carte des frontières du Kurdistan (ci-dessus). Le journal *Kurdistan* (ci-dessus, à gauche) est le premier organe à défendre la cause kurde dans l'Empire ottoman à partir de 1898.

Ces derniers, jusqu'au milieu du XIXe siècle, étaient reconnus comme « gens du Livre » – ayant eu donc la révélation divine. Mais ces groupes « protégés » *(dhimmi)* étaient aussi assujettis. Tout change avec les réformes administratives et politiques libérales connues sous le nom des Tanzimat (« réorganisation », 1839-1876). Dans la perspective de moderniser l'empire afin d'en assurer la survie, ces réformes introduisent des transformations qui remettent en question les rapports de domination séculiers entre les communautés. D'une part, elles visent, sur le modèle occidental, à affirmer l'égalité des individus devant la loi, sans distinction de langue ni de religion. D'autre part, elles reconnaissent des droits collectifs aux *millet* non musulmans, s'exprimant en majorité dans une langue particulière – l'arménien, le grec, l'araméen… –, renforçant ainsi leur sentiment d'être des « groupes » à part.

Ces réformes ne sont guère appréciées par les élites musulmanes sunnites dont les Kurdes font partie. Les choses s'aggravent encore avec l'ingérence croissante des puissances européennes à la périphérie de l'empire qui envenime les relations « de proximité » entre les Arméniens et les Kurdes dans l'Anatolie orientale. La « question d'Orient »[2], qui se trouve en partie à l'origine des Tanzimat du XIXe siècle, est, en bordure de l'empire, une « question arméno-kurde », une question agraire : la fin des principautés kurdes a permis à des notables urbains et des chefs tribaux de s'approprier indûment un grand nombre de terres, aux dépens des paysans et petits propriétaires arméniens. ▶▶▶

Notes

* Cf. lexique, p. 37.

1. Il y a également des Kurdes musulmans chiites ainsi que des Kurdes yézidis.

2. La « question d'Orient » divise les puissances européennes qui hésitent entre le démembrement de l'Empire ottoman et le maintien de son intégrité territoriale afin de préserver l'équilibre de la région.

▸▸▸ Face aux revendications arméniennes et aux pressions étrangères exprimées lors du congrès de Berlin de 1878, des Kurdes saisissent les occasions qui se présentent pour « résoudre » la question à leur avantage. Durant l'automne 1895, les *hamidiye* kurdes participent à d'amples massacres anti-arméniens dans les régions arméno-kurdes[3].

En 1915, à nouveau, alors qu'Istanbul est entré en guerre au côté de l'Allemagne, des leaders kurdes s'allient aux autorités ottomanes, sous la bannière du « panislamisme », pour mener à bien la déportation et le génocide des Arméniens *(cf. ci-dessous)*. C'en est fini de la cohabitation de ces deux peuples dans les provinces orientales de l'empire.

Parallèlement, cependant, l'identité ottomane mise en avant par les réformateurs du XIXe siècle, progressivement abandonnée en faveur du « panislamisme » sous Abdulhamid, laisse place à une idéologie « turquiste » sous l'influence des Jeunes-Turcs. Le nationalisme gagne du terrain parmi les dirigeants unionistes avant d'entraîner, au début du XXe siècle, les élites arabe, albanaise et kurde.

En 1912 est légalisée la société kurde secrète Hevi (« Espoir »), considérée comme la première organisation kurde centralisée et structurée. A l'instar des Jeunes-Turcs, les dirigeants de Hevi aspirent à conduire le peuple kurde vers le progrès, la science et la civilisation. Pas de revendications indépendantistes encore : la solution proposée à la question kurde est alors le confédéralisme au sein de l'Empire ottoman. Bien que Hevi réussisse à s'implanter dans les principales villes kurdes telles Diyarbakir et Erzurum, les activités prometteuses de l'organisation sont interrompues par la mobilisation de ses dirigeants lors de la Grande Guerre.

En octobre 1918, l'armistice de Moudros, signé entre les Alliés et les Ottomans défaits, marque le réveil de l'activité kurde

MOT CLÉ

Millet

Le terme désigne une communauté religieuse. Dans l'Empire ottoman, cohabitent la « communauté dominante » *(millet-i hakime)*, musulmans sunnites (qu'ils soient turcs, arabes, kurdes, etc.) et les Juifs ou chrétiens, *dhimmi*, c'est-à-dire protégés mais soumis à certaines contraintes particulières, notamment fiscales.

En octobre 1918, l'armistice de Moudros, signé entre les Alliés et les Ottomans défaits, marque le réveil de l'activité kurde, cette fois à Istanbul. Un activisme qui se colore d'une dimension nationaliste, avec la fondation du Comité pour le relèvement du Kurdistan (Kurdistan Teali Cemiyeti ou KTC), le 17 décembre 1918. On y retrouve des intellectuels qui étaient déjà présents dans les anciennes organisations kurdes. Son programme se fonde sur le principe wilsonien d'autodétermination pour les nations « dominées ». Il publie le journal *Jin* (« La Vie »), en

La responsabilité dans le génocide arménien

Alors que la plupart des historiens insistaient sur le facteur religieux pour expliquer la participation de tribus et notables kurdes au génocide arménien, les litiges arméno-kurdes touchant à la propriété foncière ont été prépondérants, comme l'a montré Hans-Lukas Kieser. Les massacres de 1895 sont, en ce sens, un premier chapitre précurseur. Cependant, en 1915, le contexte est différent. L'Empire ottoman, entré en guerre au côté de l'Allemagne, est défait par l'armée russe à Sarikamis, ce qui entraîne dans les provinces orientales famine, épidémies, et la mort de milliers de soldats kurdes. La propagande du régime unioniste impute ce désastre à la traîtrise arménienne.

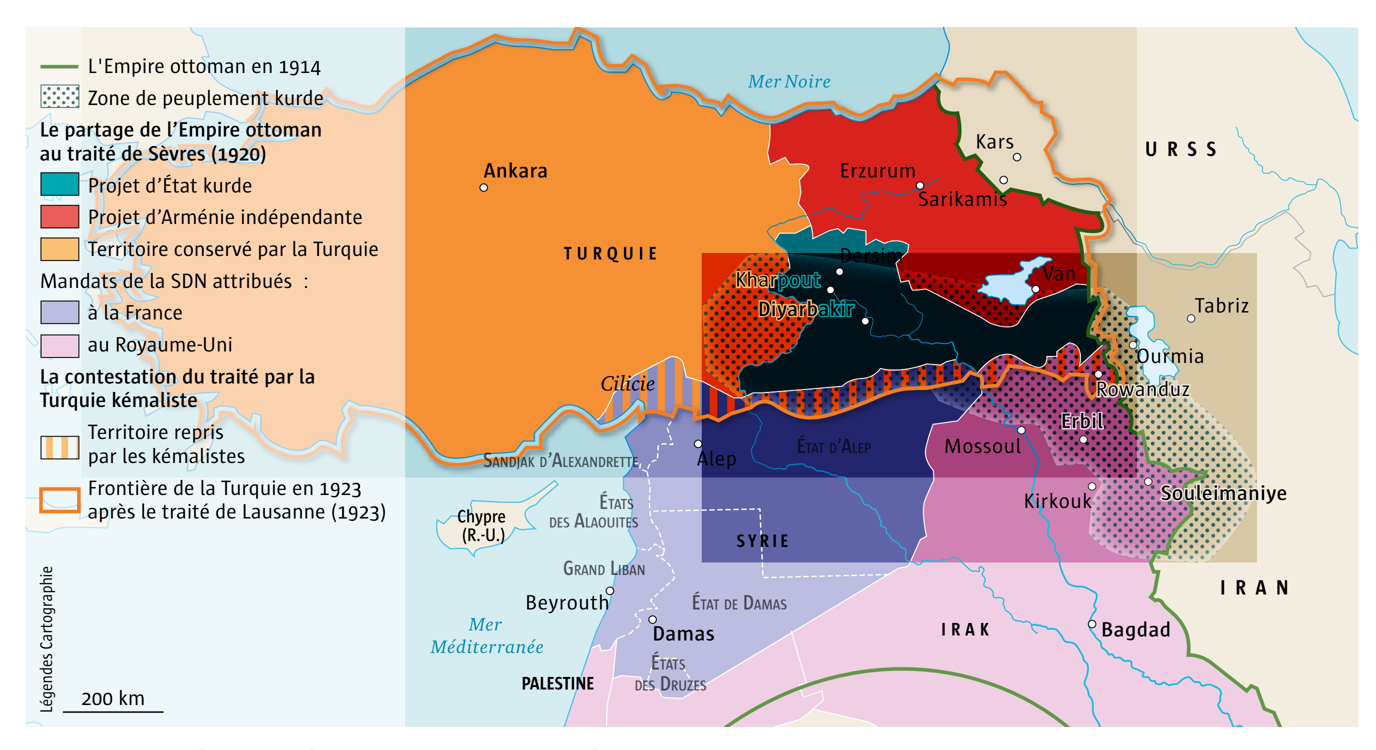
Hans-Lukas Kieser a mis en évidence la participation de Kurdes aux exactions, dans les villes – Diyarbakir, Van, Kharpout – comme dans les campagnes. Seule exception significative : au Dersim, des tribus alévies protègent les Arméniens dans cette première phase du génocide. Il est encore malaisé cependant d'évaluer jusqu'à quel point les Kurdes, dans leur ensemble, ont pris part aux massacres organisés par le pouvoir ottoman. Les récits arméniens ne laissent néanmoins pas de doute sur la complicité de bon nombre d'entre eux dans les massacres directs, les exactions commises sur les caravanes de déportés arméniens ou encore l'islamisation forcée de milliers de fillettes arméniennes.

Dans le même temps, les témoignages de rescapés arméniens et le travail sur l'histoire locale mettent en lumière maints exemples de solidarité kurde avec des Arméniens. Enfin, intellectuels et politiciens kurdes ont réalisé des avancées importantes dans la reconnaissance des responsabilités kurdes dans ce chapitre inouï de l'histoire du XXe siècle. ***J. T.***


Le Petit Parisien
SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ
UN MASSACRE D'ARMÉNIENS PAR LES KURDES

Un précédent Une du supplément illustré du *Petit Parisien* de 1895 montrant *« un massacre d'Arméniens par les Kurdes »*.

KHARBINE-TAPABOR



Du traité de Sèvres au traité de Lausanne

Le traité de paix signé par l'Empire ottoman et les Alliés en 1920, à Sèvres, imagine deux États, kurde et arménien. Mais il n'a jamais été appliqué : sur le terrain, les troupes menées par Mustafa Kemal, opposé au démembrement de l'empire, reprennent l'avantage. En 1923, le traité de Lausanne entérine ces gains ; et il n'est plus question d'État arménien ou kurde.

édition bilingue (kurde-turc), où s'élabore le nationalisme kurde moderne. Devant la possibilité d'accéder à un État ou du moins à une autonomie, les Kurdes se voient confrontés à des interrogations essentielles auxquelles il faut apporter des réponses très rapidement : qui sont les Kurdes ? Combien sont-ils ? Où passent les « frontières » du Kurdistan ? Quels sont les critères qui déterminent l'identité kurde (langue, religion, appartenance tribale) ?

En 1918, tandis que les provinces arabes de l'empire sont occupées par les Alliés, la majeure partie du Kurdistan turc est encore sous la tutelle ottomane. Le mouvement kurde naissant se retrouve dépourvu de soutiens extérieurs, contrairement à la dynastie hachémite arabe par exemple qui peut, elle, s'appuyer sur les Britanniques.

Le jeu des puissances européennes

Avec la Première Guerre mondiale, les puissances de l'Entente, Grande-Bretagne, France, Russie, ont laissé entrevoir leurs intérêts dans la région moyen-orientale. Pour la Russie, la guerre est la meilleure manière de réaliser ses ambitions, notamment l'accès maritime à la Méditerranée *via* la mer Noire par le contrôle des détroits du Bosphore et des Dardanelles. La Grande-Bretagne remet pour sa part en question sa doctrine qui visait à maintenir l'indépendance et l'intégrité de ▸▸▸



Signature Le délégué turc signant le traité de paix dit « de Sèvres » entre l'Empire ottoman et les Alliés le 10 août 1920.

ALBERT HARLINGUE/ROGER-VIOLLET

▶▶▶ l'Empire ottoman, telles qu'elles avaient été définies au lendemain de la guerre en Égypte en 1882. Quant à la France, sous le couvert de protéger les chrétiens orientaux, elle n'a jamais caché ses aspirations de prépondérance au Levant.

Après maintes négociations, la France et la Grande-Bretagne (avec l'aval de la Russie et de l'Italie) signent un accord de principe, dénommé Sykes-Picot[4]. Les provinces à majorité ou avec une forte présence kurde sont divisées de la manière suivante : le Nord-Est anatolien doit tomber sous l'administration directe russe ; le Sud-Est anatolien sous l'administration directe française ; le vilayet (province ottomane) de Mossoul est scindé en deux zones sous gestion économique respectivement française (Rowanduz et Erbil) et britannique (Kirkouk et Souleimaniye).

Le retrait de la Russie du conflit mondial après l'armistice de Brest-Litovsk en décembre 1917 change la donne. D'autant que, depuis avril 1917, les États-Unis sont aussi entrés dans le jeu. La Russie révolutionnaire dénonce tous les accords secrets passés pendant les opérations militaires, ce qui conduit les Britanniques à réexaminer la politique alliée vis-à-vis des Ottomans. Le 8 janvier 1918, le président des États-Unis Woodrow Wilson énonce devant le Congrès un programme en « Quatorze Points », ouvrant une ère nouvelle pour les relations internationales. Le point 12 concerne les nationalités sous autorité ottomane. Il stipule : *« La portion turque du présent Empire ottoman devrait assurer une souveraineté sûre, mais les autres nationalités qui sont maintenant sous l'autorité turque devraient se voir assurer une incontestable sécurité de vie et une opportunité* […] *absolue de développement. »*

Beaucoup de Kurdes préfèrent renoncer à leur État plutôt que d'admettre la naissance de la Grande Arménie prévue par le traité de Sèvres

Si les principes wilsoniens de 1918 sont accueillis avec satisfaction dans les milieux nationalistes kurdes, ils sont fortement contrecarrés par les intérêts géostratégiques de la Grande-Bretagne et de la France dans la région. Le gouvernement britannique, obéissant aux lobbys pétroliers proches de la Turkish Petroleum Company (TPC) – avec un capital majoritairement anglais en dépit du nom –, décide d'occuper le vilayet de Mossoul, censé être riche en pétrole, avant que la capitulation du gouvernement ottoman devienne effective. Mise devant le fait accompli, la France cède le Nord irakien aux Britanniques, obtenant en contrepartie la promesse d'une participation française dans la TPC.

La création d'un État kurde sous influence britannique n'est pas pour autant complètement écartée par les agents du Foreign Office détachés sur place. La France, malgré des réticences initiales, notamment le souci de contrebalancer le poids des Britanniques, finit par approuver la création d'un État kurde dans une zone sur laquelle l'accord Sykes-Picot avait reconnu sa souveraineté[5].

Reculades kurdes

Lorsque les Alliés occupent Istanbul, le 12 novembre 1918, le Comité pour le relèvement du Kurdistan (KTC) entre en contact avec les Français et les Britanniques afin de défendre les aspirations de la « nation kurde ». Ses intentions ne sont toutefois pas forcément claires. La question de l'indépendance du Kurdistan suscite des débats houleux au sein de l'association. Les partisans de l'indépendance totale, réunis autour d'Emin Ali Bedir Khan, affrontent ceux qui, sous la houlette de Seyyid Abdulkadir, préconisent l'autonomie dans le cadre du nouvel État turc-ottoman. Ces derniers justifient leur position par les liens religieux des Kurdes avec les Turcs, garantis par l'institution du califat. Ils s'opposent violemment à la création d'un État arménien prévu par les négociations de paix à Paris.

Prenant tout le monde de court, le général Chérif Pacha, représentant du KTC, signe en 1919 un accord avec l'Arménien Boghos Noubar Pacha, prévoyant la création d'une Arménie et d'un Kurdistan indépendants. Alors que les délégations arménienne et kurde avaient présenté au préalable des revendications sur la totalité des provinces orientales de la Turquie actuelle, elles acceptent finalement l'une et l'autre un compromis sous la pression des Européens. En particulier, Chérif Pacha espère qu'en consentant des « pertes » territoriales au bénéfice des Arméniens les chancelleries occidentales arménophiles – telle la France – accepteront le principe de la création d'un État kurde.

Cet accord est confirmé par le traité de Sèvres du 10 août 1920, traité de paix signé par le gouvernement ottoman et les Alliés. Celui-ci prévoit dans son article 62 *« l'autonomie locale pour les régions* [de l'Empire ottoman] *où domine l'élément kurde »,* et, dans son article 64, parle d'un *« État kurde indépendant ».* Le sort des Kurdes vivant dans le vilayet de Mossoul doit se décider ultérieurement.

Mais le traité de Sèvres ne sera pas appliqué. Entre-temps, bon nombre de tribus kurdes sunnites se sont ralliées aux forces rebelles turques menées par Mustafa Kemal au nom de la fraternité musulmane : elles refusent le traité de Sèvres, l'amputation du territoire et la création d'une entité arménienne. Les Kurdes participent massivement aux campagnes contre les troupes françaises et les milices arméniennes en Cilicie.

Le traité de Sèvres est perçu comme une menace à d'autres titres. Tout d'abord, dès 1919, divers cadres et fonctionnaires ottomans sont

déférés devant des cours martiales, accusés de complicité dans l'exécution du génocide arménien. Et certains chefs kurdes craignent eux aussi d'être jugés pour leur participation active aux massacres. En outre, la formation d'un État arménien supposerait sans aucun doute la rétrocession obligatoire des terres confisquées aux Arméniens en 1895 et en 1915. Beaucoup préfèrent donc combattre le traité de Sèvres et renoncer à un État kurde plutôt que d'admettre la naissance de la Grande Arménie prévue par le traité. Alors que les négociations entre les Alliés se poursuivent, le KTC se fragilise davantage après le départ des partisans de l'indépendance. Ces derniers se mettent « au service » des puissances occidentales afin de garantir la création des États kurde et arménien[6].

Des divergences entre les Alliés d'une part et entre les Kurdes d'autre part, ainsi que les victoires des armées nationalistes d'Ankara sur le terrain ouvrent la porte à une renégociation du traité de Sèvres. A l'ouest, l'armée grecque est défaite par les Turcs. A l'est, les soulèvements des Kurdes alévis sont réprimés par les forces loyales à Mustafa Kemal en mars 1921, tandis que les troupes françaises en Cilicie subissent d'importants revers face aux soldats turcs et milices kurdes. Le retrait du territoire turc des troupes italiennes, grecques et françaises, entre 1920 et 1921, met la Grande-Bretagne dans une situation critique. Dès 1922, les Britanniques sont prêts à renégocier les termes de la paix avec le nouveau gouvernement de Mustafa Kemal. La délégation turque conclut en juillet 1923 avec les Alliés le traité de Lausanne, plus favorable à la nouvelle Turquie et rendant caduc celui de Sèvres. Dans le nouvel accord, aucune mention n'est faite d'un État kurde ou arménien.

La question de Mossoul

Le traité de Lausanne laisse cependant ouverte la question relative au futur statut de l'ancien vilayet de Mossoul, occupé par les Britanniques dès 1918. Cette région, habitée majoritairement par les Kurdes, mais avec d'importantes communautés arabes, turkmènes et chrétiennes installées dans les plaines, est convoitée et par la Turquie et par la Grande-Bretagne. Leurs divergences d'intérêts lors des négociations à Lausanne se reflètent dans un télégramme envoyé par le représentant d'Ankara Ismet Inonu au Premier ministre Hussein Rauf bey, dans lequel il affirme : *« Pour nous Mossoul est une question* [de sécurité] *nationale ; pour eux* [les Britanniques] *c'est une question de pétrole*[7]. »

Au-delà du pétrole (qui sera exploité dès 1927), le vilayet de Mossoul est également perçu par Londres comme un rempart physique pouvant protéger l'Irak face aux éventuelles attaques militaires de la Turquie. Enfin, le Nord irakien, riche en eau, est appelé à devenir le grenier d'un pays où prédominent le désert et les régions arides. Dès 1921, les autorités britanniques, alléguant des raisons géostratégiques, privilégient l'annexion de l'ancien vilayet de Mossoul à l'Irak « arabe » sous mandat britannique. Défendant des positions non conciliables sur ce point, la Turquie et la Grande-Bretagne demandent au Conseil de la SDN de régler ce désaccord.

Le Conseil tranche l'affaire de Mossoul en décembre 1925, en rattachant le vilayet à l'Irak selon le vœu britannique. Néanmoins, conformément aux conclusions de la commission d'enquête formée par la SDN, des mesures doivent être prises en faveur d'une autonomie administrative et culturelle des Kurdes d'Irak : nomination de fonctionnaires kurdes pour la gouvernance de leur territoire, dans la justice, dans l'enseignement, ainsi que l'usage du kurde comme langue officielle dans tous ces services.

Une fois l'annexion du vilayet de Mossoul à l'État irakien assurée en 1926, la « carte kurde » devient moins intéressante pour la Grande-Bretagne. En dépit des promesses britanniques sur l'autonomie du Kurdistan, le traité anglo-irakien de 1929, qui jette les bases de l'indépendance formelle de l'Irak, ne prévoit plus de mesures spécifiques pour les provinces kurdes.

Ainsi se dessine dans les années 1920 le nouveau statut des Kurdes, partagés entre la Turquie, l'Irak où peine à s'esquisser l'autonomie promise, la Syrie sous mandat français où les Kurdes exercent leurs droits sans être reconnus comme une minorité, et l'Iran qui, n'étant pas concerné par les traités internationaux de Sèvres et de Lausanne, cherche à assimiler les Kurdes à la « majorité » persane, à l'instar de la Turquie. Le projet d'État est enterré. La « question kurde » s'ouvre, et avec elle le procès des auteurs de cet échec. ■



Sur les murs
Cette peinture murale à Souleimaniye au Kurdistan irakien rend hommage aux Bedir Khan, célèbre famille kurde engagée dans le combat pour l'autonomie.

TOBY ADAMSON/AXIOM PHOTOGRAPHIC/AGE FOTOSTOCK

Notes

3. Cf. « Arméniens. Le premier génocide du XXe siècle », dossier, *L'Histoire* n° 408, février 2015, pp. 36-85

4. Cf. H. Laurens, « 1916-1920, le grand partage », *Les Collections de L'Histoire* n° 69, pp. 44-53.

5. Face aux difficultées militaires rencontrées en Syrie, la France a besoin du soutien britannique. Le président du Conseil Clemenceau accepte en décembre 1918 de renégocier les accords de Sykes-Picot dans une lecture favorable aux intérêts de la Grande-Bretagne.

6. *CADN, fonds Ankara, Ambassade*, n° 92. Lettre de la Ligue sociale kurde. Constantinople, le 18 mai 1920.

7. Cf. A. Othman, « The Kurdish Factor in the Struggle for Vilayet Mosul, 1921-1925 », *The Journal of Kurdish Studies*, 2001-2002/4, p. 36.

Cent ans de combats nationalistes

Les Kurdes sont désormais les alliés les plus sûrs de la coalition contre Daech et leurs combattantes sont devenues des icônes. Est-ce enfin la chance de mener à bien un combat national auquel ils n'ont jamais renoncé ?

Entretien avec Hamit Bozarslan



L'AUTEUR
Directeur d'études à l'EHESS, Hamit Bozarslan a notamment publié **Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient** *(Autrement, 2009) et* **Histoire de la Turquie, de l'empire à nos jours** *(Tallandier, 2015).*

L'Histoire : ***L'échec du projet de Kurdistan évoqué dans le traité de Sèvres en 1920 n'a pas mis fin au nationalisme kurde ?***
Hamit Bozarslan : Certes non. Ce mouvement national était déjà constitué à la fin du XIXe siècle. Après l'occasion manquée d'un État kurde en 1920 *(cf. Jordi Tejel, p. 44)*, les Kurdes sont partagés entre quatre pays (Turquie, Irak, Iran, Syrie). Mais les insurrections se multiplient durant l'entre-deux-guerres. La première révolte est celle du cheikh Saïd qui, en 1925, appelle au soulèvement contre l'abolition du califat* par Mustafa Kemal. Ses raisons sont autant religieuses que nationales. Ce sont les intellectuels qui portent alors un projet d'autonomie. Mais ils restent divisés.

En 1927 est créé, en Syrie-Liban cette fois, un parti indépendantiste, Khoybun (ce qui veut dire « être soi-même »). Certains membres ont appartenu à d'anciennes structures, comme le KTC (Comité pour le relèvement du Kurdistan), ainsi deux des frères Bedir Khan, une grande famille qui porte les aspirations nationales depuis la fin du XIXe siècle. Des Arméniens en font également partie, comme Vahan Papazian. Ensemble ils veulent établir un État kurde dans le Caucase. Mais, fin 1930, l'armée turque écrase leur rébellion qui a mobilisé plusieurs milliers de personnes.

Le deuxième moment clé se déroule en 1946, avec les bouleversements qu'entraîne le dénouement de la Seconde Guerre mondiale. En Iran est fondé un parti regroupant les Kurdes irakiens et iraniens, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Ses figures centrales sont Qazi Muhammad, un religieux kurde iranien, et Mustafa Barzani. La famille de ce dernier compte plusieurs cheikhs et a un long passé de lutte contre les Ottomans, puis contre l'Irak (c'est également le père de l'actuel dirigeant du Kurdistan irakien).

C'est alors qu'éclate en Iran une grande révolte, quand le pays est partiellement sous occupation soviétique. Une République azérie et une République kurde se forment. Celle-ci établit sa capitale à Mahabad. Qazi Muhammad en est le président. Mustafa Barzani, qui, avec 10 000 hommes, a rejoint la révolte, en devient l'un des principaux généraux. Quand les Soviétiques se retirent en décembre 1946, les deux républiques s'effondrent. Pour éviter la guerre Qazi Muhammad se rend ; mais il est exécuté en place publique à Mahabad. Barzani s'exile en URSS. Cette première entité kurde autonome aura duré onze mois. Elle demeure une référence pour tous les mouvements kurdes ultérieurs.

Comment expliquer ces révoltes incessantes ? Les Kurdes sont-ils systématiquement réprimés ?
Oui, depuis les années 1920 et jusqu'aux

DR

Kobané Des réfugiés kurdes devant Kobané, à la frontière turco-syrienne, le 26 octobre 2014. La ville est couverte d'une épaisse fumée due aux combats qui opposent les forces kurdes à Daech.

années 1940, les Kurdes sont partout opprimés, sauf, peut-être, en Syrie sous mandat français : la France protège les minorités, voire s'appuie sur elles. Les réfugiés y sont accueillis. Et la culture kurde est préservée : par exemple, le général Pierre Rondot œuvre pour que la langue soit transcrite en alphabet latin. En Turquie, en revanche, la répression des Kurdes est constante. La langue est interdite. Leur territoire est géré selon un système administratif à part : on y envoie des « inspecteurs généraux » dépendant directement du président et détenant les pleins pouvoirs. Beaucoup de lois turques n'y sont pas appliquées. Sur place, le jeu du clientélisme domine autour de structures tribales et de confréries qui restent puissantes.

A partir de 1946-1947, cependant, on peut dire que les choses, en Turquie, se normalisent quelque peu ; le pluralisme politique permet à certains acteurs d'entrer dans la compétition électorale. S'ouvre pour les Kurdes, dans les quatre pays, une période sans révoltes – elle dure jusqu'en 1958. Ce que j'appelle la « période du silence ». On note à la fois un épuisement des militants, la nécessité de panser ses blessures, une moindre répression – au prix souvent de taire son identité kurde –, mais aussi de meilleures conditions de vie.

La Turquie et l'Irak se rapprochent des pays occidentaux et sont aidés par eux comme par les grands organismes internationaux (Banque mondiale ou ONU), ce qui a des conséquences positives pour l'ensemble de la population. Les Kurdes connaissent un progrès de la scolarisation, une amélioration de la santé, une croissance démographique. Certes, 75 % d'entre eux vivent toujours dans les campagnes et un certain nomadisme se maintient. Mais, dans les villes, une nouvelle classe d'intellectuels occidentalisés émerge. Les sociétés kurdes ne sont plus closes sur elles-mêmes.

Dans les années 1950-1970, la scène culturelle turque voit éclore de grandes figures ▸▸▸



Erbil Un soldat kurde en uniforme traditionnel devant le Parlement à Erbil en 2003. Il se tient devant le portrait de Mustafa Barzani et le drapeau du Kurdistan irakien.

Note
* Cf. lexique, p. 37.

YANNIS BEHRAKIS/REUTERS - NIKOLA SOLIC/REUTERS

▶▶▶ d'origine kurde. Yachar Kemal rencontre le succès avec son premier roman, *Memed le Mince,* en 1955. Le cinéaste Yilmaz Güney réalise *L'Espoir* en 1970 et *Le Troupeau* en 1978 (il recevra la Palme d'or à Cannes en 1982 avec *Yol*) : il dépeint les Kurdes sans jamais les nommer ; son œuvre est interdite dans son pays jusqu'en 1995. Car la langue ou la presse kurdes restent interdites en Turquie, en Iran et en Syrie ; la censure culturelle se poursuit. Yachar Kemal, qui dénonce la brutalité du pouvoir à l'égard des Kurdes, puis des Arméniens, est condamné à un an et huit mois de prison en 1996. En Irak, en revanche, le kurde est enseigné.

Après la période « du silence », les Kurdes sont de nouveau l'objet d'une répression policière. A partir de quand ?

Cela dépend des pays. En Iran, elle reprend en 1953, après le renversement du Premier ministre progressiste Mossadegh. Les nationalistes kurdes vont alors peu à peu passer dans la clandestinité.

En Irak, la situation bascule quand la monarchie irakienne est renversée, en 1958 : Mustafa Barzani rentre d'exil. Un temps proche du Premier ministre irakien Qasim, qui se dit réformiste et sensible à la question kurde, Barzani finit par inquiéter le nouveau pouvoir : les Kurdes sont encore une fois réprimés et Barzani se lance en 1961 dans une guérilla, *« une des plus constantes et mieux organisées des années 1960 »,* selon Gérard Chaliand[1]. Barzani devient une des grandes figures du mouvement kurde et sa rébellion, une référence.

Les Kurdes se sont politisés. Ils adhèrent maintenant à une idéologie marxiste-léniniste et font preuve d'un fort militantisme : la défense de la cause kurde se mêle à des revendications de gauche. Les femmes y sont impliquées, en particulier les chrétiennes. Les intellectuels rejoignent le mouvement. Ce qui n'empêche pas Barzani, lui, d'avoir des positions conservatrices en matière sociale ou religieuse ; il se prononce contre la réforme agraire et ne veut pas entendre parler de lutte des classes ou de révolution universelle.

C'est finalement Barzani lui-même qui, en 1975, arrête la guérilla pour éviter un massacre ; entre-temps, les États-Unis, Israël et l'Iran, qui l'ont soutenu pour des raisons de realpolitik, lui retirent leur appui – Téhéran, notamment, a réglé avec Bagdad ses litiges frontaliers. Nombreux sont les Kurdes qui attribuent cette défaite à la trahison des États-Unis et à celle des « féodaux » kurdes, dont, en premier lieu, Barzani.

Cet échec n'empêche pas la rébellion de reprendre quelques mois plus tard et entraîne la radicalisation des nationalistes kurdes, qui seront l'objet d'une féroce répression sous Saddam Hussein – on se souvient des 5 000 morts de Halabja, hommes, femmes et enfants

MOT CLÉ

Peshmerga

Les peshmergas sont les forces militaires du Kurdistan irakien. Le mot signifie : « ceux qui vont au-devant de la mort ». Ces combattants apparaissent dans les années 1960 autour de Barzani en Irak. Le même terme est utilisé en Iran. Les hommes armés du PKK sont appelés guérilleros. En Syrie, on parle des Unités de protection du peuple (YPG).

Note

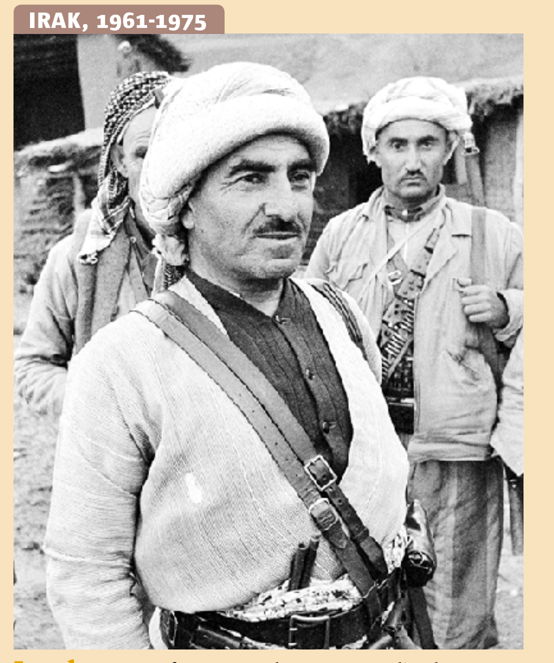
1. G. Chaliand, *Stratégies de la guérilla. Anthologie historique, de la Longue Marche à nos jours*, Gallimard, 1984.

IRAN, 1946



République de Mahabad En Iran, à Mahabad, est fondée, sous l'égide de l'URSS, une République kurde. Ci-dessus : réunion à Mahabad, en 1945, de membres du PDK iranien, à l'origine du soulèvement et de cette république. Celle-ci, soutenue par l'URSS, ne survit que onze mois. Mais elle marque durablement les mémoires.

IRAK, 1961-1975



Leader Mustafa Barzani dans son QG d'Irak en 1963. Il a été une des figures de la République de Mahabad. Revenu en Irak, il y lance une guérilla, devenue une référence dans le monde kurde.

délibérément asphyxiés à l'arme chimique, en 1988, par le dictateur irakien qui profita du couvert de la guerre contre l'Iran pour éradiquer une fois pour toutes la contestation kurde.

Dans les années 1970, la lutte reprend aussi en Turquie, avec la fondation du PKK. Les revendications et soulèvements passent ainsi d'un pays à l'autre, pour embraser finalement dans les années 1980 la totalité du Kurdistan.

« Les revendications, soulèvements et combattants passent d'un pays à l'autre, jusqu'à ce que finalement la totalité du Kurdistan s'embrase dans les années 1980 »

Quel est le projet du PKK ?

Le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, est créé officiellement en 1978, avec, parmi les membres fondateurs, Abdullah Öcalan. Ce parti de gauche radicale est né, d'une part, du choc provoqué en 1975 par la défaite de Barzani en Irak et, d'autre part, comme réponse au coup d'État militaire en Turquie, en 1971, qui décime la gauche révolutionnaire, réprime les intellectuels et provoque le retour de la terreur au Kurdistan. Le PKK est une réaction contre l'ancienne classe politique kurde, incarnée par Barzani, et contre les intellectuels qui ont cru possible de promouvoir leur cause dans le cadre constitutionnel.

Une nouvelle génération de militants apparaît : non plus l'élite intellectuelle ou les chefs traditionnels des tribus, mais des populations urbanisées, jeunes (parfois très jeunes, 15-16 ans), plébéiennes. Le PKK révise l'histoire des Kurdes : si ceux-ci sont devenus des esclaves, ils en sont responsables ; seule la violence permettra de sortir de cette condition, quitte à se sacrifier pour la cause. Le PKK, prenant le relais de la guérilla irakienne, se voit comme la nouvelle force dynamique de la révolution socialiste à l'échelle du Moyen-Orient, un rôle un peu semblable à celui des Palestiniens. Dans ce projet d'émancipation global, la revendication d'un Kurdistan indépendant finit par devenir secondaire. D'ailleurs, c'est plutôt une fédération du Moyen-Orient qui a les faveurs, aujourd'hui encore, du parti, une fédération unissant Kurdes, Arabes, Turcs, Arméniens…



Cinéma Réalisé par Yilmaz Güney en 1982, *Yol* prend pour décor le Kurdistan turc. Il a reçu la Palme d'or à Cannes.

Au PKK résolument « marxiste-léniniste » règnent le culte de la personnalité en faveur d'Öcalan, l'omnipotence du parti, un ordre disciplinaire ; les années 1980 sont celles de purges sanglantes. Le PKK mène la lutte armée au prix, parfois, de massacres. Les premières victimes sont les familles de Kurdes travaillant avec Ankara et considérés comme des « collaborateurs ».

Le PKK a troqué, dans les années 2000, sa doctrine marxiste-léniniste pour les thèses de Murray Bookchin (libertaire écologiste américain, qui inspire aussi bien les zapatistes que le mouvement parisien Nuit debout). Abdullah Öcalan, lui, est en prison depuis 1999 (sa condamnation à mort a été commuée en peine à perpétuité après l'abolition de la peine capitale en Turquie). Mais une discipline militaire est maintenue au sein de l'organisation.

Le noyau du parti compte actuellement plusieurs milliers de militants. Il est soutenu par une force militaire de 5 000 hommes, qui peut monter, en cas de mobilisation, à 50 000 ou 60 000 personnes. Il a des liens forts avec le HDP (Parti démocratique des peuples), parti dont l'électorat est essentiellement kurde, qui a obtenu 13 % des voix aux élections législatives de 2015 et qui rassemble beaucoup de femmes et de jeunes. L'acteur de référence, en Turquie, reste le PKK ; c'est lui seul qui peut faire bouger les choses, modifier les positions.

TURQUIE, 1978



PKK Le Parti des travailleurs du Kurdistan est fondé en Turquie en 1978, notamment en réponse à l'échec de Barzani. Ci-dessus : Abdullah Öcalan, chef du PKK, passant en revue ses troupes devant le drapeau du parti (1991, vallée de la Bekaa au Liban).

PHOTO12 - BONN-SEQUENZ/ULLSTEIN BILD/GETTY IMAGES

Que se passe-t-il, pendant ce temps, en Iran, où en 1979 a éclaté la révolution ?

Les Kurdes d'Iran sont très actifs dans la révolution de 1979 qui conduit à la chute du chah. Mais leur souhait d'émancipation nationale se heurte vite au programme de l'ayatollah Khomeyni ; ils ne veulent pas de « révolution verte » (islamique), de l'application de la charia. De plus, le pouvoir centralisateur prône l'unité du pays, de l'islam, et refuse à ce titre toute autonomie ►►►

Les femmes de Kobané

Comment expliquer la présence de nombreuses femmes au sein des forces armées kurdes ?

Les médias ont beaucoup insisté sur les femmes combattantes dans les rangs kurdes, au sein des YPG, les Unités de protection du peuple, branche armée du PYD. Le phénomène n'est pas nouveau. On trouve déjà des femmes combattantes kurdes dans les années 1930, notamment dans la région de Dersim au Kurdistan de Turquie. Le cas kurde n'est bien entendu pas unique. Pour ne parler que du monde arabe, pensons aux Palestiniennes dans les années 1960 (Leila Khaled, première pirate de l'air) ou aux Algériennes.

Ces femmes y trouvent certainement un moyen de contourner l'ordre social conservateur et d'asseoir leur légitimité. Le phénomène témoigne aussi de l'essor de l'éducation des filles. Comme le montre le film de Hiner Saleem *My Sweet Pepper Land*, l'éducation est l'un des biais par lequel les femmes s'émancipent. Il ne faut pas négliger enfin l'instrumentalisation de ces combattantes par les forces kurdes, bien conscientes de l'effet positif de ces photos de jeunes femmes soldates sur l'opinion occidentale. C'est avec la bataille de Kobané, en 2014, qu'ont commencé à se diffuser massivement ces images. On peut se demander ce qu'il adviendra de ces femmes une fois la guerre terminée. Leur statut privilégié se maintiendra-t-il ?

Reste que la participation des femmes à la lutte est réelle. On les retrouve bien présentes sur d'autres terrains, plus politiques. C'est notamment vrai au Kurdistan irakien où, selon la loi, le Parlement doit compter au moins 30 % de femmes. Une féminisation qu'on observe également dans l'administration de la région. Une majorité de ces femmes ne portent pas le voile. Les filles vont à l'école. De plus, la scène culturelle, très vivace dans les zones kurdes, que ce soit en Irak, en Iran, en Syrie ou en Turquie, dans la musique, la littérature, etc., est un espace mixte. Être engagé, aujourd'hui, pour un Kurde, ce n'est pas forcément politique ; cela peut être culturel. Les femmes sont un acteur décisif.

H. B.



Mort d'une combattante

La guérillero kurde des YPG (Unités de protection du peuple) syriennes Asia Ramazan Antar, le 10 novembre 2015, près de la ville de Hole au Kurdistan syrien. Elle a été tuée fin août 2016 dans les combats contre Daech. Surnommée « l'Angelina Jolie kurde », elle faisait partie de ces femmes combattantes dont l'image médiatisée à l'extrême plaît tant aux opinions publiques européennes. C'est oublier un peu vite que s'engager au sein des YPG constitue, pour beaucoup d'entre elles, un moyen d'échapper à un modèle familial resté patriarcal.

JOHN MOORE/GETTY IMAGES/AFP

▶▶▶ régionale. En 1979-1980, le nouveau régime lance la guerre contre les Kurdes : bombardements, exécutions, massacres… Le conflit fait 40 000 morts au sein des populations kurdes. Mahmoud Ahmadinejad (l'ancien président iranien) est un des responsables de cette hécatombe.

Le combat des Kurdes, qui se retirent alors des villes, laisse place à une guérilla classique[2]. Se développe également un fort pôle de résistance civile qui passe notamment par la culture. Dans les années 1990-2000, la cause des Kurdes mobilise le théâtre, la musique, le cinéma. Abbas Kiarostami, sans être kurde lui-même, introduit ce peuple dans ses films (*Le vent nous emportera*, en 1999, a été tourné dans un village du Kurdistan). Le réalisateur kurde Bahman Ghobadi touche un public international avec le très beau *Un temps pour l'ivresse des chevaux* (2000).

Comment les mouvements nationalistes dans les différents pays se coordonnent-ils ?

Ils s'influencent mutuellement – on l'a vu avec Barzani. Actuellement, le PKK pèse sur le mouvement syrien. Les frontières du Moyen-Orient sont poreuses, les hommes circulent. Des solidarités humanitaires, financières, voire militaires, peuvent se bâtir. Cela dit, les Kurdes n'ont jamais réussi à créer une structure unifiée entre les frontières nationales, ou à l'intérieur de ces frontières. Dans les années 1980-1990, des violences interkurdes éclatent même. Aujourd'hui comme hier le monde kurde est traversé par les divisions, autant que par les forces unificatrices.

En 1991 l'arrêt de la guerre froide et la guerre du Golfe semblent changer la donne. Pourquoi ?

Il s'agit d'un premier moment de rupture. Saddam Hussein profite de la fin de la guerre du Golfe pour écraser les Kurdes, qui fuient en Iran et en Turquie. Mais les caméras sont là – contrairement à ce qui se passe dans le Sud, où 100 000 chiites sont exécutés, loin de tout regard occidental. Le président français François Mitterrand plaide alors auprès de son homologue américain, George Bush, pour que soit créée une « zone de protection » kurde en Irak. Une partie du Kurdistan (40 000 km²) devient ainsi un territoire protégé par les armées alliées. En 1991, par la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU, les forces militaires irakiennes y sont interdites. Pour la première fois un territoire kurde n'est plus soumis à la répression du pouvoir. La zone est l'objet, en 1994-1996, d'une guerre fratricide entre deux groupes rivaux. Mais les choses se calment et des élections y sont organisées, notamment en 2005, ce qui permet une normalisation et la formation d'un gouvernement de coalition dans ce qui devient le noyau d'une véritable entité fédérale.

En 2014, la zone de protection est élargie à Kirkouk : l'État irakien, menacé par Daech, s'en retire. Le Kurdistan irakien a acquis graduellement les pouvoirs d'un État quasiment indépendant : il dispose désormais de son gouvernement, de son Parlement, de son administration, de son armée, de son service de douanes et de sa capitale, Erbil. Massoud Barzani, fils de Mustafa, en est le président.

CHIFFRES

35 millions de Kurdes

15-17 millions
en Turquie (plus de 15 % de la population du pays)

10 millions
en Iran (12-13 % de la population)

5-6 millions
en Irak (plus de 15 % de la population)

2,2 millions
en Syrie (10 % de la population)

1,5 million
en diaspora dont :
900 000 en Allemagne
200 000 en France
150 000 dans l'ex-URSS
150 000 en Jordanie et au Liban

Note
2. Celle-ci est notamment menée par le PDKI dont le chef charismatique Abdulrahman Qassimlu est assassiné à Vienne par les services iraniens.

« Le Kurdistan irakien a acquis graduellement les pouvoirs d'un État quasiment indépendant : il dispose désormais de son gouvernement, de son Parlement, de son administration, de son armée »

Aujourd'hui, les Kurdes incarnent la lutte contre Daech. Comment en est-on arrivé là ?

En deux étapes : la première est le 19 juillet 2012. La veille, Damas a été touché par un attentat qui décapite le pouvoir, faisant davantage entrer la Syrie dans la guerre civile. Le régime se retire des régions kurdes : il n'a plus les moyens de défendre l'ensemble du territoire. En autorisant le PYD (Parti de l'unité démocratique, kurde), qui est un « parti frère » du PKK, à prendre le contrôle de cette zone, il veut aussi « punir » la Turquie qui a soutenu l'opposition armée syrienne. Une nouvelle entité autonome kurde se développe ainsi au nord du pays, dominée par ce parti et sa branche armée, les YPG (Unités de protection du peuple).

Mais l'année décisive est bien sûr 2014 : proclamation du califat par Daech en juin ; massacre des Kurdes yézidis (et des chrétiens) de la ville de Sinjar en août ; enfin, bataille de Kobané. Du 13 septembre 2014 au 14 juin 2015, les Kurdes des YPG y luttent contre les forces djihadistes de Daech (soutenues en sous-main par la Turquie qui les laisse traverser la frontière), et l'emportent finalement. Dans la communauté internationale, les Kurdes apparaissent dès lors comme le fer de lance du combat contre Daech, qu'il s'agisse des YPG en Syrie ou des peshmergas en Irak. Sans les Kurdes, Daech aurait pu s'établir sur un territoire continu tout au long de la frontière turque.

Pour les Kurdes, c'est un bouleversement total : l'ennemi, ce n'est plus un État, ce n'est plus ni Bagdad ni Damas, mais une puissance qu'on ne connaît pas, qui n'a pas de frontières. A partir de cette date, le mouvement kurde se remilitarise. D'autant qu'en Turquie aussi, à l'été 2015, le pouvoir reprend la lutte contre les combattants kurdes.

Où en est la question kurde en Turquie aujourd'hui ?

En 2015, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan a rompu le processus de paix entamé deux ▶▶▶

▸▸▸ ans plus tôt avec le PKK. Au nom, toujours, de la défense de la « turcité » et dans une logique nationaliste ; c'est aussi le résultat du raidissement du président. Le pays manifeste en fait, par là, la fragilité de son identité. Les discours de ses dirigeants expriment la peur que ce soit la Turquie tout entière qui disparaisse avec la perte des régions kurdes. Précisons que la Turquie n'a aucun intérêt économique dans cette région, très pauvre. En 2015-2016, les villes kurdes de l'Est anatolien (autour de Diyarbakir), où le HDP recueillait 80-90 % des voix, ont été massivement détruites. Aux yeux d'Ankara, les Européens, en venant en aide aux Kurdes, chercheraient à désintégrer le pays, comme ils auraient eu pour principal objectif, pendant la Première Guerre mondiale, de dépecer l'Empire ottoman.

Profitant de son engagement contre les djihadistes en Syrie, la Turquie bombarde les régions kurdes de Syrie. Dans le même temps, cependant, elle entretient des liens avec le Kurdistan irakien, tant que celui-ci ne se rapproche pas du PKK.

Quelle est la position géopolitique des Kurdes à l'heure actuelle ?

Elle varie selon les mouvements et les pays. Il existe deux acteurs majeurs aujourd'hui : le Kurdistan irakien dirigé par Massoud Barzani et le PKK. Le premier est plus pluraliste que le second. Il cherche à négocier avec la Turquie, d'où des conflits avec le PKK, qui ont, jusqu'à maintenant, été régulés sans violence. Le PKK, quant à lui, s'appuie sur ses partis frères en Syrie (PYD) et en Iran (PJAK, Parti pour une vie libre au Kurdistan) ; il prône la démocratie directe, l'autonomie plutôt qu'un État indépendant.

Comment voyez-vous l'avenir des Kurdes ? Un Kurdistan unifié et indépendant est-il envisageable ?

Il y a trente ans, dans les années 1980, personne n'était sûr que les Kurdes survivraient comme communauté. Aujourd'hui, on constate un « empowerment », une montée en puissance de cette société. Nul ne conteste par exemple l'existence et la légitimité du Kurdistan irakien, soutenu notamment par les États-Unis, l'Europe, voire la Russie et la Chine. Reste que cette entité est la proie de conflits internes (ainsi sur l'attitude à adopter à l'égard de la Turquie) et de pressions externes (de la Turquie ou de l'Iran).

La situation de l'ensemble des Kurdes demeure incertaine, « sur la brèche ». Il est impossible de prévoir l'avenir. Le seul pays solide est

À SAVOIR

Soleil



Le drapeau du Kurdistan irakien autonome est le même que celui conçu dans l'entre-deux-guerres au sein des mouvements indépendantistes. Il reprend les couleurs du drapeau iranien, auxquelles s'ajoute un soleil.

TURQUIE
Van
Diyarbakir
2015 Kurdistan irakien
août 2016 Jarablus
Afrin
Kobané
Sinjar
Hassetché
Erbil
Alep
Mossoul
Kirkouk
Souleimaniye
Raqqa
Deir ez-Zor
SYRIE
Euphrate
Tigre
mars 1988 Halabja
IRAK
IRAN
Damas
Bagdad
Ramadi
200 km
Légendes Cartographie

Territoire à majorité kurde
Kurdistan irakien (GRK)
Zone contrôlée par le PYD (« Rojava »)
Zone d'influence :
PKK (en Turquie)
Partis kurdes iraniens
Massacre contre les Kurdes
Bombardement turc contre les Kurdes
Attentat du PKK (2016)
IRAN Allié du Kurdistan irakien
Territoire contrôlé par Daech (10 oct. 2016)
Victoire contre Daech
Territoire repris par les peshmergas
Front (10 oct. 2016)
Bataille de Mossoul annoncée (octobre 2016)

Kurdistan irakien : la base

Si les frontières qui traversent le territoire kurde sont poreuses, chaque pays possède son organisation politique ou armée propre : le PKK en Turquie et ses deux partis frères, PJAK en Iran, PYD en Syrie (avec sa branche armée, les YPG) ; les peshmergas, forces armées du Kurdistan irakien autonome. Ces derniers ont progressivement gagné du terrain contre Daech et se rapprochent de Mossoul.



Mixité Enfants en uniforme dans la cour d'une école à Topzawa, au Kurdistan irakien en 2009.

OLIVIER GOUJON/ANDIA

aujourd'hui l'Iran, mais cet équilibre est peut-être trompeur. L'Irak est fragmenté, avec un État central qui n'est ni tout à fait État ni, encore moins, « central ». La Turquie est un bateau ivre qui vit une « désinstitutionnalisation » (les institutions sont vidées de leur fonction), où toute légitimité est transférée à Recep Tayyip Erdogan – un président tout-puissant qui lui-même a peur. La Syrie est en totale décomposition, et la guerre y change constamment de visage.

« Il y a trente ans, personne n'était sûr que les Kurdes survivraient comme communauté. Aujourd'hui, on constate son "empowerment", sa montée en puissance »

Il faut absolument conforter les entités kurdes irakienne et syrienne, pôles de stabilité dans une région très instable. Rappelons que, si Daech a si bien réussi, c'est qu'il s'imposait dans des sociétés de plus en plus atomisées et désintégrées : en Syrie, en 2013, on comptait 1 300 milices !

Tous les scénarios sont possibles dans le futur. Le plus sombre : les tensions entre l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite s'accentuant, la totalité du Moyen-Orient pourrait s'embraser. Le plus optimiste : si la Turquie se pacifie, si elle entame à nouveau un processus de paix avec les Kurdes, leur situation en Turquie et en Syrie se stabiliserait ; plus avant encore, on peut rêver à l'émergence d'une fédération du Kurdistan, pluraliste, qui ne chercherait pas à gommer les différences, considérables, entre les Kurdes, quitte, aussi, à préserver les frontières actuelles, mais des frontières fluides. Le Kurdistan, nouvelle Suisse du Moyen-Orient ? On en est encore loin.

(Propos recueillis par L'Histoire.*)*

POUR EN SAVOIR PLUS

Ouvrages généraux

D. R. Bajalan, S. Z. Karimi (dir.), *Studies in Kurdish History,* Abingdon, Routledge, 2015.

H. Bozarslan, *Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient,* Autrement, 2009 ; *Histoire de la Turquie, de l'empire à nos jours,* Tallandier, 2015.

F. Georgeon, N. Vatin, G. Veinstein (dir.), *Dictionnaire de l'Empire ottoman,* Fayard, 2015.

S. Jmor, *L'Origine de la question kurde,* L'Harmattan, 1995.

C. Kutschera, *Le Défi kurde ou Le Rêve fou de l'indépendance,* Bayard, 1997.

A. Seida, *La Question kurde en Syrie,* L'Harmattan, 2005.

J. Tejel, *Syria's Kurds,* Abingdon, Routledge, 2008.

Moyen Age

A.-M. Eddé, *Saladin,* Flammarion, 2008.

B. James, « Saladin et les Kurdes. Perception d'un groupe au temps des croisades », *Études kurdes* n° 10, 2006 ; « Mamluk and Mongol Peripheral Politics. Asserting Sovereignty in the Middle East's "Kurdish Zone", 1260-1330 », B. De Nicola, C. Melville (dir.), *The Mongols' Middle East,* Leyde, Brill, 2016.

J. Loiseau, *Les Mamelouks, XIIIe-XVIe siècle,* Seuil, 2014.

G. Martinez-Gros, *Ibn Khaldun et les sept vies de l'Islam,* Arles, Actes Sud-Sindbad, 2006.

Naissance du nationalisme

W. Eagleton, *La République kurde,* Bruxelles, Complexe, 1991.

H.-L. Kieser, « Réformes ottomanes et cohabitation entre chrétiens et Kurdes, 1839-1915 », *Études rurales* n° 186, 2010, pp. 43-60.

J. Tejel, *Le Mouvement kurde de Turquie en exil. Continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban, 1925-1946,* Berne, Peter Lang, 2007.

A. Vali (dir.), *Essays on the Origins of Kurdish Nationalism,* Costa Mesa, Mazda Publishers, 2003.

Les Kurdes aujourd'hui

O. Bengio (dir.), *Kurdish Awakening. Nation Building in a Fragmented Homeland,* Austin, University of Texas Press, 2014.

G. Chaliand, S. Mousset, *La Question kurde à l'heure de Daech,* Seuil, 2015.

C. Gunes, W. Zeydanlioglu, *The Kurdish Question in Turkey,* Abingdon, Routledge, 2013.

M. M. Gunter, M. M. A. Ahmed (dir.), *The Kurdish Spring. Geopolitical Changes and the Kurds,* Costa Mesa, Mazda Publishers, 2013.

D. Romano, M. Gurses (dir.), *Conflict, Democratization, and the Kurds in the Middle East,* Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014.

J. Tejel, *La Question kurde. Passé et présent,* L'Harmattan, 2014.

Retrouvez **Jordi Tejel** le 28 octobre à 9 h 05 dans « La Fabrique de l'histoire », l'émission d'Emmanuel Laurentin sur France Culture, lors de la séquence « La Fabrique mondiale de l'histoire ». En partenariat avec *L'Histoire*.

L'Atelier des
CHERCHEURS

L'Afrique, capitale de la France Libre

Plus que sur Londres, plus que sur la Résistance en France, c'est sur les colonies d'Afrique centrale qu'a reposé entre 1940 et 1943 la légitimité politique, militaire et juridique de la France Libre. Un vaste territoire qui a procuré à de Gaulle combattants, matières premières et bases militaires.

Par Éric Jennings



L'AUTEUR
Professeur à l'université de Toronto, Éric Jennings a notamment publié **La France Libre fut africaine** *(Perrin-ministère de la Défense, 2014) et* **Illusions d'empires. La propagande coloniale et anticoloniale à l'affiche** *(Les Échappés, 2016).*

Une visite à Brazzaville aujourd'hui révèle bien peu d'indices attestant du rôle de capitale de la France Libre que remplit cette cité sur le fleuve Congo de 1940 à 1943 : quelques bustes du général de Gaulle et du gouverneur Félix Éboué, ainsi que des croix de Lorraine ornant le grillage de l'ambassade de France. L'épisode ne semble guère plus présent dans les esprits. Pourtant, sans l'Afrique-Équatoriale française (AEF), le Cameroun et les petits îlots coloniaux du Pacifique et de l'Inde, le Général aurait dirigé un mouvement et non un gouvernement ; il aurait mené des volontaires et non des recrues et des sujets payant l'impôt. Ces zones, couvrant environ 3 millions de km² (soit à peu près six fois la taille de la France métropolitaine) et fortes de plus de 6 millions d'habitants, se sont lancées dès la fin août 1940 dans l'effort de guerre allié, apportant soldats, ressources naturelles et base stratégique à la France Libre, alors que le mouvement était encore fragile.

En 1940, l'AEF et le Cameroun sont à contre-courant. Au cours de l'été 1940, de Gaulle, qui espère continuer la lutte depuis le Maghreb, multiplie les efforts pour rallier des colonies. Mais leurs dirigeants décident de demeurer fidèles au maréchal Pétain. Leur choix fait tache d'huile : depuis Hanoï jusqu'à Saint-Denis de la Réunion, Tananarive, Dakar, Beyrouth, Abidjan, Rabat, Tunis, Fort-de-France et Cayenne, les gouverneurs et les résidents se rangent derrière le régime qui prend forme à Vichy.

L'AEF balaie Vichy

Les options se révèlent plus complexes dans les minuscules territoires français de l'Inde, du Pacifique et au Cameroun, où la proximité avec les Britanniques pèse. Fin juillet 1940, alors qu'un représentant britannique s'apprête à servir de l'eau de Vichy au commissaire de la République française au Cameroun, Richard Brunot, celui-ci professe soudain son admiration pour le général de Gaulle. Les Britanniques balaient la bouteille pour sortir le champagne. L'incident, véridique, semble tout droit sorti du film *Casablanca* de Michael Curtiz (1942). Toutefois, le champagne a été sabré trop tôt : comme beaucoup d'autres, Brunot tergiverse. Finalement, c'est le directeur

DR



des Travaux publics Roger Mauclère qui prend le relais pour exiger le ralliement du Cameroun au général de Gaulle. Ailleurs, des élites africaines se saisissent de cette initiative. Ainsi, à Brazzaville, Amadou Diop signale aux autorités le souhait de toute la communauté ouest-africaine de la capitale de continuer le combat contre l'Allemagne.

Les autorités de Vichy sont finalement renversées en AEF et au Cameroun entre le 26 et le 28 août 1940 par une action combinée de l'intérieur (Félix Éboué au Tchad) et de l'extérieur (Leclerc, Edgard de Larminat, André Parant, Claude Hettier de Boislambert, tous dépêchés par de Gaulle). A Brazzaville, ce sont les troupes africaines sur place qui assurent l'arrestation et le refoulement vers le Congo belge du gouverneur pétainiste Paul Louis Husson. Autoproclamé colonel, Leclerc annonce à Yaoundé *« l'indépendance »* du Cameroun.

Les basculements s'effectuent dans la confusion et parfois dans la douleur. Certains administrateurs et militaires font de la résistance à la Résistance. En Oubangui-Chari, actuelle République centrafricaine, le changement de régime se révèle laborieux. Au Gabon, c'est la guerre civile. Le sort des irréductibles vichystes d'AEF et du Cameroun (dont l'évêque ▶▶▶

Cœur battant des FFL

Ci-dessus : jeunes Camerounais défilant en 1941 sous la bannière des FFL dont l'emblème est la croix de Lorraine (photographie de George Rodger). Ci-contre : le général de Gaulle et le gouverneur général de l'AEF Félix Éboué, au Tchad, en 1943.

GEORGE RODGER/MAGNUM - EVERETT/RUE DES ARCHIVES

Décryptage

Contrairement à une image répandue, la phase initiale de la résistance au régime de Vichy ne fut pas seulement menée depuis Londres. Dès le mois d'août 1940, les bastions gaullistes de la première heure se situaient en Afrique-Équatoriale française et au Cameroun. L'historien franco-canadien Éric Jennings le démontre grâce à une recherche menée dans des archives (souvent inédites) qui l'a conduit à Nantes, Brazzaville, Yaoundé, Aix-en-Provence, Dakar ou encore Oxford. Il relate un épisode peu connu qui incite à repenser depuis l'Afrique l'un des pans les plus fameux de l'histoire de France.

DATES CLÉS

Cinq ans de combats

1940, juin
Le 18, le général de Gaulle lance un appel à la résistance sur la BBC. Le 22, l'armistice franco-allemand est signé par le maréchal Pétain. Le 26, les FFL sont créées par les volontaires qui rejoignent le Général à Londres ; elles sont rejointes par des troupes levées dans les territoires ralliés à la France Libre. De Gaulle est reconnu chef des Français Libres par le gouvernement britannique le 28.

26-28 août
Ralliement de l'AEF (Tchad, Oubangui-Chari, Gabon et Moyen-Congo) et du Cameroun à la France Libre. Le Gabon fera volte-face, mais restera dans le camp français libre à l'issue d'une guerre civile.

23-25 septembre
Échec du ralliement entrepris par des navires britanniques et français libres devant Dakar. L'AOF demeure dans le camp de Vichy.

27 octobre
Création à Brazzaville (Congo) du Conseil de défense de l'empire. La ville devient la capitale de la France Libre.

13 décembre
Diffusion de la première émission de Radio Brazzaville, porte-parole de la France Libre.

1942, 27 mai-11 juin
Bataille de Bir Hakeim en Libye contre les Afrikakorps commandées par Erwin Rommel. Les forces alliées sont constituées en partie de Français Libres recrutés en Oubangui-Chari, du bataillon du Pacifique, de républicains espagnols et de Juifs allemands de la légion étrangère.

8 novembre
Opération Torch : débarquement allié en Afrique du Nord.

1943, 30 mai
La capitale de la France Libre migre de Brazzaville à Alger.

23 juin
Départ du gouverneur Boisson de Dakar. L'AOF bascule dans le camp du général de Gaulle.

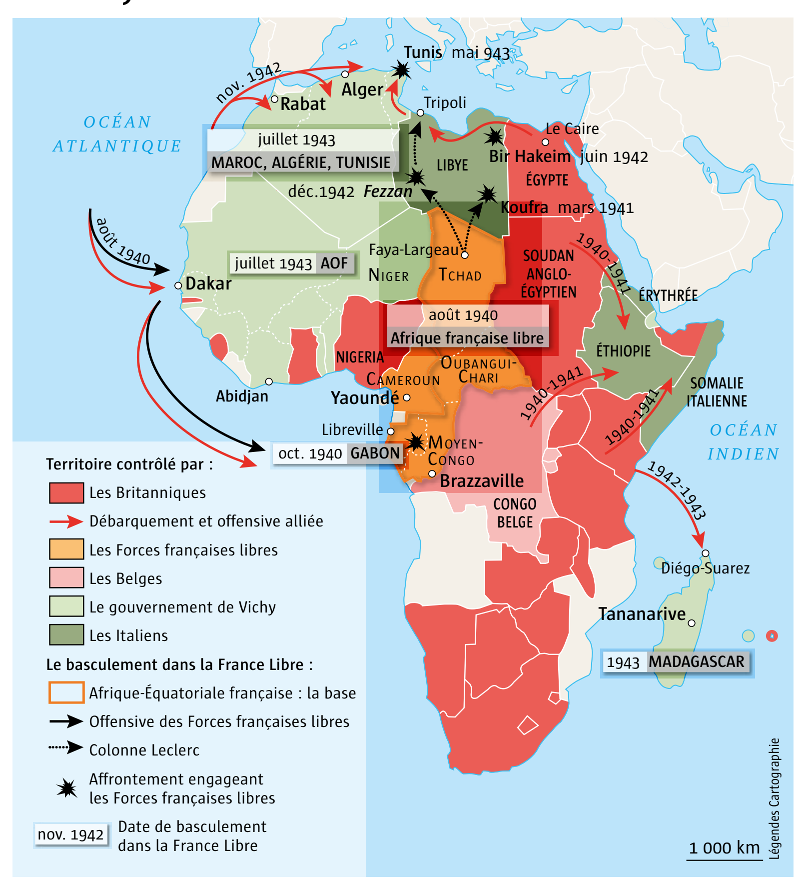
Juillet
Les FFL fusionnent avec l'armée d'Afrique du Nord. Beaucoup d'unités françaises libres de la première heure sont refondues, d'autres « blanchies ».

1944, 15 août
260 000 hommes de l'armée d'Afrique débarquent en Provence sous les ordres du général de Lattre de Tassigny.

Octobre
Dans les Vosges, « blanchiment » du BM 4, largement camerounais. Ses combattants africains sont remplacés par des FFI « bleus ».

1945, avril
Alors que la France se reconstruit, le BM 2, issu d'Oubangui-Chari, se lance à l'assaut de la poche allemande de Royan et de la pointe de Grave.

L'AEF, base de la France Libre



Dès l'été 1940, l'Empire français est divisé : des limites entre territoires, à l'exemple du Tchad et Niger, deviennent des fronts de guerre. L'influence du Royaume-Uni s'étend à partir de 1941. Des colonies se retrouvent sans métropole, comme le Congo belge qui soutient les Alliés.

MOTS CLÉS

AEF
Afrique-Équatoriale française, ensemble de colonies formé à partir de 1910 du Gabon, du Tchad, de l'Oubangui-Chari et du Moyen-Congo.

AOF
Afrique occidentale française, ensemble de colonies composé depuis 1904 du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, de la Haute-Volta, du Dahomey, du Soudan et du Niger.

▸▸▸ Louis Tardy) demeure longtemps une plaie ouverte et un objet de propagande vichyste.

Les inquiétudes de ceux qui se rallient dépassent la question des pétainistes. Une fois le ralliement effectué, il faut trouver des débouchés pour les produits coloniaux : bois, coton, cire, huile de palme. Le commissaire aux Colonies René Pleven y travaille d'arrache-pied depuis Londres. Les marchés d'avant-guerre sont désormais interdits. Les Britanniques signent des accords commerciaux pour désenclaver les territoires coloniaux de la France Libre. L'Afrique française libre (AFL) s'intègre pendant quatre ans dans la sphère coloniale britannique, conjuguant ses efforts à ceux du Congo belge, du Soudan et du Nigeria britanniques, tous voisins.

Autre défi de taille : expliquer le gaullisme aux populations locales. Certains dans l'administration se désolent d'avoir étalé un conflit franco-français devant les « indigènes ». Malgré de nombreuses difficultés, Radio Brazzaville s'évertue à livrer un message gaulliste sans fard : le Général peut dire sur ses ondes ce qu'il ne peut pas se

permettre à la BBC, notamment en cas de conflit (fréquent) avec Churchill.

L'effort de l'AEF et du Cameroun est considérable, surtout à l'échelle du mouvement français libre. Entre 1940 et 1942, le seul Cameroun fournit 6 427 hommes aux Forces françaises libres (FFL). Pour toute l'AEF, le chiffre s'élève à 17 013 combattants entre 1940 et 1944[1]. Le cliché du Français Libre de 1940 est donc à revoir : s'il ne faut pas perdre de vue le marin venu de l'île de Sein, il convient de ne pas négliger le fantassin issu du Tchad ou de l'Oubangui-Chari, même si ce dernier a parfois été recruté contre son gré, ou du moins sans pleine connaissance de cause.

Recrutements pas si volontaires

Les recruteurs français libres sillonnent les territoires africains. Ils fonctionnent selon un principe de quotas, recrutant chez des populations considérées comme spécialement aptes au combat. Ils somment souvent les chefs africains de leur apporter des recrues. Cette sous-traitance mène parfois à des actes de rébellion plus ou moins larvés. Par exemple, en 1942, les chefs gabonais du Woleu-Ntem remettent aux autorités des femmes au lieu d'hommes pour marquer leur agacement[2]. Ailleurs, on enregistre de multiples désertions dans les jours suivant l'incorporation, ce qui laisse supposer que l'acte d'engagement n'a pas été compris ou librement consenti. Certes, *a contrario*, de nombreux Africains s'engagent volontairement, et ceci pour des motifs variés : antinazisme, antiracisme, patriotisme, recherche d'un emploi ou d'une amélioration sociale.

Quant aux survivants parmi les forces noires impliquées dans la bataille de France de mai-juin 1940, soit ils sont restés prisonniers en Europe – gardés d'abord par les Allemands, puis par des Français de Vichy –, soit ils ont été démobilisés. Ils sont par conséquent hors combat, au moins jusqu'au basculement de l'Afrique-Occidentale française (AOF) dans le camp de la France combattante en 1943. L'image d'une France Libre aux rangs maghrébins et ouest-africains, véhiculée notamment par le film *Indigènes* de Rachid Bouchared (2006), correspond à la deuxième phase de la guerre, débutant en 1943.

Le front français libre est en fait plus africain que londonien. Les archives coloniales montrent comment des villages congolais entiers ont été sollicités pour faire des dons théoriquement volontaires pour l'achat de Spitfire (des avions de chasse monoplaces). En réalité, les administrateurs se servent de ces contributions comme d'un indicateur de fidélité. Infailliblement, dans leurs rapports, ils évoquent des populations donnant avec largesse. Femmes et hommes à Brazzaville s'affairent par ailleurs à équiper les bataillons de marche qui sont formés sur place dans le sillage des ralliements. L'AEF et le Cameroun remplissent en outre un rôle stratégique majeur : dès



A Yaoundé
La première rue portant le nom du général de Gaulle (initialement écrit avec un seul l) a été inaugurée au Cameroun en 1940 (panneau conservé au musée de l'Ordre de la Libération, Paris).

PARIS, MUSÉE DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION

CHIFFRES

En 1940, l'Afrique-Équatoriale française et le Cameroun couvrent près de 3 millions de km² et abritent plus de 6 millions d'habitants.
Entre 1940 et 1943, le seul Cameroun fournit 6 427 hommes aux FFL sur un total d'environ 60 000 hommes.
Entre 1940 et 1944, le chiffre s'élève à 17 013 combattants recrutés sur toute l'AFL.
De septembre 1940 à juillet 1943, plus de 25 000 avions alliés transitent par l'AEF.
En 1943-1944, l'Afrique continentale française (l'AEF, l'AOF et Madagascar) passe au 5e rang de la production mondiale de caoutchouc.
Entre 1939 et 1944, la production aurifère du Cameroun passe de 150 à 3 300 tonnes.

1940, Leclerc part du Tchad pour investir la Libye mussolinienne.

Combattre du désert aux Vosges

Le mouvement libérateur français libre part du sud vers le nord. Les bataillons de marche issus de l'AEF et du Cameroun traversent le Sahara pour mener bataille à Koufra, au Fezzan, à Bir Hakeim, et à Ksar Ghilane. Ils triomphent d'abord des troupes de Mussolini dans le désert libyen. Le Fezzan devient une toute première zone d'occupation française libre, tributaire de l'AEF. A Bir Hakeim, en mai-juin 1942, le général Erwin Rommel fait face au bataillon de marche n° 2, constitué de Français Libres recrutés en Oubangui-Chari. Ils se battent coude à coude avec des républicains espagnols et des Juifs allemands de la 13e demi-brigade de la légion étrangère. Ces hommes infligent un important revers aux troupes allemandes. Ils se retrouvent unis sous le signe de la croix de Lorraine du fait de leur diabolisation et stigmatisation par l'idéologie nazie (qui considère les Juifs ou les Africains comme des « sous-hommes »).

Les forces originaires de l'AEF et du Cameroun pèsent lourdement dans l'effort français libre jusqu'en juin 1943. C'est alors qu'intervient un premier « blanchiment » voulu entre autres par Leclerc, qui cherche à intégrer dans les rangs de la France combattante l'armée d'Afrique (les formations militaires stationnées en Afrique du Nord), jusque-là fidèle à Vichy. On assiste à des remaniements qui sont vécus comme de véritables déchirements. Prenons par exemple ce passage assez touchant du journal de marche de la compagnie antichars n° 5, issue de la Compagnie de découverte et de combat du Cameroun (CDCC) : *« Départ des 99 indigènes de la compagnie, versés à la 1re division française libre. C'est avec une certaine peine que les cadres anciens voient partir ceux qui formèrent le noyau de l'unité… Ces tirailleurs étaient tous très disciplinés, de très belle allure, et leur conduite au feu a montré qu'ils pouvaient honorablement figurer dans nos troupes* free french *de la première heure*[3]. »

Toutefois, certaines unités levées en AEF et au Cameroun évitent d'être écartées des zones de combat, parfois en bifurquant comme les Camerounais de la compagnie antichars n° 5 vers la 1re division française libre. Les bataillons de marche 4 et 5, tous deux en grande partie camerounais, sont ainsi dépêchés sur le front européen. Le soldat de 1re classe Dangsalla, né à Lokoro dans le nord du Cameroun en 1919, a été incorporé en décembre 1940. Intégré au bataillon de marche n° 5 en 1942, il se trouve en Italie dans le secteur situé entre Parme et Modène le 12 juin 1944. Son bataillon se heurte ce jour-là à une farouche contre-attaque allemande, mais parvient à tenir son piton ainsi que le plateau attenant. Le journal de marche de l'unité révèle que Dangsalla a *« contribué largement par son tir ajusté à enrayer l'infiltration ennemie par* ▶▶▶

DANS LE TEXTE

Les forçats de l'or gabonais

“C'est la mine. Des centaines de Noirs creusent la terre, la ramassent à la pelle et la jettent dans des petits wagonnets. De là, la terre précieuse est transportée vers une glissière. *[...]* Un dispositif primitif d'eau, comme un ruisseau, court à travers cette glissière et lave la terre. *[...]* De temps en temps, ils y trouvent des pépites ; on m'en montre une d'une grosseur d'un ongle de pouce. *[...]* La surveillance des Noirs est très sévère. Malgré qu'ils *[sic]* sont déjà entièrement à poil, un vague torchon autour des reins, en rentrant au village, ils sont entièrement fouillés. On leur ouvre la bouche, regarde dans les dents, sous la langue. Ils arrivent de temps en temps à faire disparaître quelques pépites, mais quand on les attrape ils sont battus presque à mort. *[...]* Ils travaillent de douze à quinze heures par jour. C'est un travail harassant. Les pelles de terre sont lourdes à jeter en hauteur jusqu'à la glissière, qui est plus haut que le lit de la rivière. L'or une fois lavé, ramassé, est trié par pépite, la poudre est soufflée, ramassée dans des caisses et transportée à Brazzaville. Le débit de la mine est considérable, ils ont une dizaine de chantiers au travail.”

Germaine Krull, photographe au Gabon, en 1943, manuscrit conservé au musée Folkwang à Essen (Allemagne), pp. 96-97.

▶▶▶ *les pentes nord de la cote 562* ». Sa citation, qui comporte la croix de guerre, précise qu'il a agi en « *tireur d'élite* » et qu'il a été tué « *d'une rafale de mitraillette tirée à bout portant* » alors qu'il secourait un camarade grièvement blessé. Son sacrifice est loin d'être isolé.

Le BM 5 et le BM 4 participent ensuite à la campagne de France. En septembre 1944, le BM 4 se heurte aux troupes SS dans le village de Lyoffans au cœur des Vosges. D'autres troupes provenant de l'AEF prennent part aux ultimes combats de nettoyage des poches de l'Atlantique en 1945.

Si le recrutement militaire bat son plein dans le nord de l'AEF et au Cameroun, la guerre des ressources se concentre dans le sud de la fédération et au Cameroun. Dans un premier temps, les dirigeants français libres regrettent d'avoir à se contenter de ce qu'ils dénomment « *la cendrillon de l'empire* ». Mais ils s'aperçoivent rapidement que ces régions recèlent des matières premières essentielles. Il convient de distinguer entre celles qu'ils se réservent pour leur propre trésorerie – l'or – et celles qui deviennent précieuses pour leurs alliés : le caoutchouc et le rutile[4].

De Gaulle avait initialement espéré pouvoir compter sur les réserves d'or entreposées à la Martinique et en Afrique-Occidentale française. La persistance des dirigeants de ces territoires à rester dans le camp de Vichy le prive de ces ressources. Or le chef de la France Libre souhaite maintenir son autonomie : l'accord financier conclu avec Churchill a beau renflouer les caisses, il n'en renforce pas moins l'image d'une France Libre tributaire de Londres. L'or du Gabon et du Congo, dont la moitié part directement dans les caisses françaises à Londres, lui donne une marge de manœuvre.

Mais ce métal précieux a un coût social. Les miniers ont recours à des méthodes brutales dans un secteur où l'exploitation est restée artisanale. Les ouvriers sont recrutés plus ou moins de force, battus, maltraités. Le gouverneur Félix Éboué s'en indigne et tente d'endiguer les pires dérapages, mais il peine à sévir contre les exploitants alors que l'or est devenu une arme de guerre.

Réserves de latex

Le caoutchouc remplit une tout autre fonction. Avec le déferlement japonais à travers l'Asie du Sud-Est, Britanniques, Américains et Russes sont confrontés à une pénurie de latex. Le caoutchouc artificiel se montre certes prometteur, mais ne peut encore être employé comme ersatz pour la confection de grands pneus militaires. Contrairement à l'Asie du Sud-Est, l'AEF est surtout connue pour son caoutchouc sauvage ; le Cameroun possède en revanche quelques plantations d'hévéas. Mais Félix Éboué et son administration redoutent la prolétarisation, et préfèrent donc privilégier la cueillette de latex sylvestre. A partir de 1942, l'AEF et le Cameroun se tournent vers l'extraction intensive du caoutchouc sauvage, dont l'exploitation avait été quasiment arrêtée quelques décennies plus tôt parce qu'elle engendrait une recrudescence de pathologies comme la maladie du sommeil et surtout qu'elle s'effectuait aux dépens de cultures vivrières. Le latex rapporte toutefois de plus en plus d'argent avec la flambée des cours. Les habitants du Moyen-Congo, de l'Oubangui-Chari et du Gabon participent de cette manière directement à l'effort de guerre, particulièrement entre 1942 et 1945.

La transaction en latex s'effectue dans des marchés mensuels prévus à cet effet. La foule dépose son caoutchouc avant de le faire peser. Les autorités françaises remettent une somme d'argent aux femmes, hommes et enfants ayant apporté la substance. Le caoutchouc part ensuite vers le Royaume-Uni, qui a des acheteurs sur place, et qui le redistribue notamment aux Américains et aux Soviétiques. L'administration a organisé des échoppes en bordure du marché, pour créer une demande capitaliste et inciter la production. Ces boutiques proposent des articles variés, obtenus par l'accord Lend-Lease, le programme mis en place le 11 mars 1941 par les États-Unis afin de fournir aux pays amis du matériel de guerre sans intervenir directement : marmites, tissus, etc. L'AEF et le Cameroun, qui ne figuraient pas au palmarès des producteurs mondiaux de caoutchouc avant guerre, se situent en 1943 au 7e rang des approvisionneurs en latex à la cause alliée.

Le 26 janvier 1945, Henri Laurentie, ancien bras droit de Félix Éboué à Brazzaville pendant la guerre, prononce un discours au palais de Chaillot. Il y affirme la nature unique du mouvement libérateur français libre venu d'Afrique centrale, soulignant avec emphase que la Rome antique n'avait pas été sauvée par ses lointaines

Notes

1. Les estimations des FFL restent incertaines. Jean-François Muracciole évoque une fourchette allant de 54 000 à 70 000 hommes en 1943 dans *Les Français Libres. L'autre Résistance,* Tallandier, 2009.

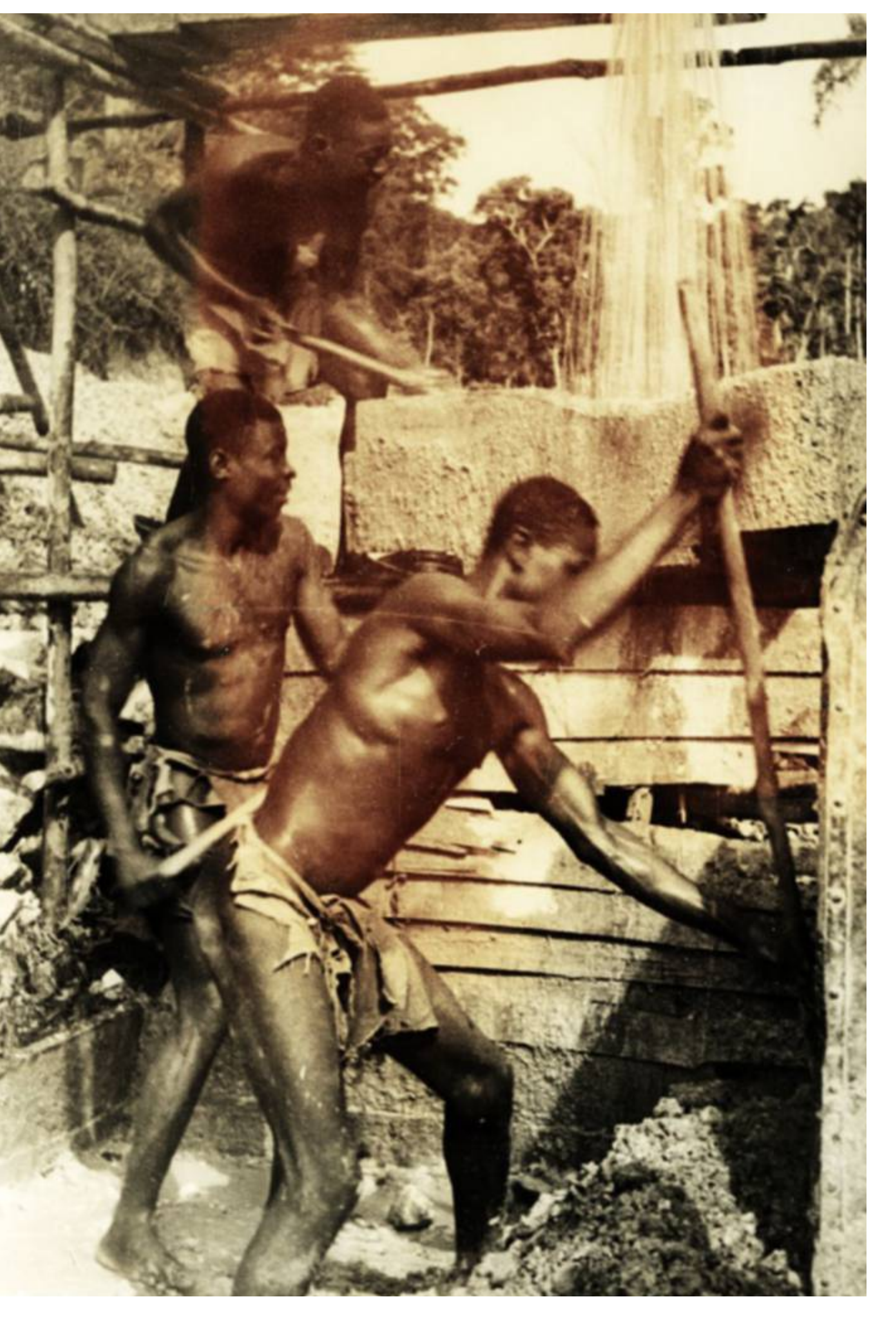
2. Cf. L. Modeste Nnang Ndong, *Le Gabon dans la Deuxième Guerre mondiale,* L'Harmattan, 2011, p. 67.

3. Chetom (Fréjus) 15H156, journal de marche, 13 septembre 1943.

4. Métal employé dans l'armement, recherché alors par les États-Unis.

provinces. Sans doute sous-estime-t-il la situation plus ou moins analogue d'autres puissances coloniales défaites en 1940. En effet, le Congo belge a contribué comme l'Afrique française libre à la guerre du caoutchouc et à une levée de troupes ; le pétrole des Antilles néerlandaises, convoité par le Reich, a finalement rempli les réservoirs alliés. Mais, sur le fond, l'observation reste pertinente. Bien avant la formation des maquis métropolitains, la flamme de la résistance a été allumée et maintenue en Afrique française libre.

Sur le plan symbolique et juridique, la négation de la légalité de Vichy passait par la légitimation du pouvoir gaulliste à Brazzaville. Sur le plan militaire, les premières victoires françaises libres, remportées depuis des bases au Tchad, ont rendu possible en 1943 ce qui avait semblé inimaginable auparavant : l'équipement de deux divisions FFL par les États-Unis et le Royaume-Uni. Sur le plan des ressources, la France Libre s'est appuyée sur l'or d'Afrique centrale. Son importance auprès de ses alliés a été rehaussée par son apport en caoutchouc africain à la cause commune. On peut reprendre le mot de Jacques Soustelle, ethnologue et commissaire à l'Information de la France Libre, qui s'insurgeait juste après la guerre contre le mythe d'une Résistance uniquement londonienne : « *La France Libre fut* [aussi !] *africaine.* » ■



Dans l'œil de Germaine Krull
La photographe ralliée à de Gaulle a pris plusieurs clichés des conditions de travail difficiles dans les mines d'or en Afrique française libre : on voit ici des travailleurs tamiser la terre dans une exploitation au Gabon en avril 1943.

POUR EN SAVOIR PLUS

J.-L. Crémieux-Brilhac, *La France Libre,* Gallimard, 1996.

É. Jennings, *La France Libre fut africaine,* Perrin-ministère de la Défense, 2014.

J.-F. Muracciole, *Les Français Libres. L'autre Résistance,* Tallandier, 2009.

L. M. Nnang Ndong, *L'Effort de guerre de l'Afrique. Le Gabon dans la Deuxième Guerre mondiale, 1939-1947,* L'Harmattan, 2011.

R. Onana, *Un homme blindé à Bir Hakeim, récit d'un sous-officier camerounais qui a fait la guerre de 39-45,* L'Harmattan, 1996.

Razzias et rançons en Méditerranée

Aux XVIe et XVIIe siècles, sévissent en Méditerranée de nombreux corsaires. Toute une littérature, à commencer par Don Quichotte*, décrit la férocité des pirates barbaresques et l'état misérable des captifs chrétiens. Des lieux communs bien loin de la réalité.*

Par Guillaume Calafat et Wolfgang Kaiser

Il y a quatre cents ans mourait Miguel de Cervantes Saavedra. La vie de l'auteur du *Quichotte* est un véritable roman : en 1571, le jeune soldat est présent lors de la bataille navale de Lépante, opposant la flotte du sultan ottoman à une flotte chrétienne, où il est blessé et perd l'usage de sa main gauche. Quatre ans plus tard, lors du trajet qui le ramène de Naples en Espagne, son navire est attaqué par le célèbre corsaire d'Alger, d'origine albanaise, Mami Arnawt. Capturé, « le manchot de Lépante » est amené à Alger, province ottomane d'Afrique du Nord, où il reste prisonnier pendant cinq ans, non sans tenter de s'évader à plusieurs reprises. En échange de la libération de ce soldat impétueux et indiscipliné, ses maîtres successifs réclament aux ordres religieux rédempteurs spécialisés dans le rachat des captifs une somme considérable – près de 500 piastres. Finalement racheté par les frères trinitaires en 1580, Cervantès tire de cet épisode plusieurs récits, dont trois chapitres du *Quichotte* entièrement consacrés à l'histoire enchâssée d'un captif tombé aux mains de ceux que les Européens appellent, depuis le XIVe siècle, les « Barbaresques ». Le captif décrit au « célèbre hidalgo » les mauvais traitements que Hassan Veneziano, pacha d'Alger de 1577 à 1580 et maître de Cervantès, fait subir aux prisonniers. Ce passage est l'occasion pour l'auteur d'insérer dans son roman un paragraphe autobiographique, dans lequel il revient explicitement sur sa hardiesse.

Ce va-et-vient fréquent entre expérience de la captivité et mise en récit fictionnel forge, durant l'époque moderne, une image ambiguë de la détention et de la servitude en Afrique du Nord. Les récits littéraires de captifs relatent fréquemment des lieux communs sur les bons et les mauvais maîtres, voire des *topoï* pittoresques sur le Maghreb et les amours locales (le *Quichotte* n'en est pas exempt).

« Les cruels Barbaresques »

Les scènes de capture en mer sont également des passages obligés et attendus par le lectorat de l'époque. Ainsi, avant de faire naufrage au large de l'Amérique du Sud, le Robinson Crusoé du roman de Daniel Defoe (1719) est d'abord capturé par des corsaires marocains de Salé – un premier avertissement sur les dangers de la mer et de la navigation que n'écoute d'ailleurs pas le jeune marin écossais. Dans un autre registre, les relations de voyage en Afrique du

Décryptage

Le commerce des captifs en Méditerranée est un phénomène endémique pendant toute la période moderne. Loin des clichés misérabilistes véhiculés par la littérature, Guillaume Calafat et Wolfgang Kaiser démontrent son caractère lucratif, mettant au jour toute une gamme d'intermédiaires spécialisés dans les échanges et le rachat. Contrairement aux idées reçues, l'intense activité liée aux razzias et au paiement des rançons a contribué aux relations commerciales entre les provinces ottomanes d'Afrique du Nord et les États d'Europe occidentale.

LES AUTEURS



Maître de conférences à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, ***Guillaume Calafat*** *prépare actuellement un livre sur les juridictions et les souverainetés maritimes dans la Méditerranée du XVIIe siècle.*



Professeur à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, ***Wolfgang Kaiser*** *a notamment dirigé* Le Commerce des captifs *(École française de Rome, 2008).*



Feu sur Alger
Cette gravure de 1688 représente l'attaque d'Alger par la marine de Louis XIV. La marine française bombarde les provinces ottomanes d'Alger en 1682, 1683 et 1688 et de Tripoli en 1683 et 1685 pour imposer la protection des navires français en Méditerranée.

Nord soulignent généralement l'état misérable des captifs chrétiens. Elles prennent souvent appui sur des textes rédigés par les rédempteurs de captifs issus des ordres mercédaire et trinitaire, qui mettent essentiellement l'accent, à l'instar de l'*Histoire de Barbarie et de ses corsaires* du père Pierre Dan (1637), sur la dureté et la cruauté des maîtres musulmans.

Une historiographie peu scrupuleuse a eu tendance à lire ces différentes œuvres sans distance critique, alors même qu'elles sont bien souvent destinées à apitoyer les lecteurs et à lever des fonds pour le rachat des captifs. Aussi, jusqu'au XIXe siècle au moins, les images du « Turc » cruel et du « pirate barbaresque » ont-elles alimenté l'imaginaire européen et la littérature, laissant croire que l'esclavage et la captivité en Méditerranée étaient le seul fait des « pirates musulmans ».

L'idée est doublement fausse : en premier lieu, parce que nous n'avons pas affaire à des « pirates », mais bien à des « corsaires », qui obéissent à un certain nombre de règles et de conventions précisées au fil de l'époque moderne, telles que l'identification des marchandises et des personnes, la reconnaissance de la provenance du navire, ou encore la définition des espaces légaux de la capture en mer… En second lieu, parce que les États européens participent pleinement, eux aussi, à une « guerre de course » – qu'en Méditerranée on appelle couramment le *corso* – visant à la capture du butin humain : les corsaires de Malte, de Livourne (en Toscane), de Majorque, surtout après la bataille de Lépante et jusqu'aux premières décennies du XVIIIe siècle, chassent les embarcations de capitaines musulmans ou grecs, qu'ils revendent, échangent ou réduisent violemment en esclavage de la même façon.

Esclavage ou échange

Récemment encore, l'historien américain Robert Davis n'a pourtant pas hésité à faire un parallèle entre l'histoire de la traite des Noirs atlantique et l'esclavage des « chrétiens » ou des « Blancs » en Méditerranée[1]. S'il ne s'agit bien évidemment pas de sous-estimer la violence et les tragédies humaines liées au *corso*, à la captivité et à l'esclavage en Méditerranée, les conditions de la servitude en Afrique du Nord sont proprement incomparables avec ce qui se produit dans ▸▸▸

DANS LE TEXTE

Le courage de Saavedra-Cervantès

“Seul un soldat espagnol, un certain Saavedra, réussit à s'en tirer, bien qu'il eût fait, pour recouvrer la liberté, des choses dont les Turcs conserveront longtemps le souvenir. Jamais Hassan ne le fouetta, ne le punit, ne lui adressa une mauvaise parole ; pour le moindre de ses actes, nous redoutions tous qu'il fût empalé, et lui-même s'y attendit plus d'une fois. Si j'en avais le loisir, je vous décrirais les prouesses de ce soldat ; il y aurait matière à vous distraire et à vous étonner beaucoup plus qu'avec mon histoire.”

Cervantès, *L'Ingénieux Hidalgo Don Quichotte de la Manche* (1605-1615), traduit de l'espagnol par Aline Schulman, Seuil, 1997, p. 451.

▶▶▶ l'Atlantique et aux Amériques. Le mot « captif » n'est ainsi pas synonyme d'« esclave » malgré l'apparente confusion rencontrée dans les sources modernes.

Après les razzias terrestres sur les littoraux méditerranéens ou la capture maritime, la première action, en Europe méridionale comme en Afrique du Nord, consiste justement à séparer les captifs de valeur (les captifs « de rachat » ou « d'échange ») des autres prisonniers moins fortunés, destinés à l'esclavage domestique, aux travaux publics, à l'artisanat ou à la chiourme des galères. Ce tri dépend généralement du statut social des personnes et de l'élasticité de la demande de rachat. En outre, certains esclaves et serviteurs peuvent connaître, en fonction de leurs compétences, de part et d'autre de la Méditerranée, des ascensions sociales fulgurantes, qui passent en général par la conversion à la confession locale.

La perspective d'un retour possible dans le pays d'origine, *via* le rachat ou l'échange, interdit également d'établir une équivalence entre les phénomènes méditerranéen et atlantique. Au XVIIe siècle, des engagés français aux Antilles estiment d'ailleurs leur condition bien pire que la captivité en Afrique du Nord : certains en viennent même à regretter ouvertement les « Barbaresques »[2] !

Au XVIe siècle, les raids sur les côtes de Méditerranée visent à capturer les populations locales, non pas pour les réduire en esclavage mais plutôt pour exiger des rançons payables immédiatement. En Andalousie, cette pratique était appelée *alafia*, un mot d'origine arabe signifiant « grâce » et « pardon » : on négocie directement le rachat sur des plages ou sur des barques avec les proches des otages ; cela diminue le nombre de transactions et permet de convertir directement le butin humain en monnaie ou en biens. Au Maghreb, dans l'enclave espagnole de Melilla (tragiquement célèbre de nos jours pour l'immense barrière élevée face aux migrants), se dresse toujours une *Torre de la alafia*. La menace endémique des razzias a ainsi laissé de nombreuses traces dans l'architecture et la toponymie méditerranéennes.

Les raids visent à capturer des individus pour des rançons : le rachat peut-être négocié sur des plages ou sur des barques avec les proches des otages

Les codes de la rançon

La rançon des captifs et l'échange des prisonniers ne sont bien évidemment pas propres à la Méditerranée. Il s'agit de phénomènes anciens et inhérents à la logique guerrière. De la Grèce antique aux zones de contact entre Européens et peuples amérindiens, d'Al-Andalus jusqu'aux confins hongrois de l'Empire ottoman et des terres des Habsbourg, on observe en effet des pratiques analogues de rançonnement ou d'asservissement des populations ennemies, menés par

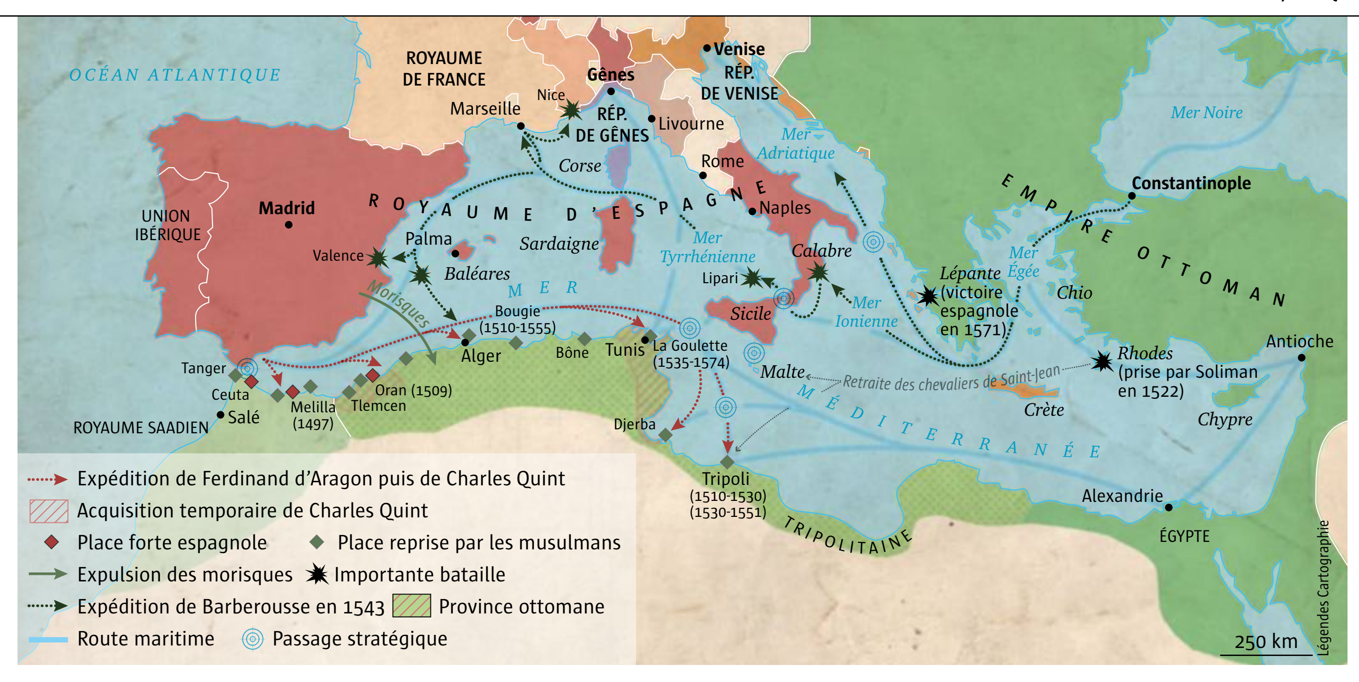


Les frères Barberousse
Redoutables marins, les frères Arudj et Khayr al-Din Barberousse fondèrent l'État d'Alger au XVIe siècle (gravure du Néerlandais Ignatius Lux, 1684).

MOTS CLÉS

Corsaire
Le mot désigne celui qui pratique la « course » soit, en droit maritime, la capture des vaisseaux marchands ennemis. Le phénomène a atteint son apogée entre la bataille de Lépante (1571) et le traité de paix d'Utrecht (1713). La guerre de course naît au Moyen Age de la pratique des représailles maritimes, mais ne se codifie qu'au XVe siècle, en se distinguant officiellement de la piraterie. Les États peuvent alors rédiger des « lettres de marque » à des corsaires ayant pour mission d'attaquer des navires marchands ennemis. En soutenant ceux qui mènent la guerre en Afrique du Nord et en les chargeant d'opérer des razzias sur les côtes et d'attaquer les navires d'Europe occidentale, les Ottomans font de la guerre de course un instrument de leur domination en Méditerranée au XVIe siècle.

Pirate
Un aventurier qui court les mers à la recherche de butin. A la différence du corsaire, il ne dispose pas de licence d'un pouvoir souverain, et est généralement considéré comme l'équivalent maritime du bandit de grand chemin.



XVI[e] siècle : l'expansion de l'Empire ottoman

La Méditerranée du XVI[e] siècle est une zone d'affrontement entre un Empire ottoman en expansion et une Europe chrétienne divisée. Les Ottomans s'emparent de Rhodes, Chio et Chypre et établissent des régences à Alger (1519), Tripoli (1551) ou Tunis (1574), à partir desquelles s'organisent des raids sur les côtes espagnoles. Au cours du règne de Soliman le Magnifique (1520-1566), les Balkans passent sous le contrôle de la Sublime Porte. Malgré la défaite de Lépante en 1571 face à une coalition d'États catholiques, l'Empire ottoman prend Chypre aux Vénitiens cette même année.

des entrepreneurs de la violence qui parviennent parfois à amasser, par le butin ou la rançon, des gains tout à fait substantiels.

Loin cependant de ne répondre qu'à une brutalité cupide et aléatoire, les modalités de la rançon et du pillage obéissent à des rituels et à des codes précis, qui mettent l'accent sur l'honneur et la réciprocité de traitement, ainsi que sur la reconnaissance du statut des prisonniers. Aussi ne faut-il pas envisager l'économie de la rançon sous le seul angle de la force et de l'hostilité. Nos recherches montrent, au contraire, que cette économie peut paradoxalement contribuer à nouer, voire à renforcer, des relations commerciales.

La Méditerranée occidentale des XVI[e] et XVII[e] siècles constitue précisément l'une de ces frontières mouvantes où le commerce des captifs engendre un secteur particulièrement profitable – un secteur qui ne disparaît véritablement qu'avec la pénétration coloniale européenne au Maghreb au XIX[e] siècle. En lien avec cette économie, on observe ainsi des usages communs à différents espaces politiques, religieux et normatifs, en l'occurrence l'institution de « caisses de rachat » destinées à lever efficacement des capitaux pour la rédemption des captifs : à Alger, un fonds spécial du *Waqf al-Haramayn* serait dévolu spécifiquement au rachat ; à Livourne, la « nation » juive instaure quant à elle, dès 1606, une *Cassa per il riscatto degli schiavi* (« Caisse pour le rachat des esclaves ») qui s'emploie à libérer les prisonniers issus de la communauté. En 1624, on fonde à Hambourg – en s'inspirant d'institutions établies à Gênes, Venise, Amsterdam et Lübeck – une sorte de mutuelle appelée *Sklavenkasse* (une caisse commune pour le rachat d'esclaves).

Ajoutées aux nombreuses confréries et aux ordres de rédemption, ces institutions publiques et ces œuvres pieuses s'appuient sur des intermédiaires spécialisés qui ont des correspondants sur les deux rives de la Méditerranée et jouissent d'un important crédit, social et économique. Ces derniers gagnent (parfois très bien) leur vie en négociant la libération des captifs musulmans, chrétiens ou juifs, en permettant l'acheminement du numéraire nécessaire à ces opérations, ou encore en assurant les transactions financières. Au tournant des XVI[e] et XVII[e] siècles, des réseaux de marchands et de marins corses (pour certains convertis à l'islam tout en maintenant leurs attaches familiales) sont présents à Alger, Tunis, Livourne, Gênes et Marseille et ils investissent conjointement dans le *corso* et dans l'économie de la rançon. De la même façon, le consul néerlandais à Alger dans les années 1610-1620, Wijnant de Keyser, spécule sur le rachat des captifs et sur le recel des prises corsaires – qu'il revend en Europe grâce son frère, établi dans le port franc de Livourne. A partir des années 1640 surtout, des familles séfarades de Livourne, Tunis et Alger servent également d'intermédiaires pour les opérations de rachat de captifs. La fiabilité des intermédiaires est éprouvée à chaque étape du rachat et, dans la durée, par la succession des opérations réussies.

Dans un contexte où la méfiance prédomine, l'enchevêtrement des affaires simultanément

MOT CLÉ

Captif

Emprunté au latin *captivus*, « prendre », le terme qualifie le prisonnier de guerre susceptible d'être rançonné ou, dans une guerre juste, d'être vendu en esclavage. Cette différenciation se reflète dans les pratiques en Méditerranée à l'époque moderne. Les captifs « de rachat » ou « d'échange », les plus fortunés, gardés pour les rançons, sont séparés des autres, destinés à l'esclavage domestique ou public.

Le commerce des captifs, très réglementé, permet de contourner les interdictions d'échanger avec les « infidèles », qu'ils soient musulmans ou chrétiens

▶▶▶ traitées par les marchands est un autre moyen de garantir l'achèvement des transactions. Se mettent donc en place, en Méditerranée occidentale, des systèmes de crédit qui visent à diminuer les risques inhérents aux transferts d'argent et sécuriser le paiement des rançons et la remise des prisonniers. De part et d'autre de la « mer intérieure », on scelle ainsi des contrats de rachat aux formats sensiblement analogues devant les notaires provençaux ou italiens, devant les consuls européens ou les cadis en Afrique du Nord, afin d'assurer le paiement de la rançon ou son remboursement.

Ce commerce n'est certes pas sans risque. Des situations de violence ou d'abus sont toujours possibles de la part des maîtres ou des populations locales : en mars 1620, à Marseille, 45 « Turcs » (surtout des Algériens et des Tunisiens) présents dans la ville sont ainsi massacrés après que deux rescapés d'un équipage provençal ont rapporté la nouvelle des crimes commis au large de Fréjus par un corsaire d'Alger *(cf. ci-dessous)*.

Toutefois, le caractère commun de la captivité en Méditerranée – qui suppose toujours de potentielles représailles – de même que l'importance des sommes en jeu créent les conditions d'un relatif respect des contrats. En outre, l'économie de la rançon s'accompagne peu à peu de toute une série de mesures diplomatiques et juridiques visant progressivement à stabiliser les procédures de rachat : à partir du XVIIe siècle, les traités de paix et de commerce signés entre les provinces ottomanes d'Afrique du Nord (Alger, Tunis et Tripoli) et certains États d'Europe occidentale (la France, l'Angleterre et les Provinces-Unies) comprennent généralement des clauses particulières sur l'échange des captifs et sur d'éventuelles indemnités.

Un « lubrifiant du commerce »

Plus largement, le commerce des captifs offre la possibilité de contourner les interdictions de commercer avec les « infidèles », qu'ils soient musulmans ou chrétiens. Théoriquement en guerre latente avec l'Empire ottoman, la Couronne espagnole n'octroie des licences aux marchands qui souhaitent faire du négoce en Afrique du Nord qu'à condition qu'ils s'engagent à libérer des esclaves chrétiens, c'est-à-dire dans des opérations de rachat. Cette économie de la rançon joue par conséquent un rôle fondamental dans la bonne marche des échanges commerciaux entre l'Afrique du Nord et l'Europe – un rôle que l'on

Notes

1. R. C. Davis, *Esclaves chrétiens, maîtres musulmans. L'esclavage blanc en Méditerranée, 1500-1800*, Actes Sud, 2007.

2. Cf. *Histoire générale des Antilles habitées par les François* (1667-1671) du père du Tertre (merci à Frédéric Régent pour cette référence).

1620 : le massacre des Turcs à Marseille

Marseille, 14 mars 1620. Il est environ 16 heures lorsque deux jeunes marins débarquent dans le port provençal et rapportent la nouvelle de la capture d'une embarcation marseillaise par un corsaire d'Alger. Le navire a été sabordé et, à part les deux messagers cachés dans la cale, ses 22 membres d'équipage ont été exécutés. L'émotion est vive dans les quartiers de Cavaillon, Corps de ville et Blanquerie. Des hommes armés accourent et mettent le siège devant deux maisons, à l'est du port, où se trouvent rassemblés près de 45 « Turcs » : des captifs et galériens d'Alger et de Tunis – destinés à être échangés –, deux envoyés diplomatiques d'Alger venus confirmer le récent accord de paix conclu en 1619 avec la France, quelques marins nord-africains qui attendent la réparation de leurs navires. La foule furieuse pénètre dans les demeures et massacre ses occupants, achevant les « Turcs » qui se jettent dans le port. Seuls quelques-uns parviennent à s'enfuir dans la campagne ou à se cacher. Le lendemain encore, les émeutiers cherchent les survivants pour les achever.



Le port Vue de Marseille, gravure, 1575.

Le parlement de Provence diligente une enquête qui condamne à mort des gens de basse condition. Craignant des représailles pour leurs vaisseaux et leurs marchands, les consuls de Marseille rejettent la faute sur une *« tourbe séditieuse »* et sur les équipages de navires étrangers présents dans le port. Le « massacre des Turcs » fait en effet voler en éclats les tentatives d'apaisement diplomatique et commercial menées entre la France et les provinces ottomanes d'Afrique du Nord à la fin des années 1610. Il traduit aussi l'hostilité d'une partie de la population marseillaise – dont certains membres de l'élite – à l'encontre du commerce avec les « Barbaresques », accusé de ne profiter qu'à un tout petit nombre de marchands enrichis par le rachat des captifs et le recel des butins corsaires.
G. C. et W. K.



Esclaves maures
L'esclave musulman est une figure familière des ports de l'Europe chrétienne : sur ce tableau d'Alessandro Magnasco (XVIIe siècle), des esclaves « turcs » et « maures » s'apprêtent à embarquer sur les galères amarrées dans le port de Gênes (Bordeaux, musée des Beaux-Arts).

assimile, avec l'historien espagnol Rafael Benitez, à un *« lubrifiant du commerce »*. A preuve, les capitaines de navires européens qui se rendent au Maghreb cherchent d'ordinaire à prendre à leur bord des captifs musulmans rachetés. Bien traités durant le voyage, ces derniers protègent en quelque sorte le navire et l'équipage en cas de rencontres fortuites avec des corsaires « barbaresques », de même qu'ils assurent à l'équipage un meilleur accueil dans les ports nord-africains.

Le respect des procédures et la réciprocité de traitement président au fragile maintien des relations commerciales entre l'Europe et les provinces ottomanes du Maghreb au XVIIe siècle. Les mesures de rétorsion prises en cas de fuite contribuent en effet au respect scrupuleux des rachats et au contrôle attentif de l'identification des personnes. Par exemple, en 1624, Pedro Corcia, chirurgien portugais captif à Alger, parvient à s'échapper à l'aide d'un couple de Corses qui le dissimulent dans une malle placée à bord d'un navire à destination de Livourne. Arrivé dans le port toscan, à la nuit tombée, le fugitif entreprend de sortir du bateau ; mais, pour atteindre le môle et retourner à terre, il faut nager, ce qu'il ne sait pas faire ! Corcia décide alors de retourner dans le bateau, quand il est surpris par des sentinelles. Le chirurgien portugais fournit plusieurs explications embrouillées aux gardes qui, à force d'interrogatoires, lui font reconnaître son évasion irrégulière. Le capitaine du navire où a été placée la malle – un Corse dénommé Bartolomeo Ambrogini – non seulement déclare ne pas être au courant de cette fuite, mais réclame de surcroît 1 000 piastres au captif portugais et à ses complices. Ambrogini souhaite poursuivre son commerce avec Alger et il demande le dédommagement du prix du rachat et de l'amende probable (« l'avanie ») que les autorités d'Alger et le maître floué pourraient certainement exiger de lui à son retour en Afrique du Nord.

On voit bien ici la tension entre la solidarité religieuse – qu'invoquent pour leur défense Corcia et ses amis – et les intérêts commerciaux d'un capitaine pour qui les bonnes relations avec Alger passent par le respect des règles élémentaires du commerce des captifs. S'il n'est jamais question dans cette affaire de renvoyer Corcia à Alger, d'autres fugitifs ont cependant moins de chance. A la fin du XVIIe siècle, un capitaine de Capbreton quitte Alger avec deux captifs génois évadés à son bord. Arrivé à Marseille, il est condamné pour cela à 1 500 livres d'amende, tandis que les deux passagers en fuite sont renvoyés à Alger pour un rachat en bonne et due forme.

Cet équilibre précaire des relations commerciales et diplomatiques entre l'Afrique du Nord ottomane et les États d'Europe occidentale invite à ne pas caricaturer – le plus souvent au prétexte de l'antagonisme religieux entre Chrétienté et Islam, voire au nom d'une incommensurabilité culturelle supposée – les rapports hostiles dans la Méditerranée de l'époque moderne. En cela, l'histoire du commerce des captifs tient compte aussi bien de la violence et du conflit que des formes plurielles d'accords qui, à travers la création et la reconnaissance de règles et de procédures partagées, permettent des circulations et des interactions intenses. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

G. Buti, P. Hrodej, ***Histoire des pirates et des corsaires, de l'Antiquité à nos jours,*** **CNRS Éditions, 2016.**

A. Duprat (dir.), ***Légendes barbaresques. Le récit de captivité : codes, stratégies, détournements, XVIe-XVIIIe siècle,*** **Saint-Denis, Bouchène, 2016.**

J. Dakhlia, B Vincent, W. Kaiser (dir.), ***Les Musulmans dans l'histoire de l'Europe,*** **Albin Michel, 2011-2013 (2 vol.).**

M. Fontenay, ***La Méditerranée entre la Croix et le Croissant. Navigation, commerce, course et piraterie, XVIe-XIXe siècle,*** **Garnier, 2010.**

W. Kaiser (dir.), ***Le Commerce des captifs. Les intermédiaires dans l'échange et le rachat des prisonniers en Méditerranée, XVe-XVIIIe siècle,*** **Rome, École française de Rome, 2008.**

G. Weiss, ***Captifs et corsaires. L'identité française et l'esclavage en Méditerranée,*** **Toulouse, Anacharsis, 2014.**



Rome et le goût des perles

En colliers, anneaux ou boucles d'oreille, les Romains étaient de grands amateurs des perles que leurs marchands rapportaient de l'océan Indien. Un commerce qui, comme celui du poivre, rend compte des connexions entre l'Occident et l'Orient dans l'Antiquité.

Par Pierre Schneider

Notre goût pour les perles a une origine bien précise. C'est dans l'Antiquité que cette gemme extraite de l'océan Indien a pris place parmi les parures les plus recherchées des Méditerranéens. L'histoire des perles est celle d'un goût, d'une mode et d'un luxe antiques. Mais elle est aussi celle d'un emprunt culturel qui relie l'Occident à l'Orient. C'est enfin un moment significatif dans la chronologie des échanges entre la Méditerranée et l'océan Indien. Avec le poivre, la perle forme un couple de produits emblématiques. Aucun autre ne représente mieux la connexion, à l'époque impériale romaine, de deux *« économies-mondes »* (Fernand Braudel)[1].

En 327 av. J.-C., Alexandre le Grand et son armée parvenaient en Inde. Deux ans plus tard, en 325 av. J.-C., Néarque, chargé de ramener la flotte en Babylonie, passait le détroit d'Ormuz et longeait le littoral iranien. En 324 av. J.-C., Androsthène, un autre officier d'Alexandre, explorait la partie arabe du golfe Arabo-Persique et atteignait Bahreïn, déjà un important centre perlier. Grâce aux relations tissées par les compagnons d'Alexandre, le monde grec découvrait alors que les Perses, les Indiens, les Susiens et d'autres peuples appréciaient, plus que l'or, un *« caillou »* brillant dont ils rapportèrent le nom sous sa forme perse : *margaritês* – d'où notre prénom Marguerite.

Nul intérêt esthétique ne guidait ces premiers observateurs, davantage attentifs aux questions ethnographiques (le goût des « Barbares » pour les perles) et biologiques (comment le vivant peut-il produire une telle formation minérale ?). Il fallut beaucoup de temps pour que les Hellènes s'intéressent à l'objet puis pour que les Romains découvrent à leur tour les perles et leur beauté. La consommation connut alors une évolution singulière. ▶▶▶

Décryptage

Pierre Schneider s'est d'abord intéressé au regard porté par les Gréco-Romains sur les confins orientaux et méridionaux du monde antique, puis à tout ce qui pouvait relier la Méditerranée à l'océan Indien, en particulier les échanges de longue distance. Des fouilles archéologiques récentes ont fait progresser les connaissances en ce domaine. La documentation écrite continue néanmoins d'apporter des renseignements sur les ports, la navigation et les produits négociés, comme les perles.



L'AUTEUR
***Pierre Schneider** est maître de conférences HDR à l'université d'Artois et membre de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée.*
Margarita. Les perles, de l'océan Indien à la Méditerranée antique *va paraître chez Brepols.*



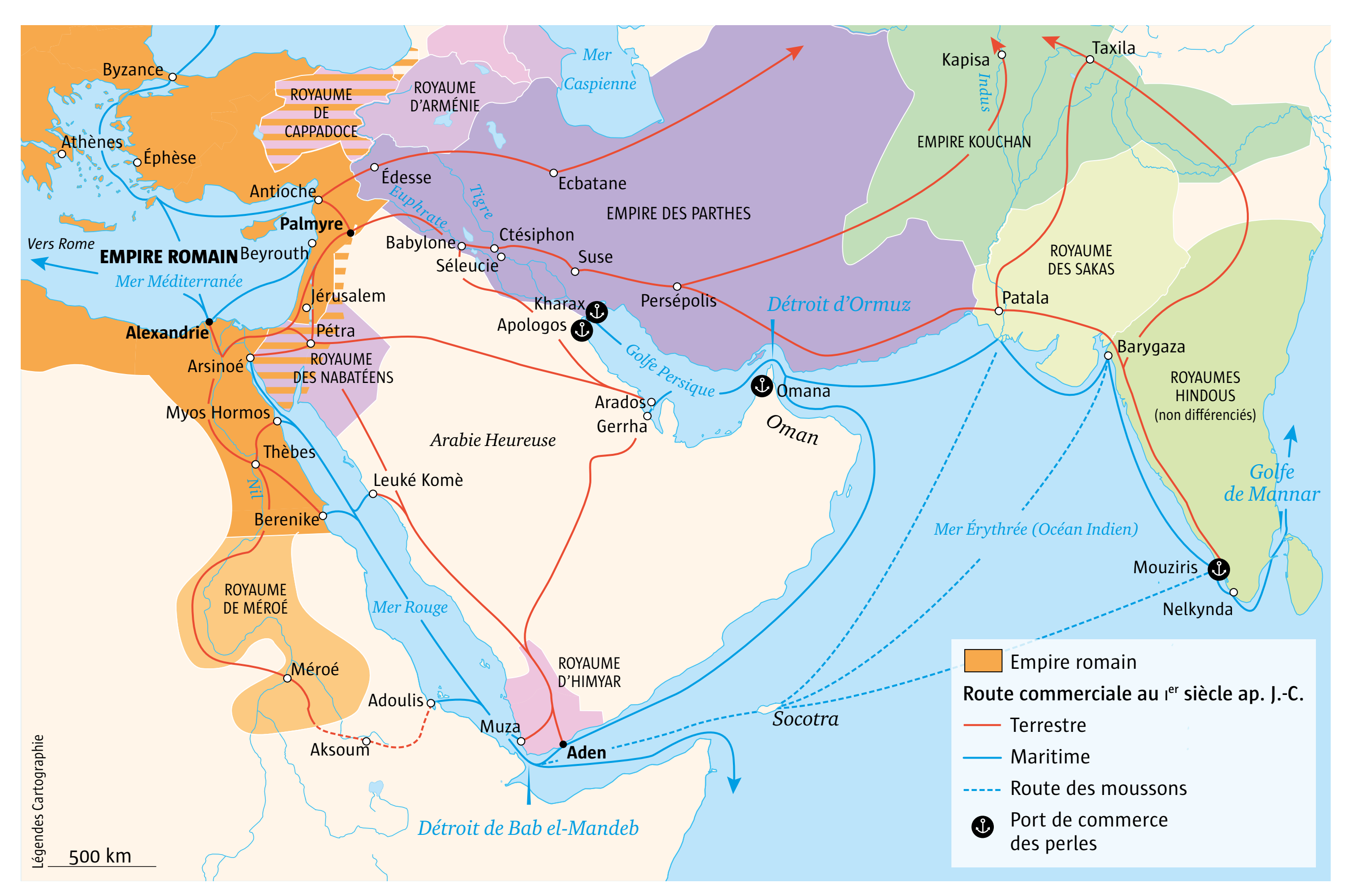
Pour tous les goûts

Les villas de Pompéi ensevelies après l'éruption du Vésuve en 79 ap. J.-C. comptent parmi les rares sites où des perles ont été retrouvées en contexte archéologique.
Ci-contre : une mosaïque mise au jour à Pompéi.
Ci-dessus : un pendant d'oreille fait de petites perles de qualité inégale, assemblées par un fil d'or.
Page de gauche : un diadème ondulé – sans doute une évocation de l'océan – orné de trois perles baroques (Naples, Musée archéologique national).

MOT CLÉ

Perle

Concrétion minérale produite par le tissu de nombreux mollusques, en réaction à la pénétration d'un intrus (animal, objet). En latin *margarita*, emprunté au grec, d'où notre prénom Marguerite, le mot perle vient peut-être de l'italien *perla*. Jusqu'au début du xxe siècle, les perles étaient prélevées dans les coquillages marins nommés « huîtres perlières », et dans certaines moules d'eau douce.



De Rome à l'Inde en passant par Alexandrie

Au IIe siècle av. J.-C., les Méditerranéens achetaient des perles de la mer Érythrée (océan Indien). Les « huîtres » étaient pêchées dans le golfe Arabo-Persique et dans le golfe de Mannar. Les marchands, établis à Alexandrie, allaient sans doute les chercher en Arabie du Sud où une rupture de charge était imposée aux navigateurs : là, des bateaux venus de l'Inde ou d'autres régions de l'océan Indien débarquaient leur fret. Les marchandises partaient ensuite vers la Méditerranée par les pistes caravanières de l'Arabie ; d'autres étaient chargées sur des bateaux à destination des ports égyptiens de la mer Rouge, d'où elles gagnaient Alexandrie *via* les pistes du désert oriental égyptien et le Nil. Vers 118 av. J.-C., lorsque les Méditerranéens apprirent à se servir des vents de mousson et que le port d'Aden cessa d'être un lieu de transit obligé, les marchands purent bientôt atteindre les places comme Omana et Mouziris fréquentées au Ier siècle ap. J.-C., qui drainaient les perles venues des zones de production, Cette situation s'est maintenue jusqu'au IIIe siècle, époque à laquelle le royaume africain d'Aksoum devient un acteur important des échanges de l'océan Indien occidental, avec son port d'Adoulis. A côté de ces voies maritimes, il ne faut pas négliger la route reliant la Méditerranée au golfe Arabo-Persique en passant par Palmyre.

▶▶▶ Pline l'Ancien (23-79) fut le témoin de l'appétit de ses contemporains en produits précieux importés par les routes de l'océan Indien. Il ne pouvait donc manquer de consacrer à cette « *merveille de la nature* » un exposé substantiel. C'est à lui que nous devons les maigres renseignements sur la chronologie du phénomène.

L'intérêt des Romains pour les perles remontait à l'extrême fin du IIe siècle avant notre ère. Puis ils devinrent demandeurs de perles plus grosses, plus rondes, plus blanches, bref plus chères – signe probable d'un pouvoir d'achat supérieur à celui des Grecs. Il se trouve précisément que vers 118 av. J.-C. les Méditerranéens avaient appris à utiliser les vents de mousson dans l'océan Indien. Les circuits de l'importation se sont faits plus fluides et avaient permis l'introduction de perles plus variées. Toutefois, explique Pline, c'est l'annexion de l'Égypte après la bataille d'Actium remportée par le futur Auguste, en 31 av. J.-C., qui donna une impulsion décisive au marché de la perle.

A l'issue en effet de l'expédition d'Aelius Gallus, envoyée par Auguste en Arabie (25 av. J.-C.), un nouveau rapport de force s'imposa en mer Rouge méridionale. Les marchands d'Alexandrie furent libérés de la « *crainte de franchir le détroit* [de Bab el-Mandeb] » (Strabon). Accédant alors aux marchés locaux, les marchands furent en mesure de mieux satisfaire les demandes d'une clientèle romaine de plus en plus exigeante.

De leur côté, les producteurs surent saisir l'opportunité de la forte demande méditerranéenne. Enfin, l'administration romaine en Égypte avait facilité l'importation en équipant et sécurisant les pistes du désert oriental, tout en frappant d'une



taxe de 25 % les perles et autres marchandises importées de l'océan Indien.

On sait peu de chose de l'« importateur » (*emporos*, en grec), l'un des acteurs principaux du système. Celui-ci n'était pas nécessairement un Méditerranéen – les Palmyréniens, les Indiens et d'autres ont aussi participé au jeu de la distribution. Reste que la figure de ce personnage a dû être suffisamment connue pour qu'il fasse l'objet d'une parabole évangélique : *« Le royaume des cieux est encore semblable à un marchand qui cherche de belles perles. Il a trouvé une perle de grand prix ; et il est allé vendre tout ce qu'il avait, et l'a achetée »* (*Matth*., XIII, 45-46).

Blanches avec des reflets argentés

A l'autre bout de la chaîne, la consommation romaine suscita l'apparition du métier de détaillant spécialisé dans la vente des perles, le *margaritarius*. On sait qu'au temps de Pline l'éventail des qualités – et par conséquent des prix – était étendu. Au bas de l'échelle, les petites perles, de quelques millimètres de diamètre, plus ou moins régulières, irisées et blanches, celles que les huîtres perlières produisaient en plus grand nombre. Puis viennent les perles supérieures, plus sphériques ou plus allongées – la perle-goutte, irisée et brillante, était particulièrement prisée. Celles qui tiraient sur le jaune étaient moins appréciées que les blanches. Mais il existe bien des nuances dans la couleur blanche, note Pline – preuve du degré de sophistication atteint par le goût romain.

Les perles les plus recherchées étaient celles qui rappelaient la pierre d'alun : on les imagine blanches avec des reflets argentés. Les perles moins parfaites n'étaient pas pour autant rejetées du marché : les « perles-tambourins » (dont une partie est plate) ou les perles irrégulières pouvaient toujours trouver une utilisation en joaillerie.

Les artisans montaient généralement les perles sur de l'or pour confectionner des colliers – l'alternance avec les émeraudes était appréciée –, des anneaux mais surtout des pendants d'oreille. Dans la section de l'*Histoire naturelle* consacrée au corps humain, Pline l'Ancien explique que *« chez les femmes, il n'y a aucune partie du corps qui entraîne de plus grandes dépenses, à cause des perles qu'elles y accrochent »*. L'archéologie comme les sources écrites convergent : le pendant d'oreille était, de très loin, le bijou de prédilection.

Pêcheurs
Ci-dessus : « huître perlière ». Les plus anciennes perles naturelles retrouvées proviennent du golfe Arabo-Persique. Elles y ont été pêchées jusqu'au milieu du XXe siècle. En haut : pêcheurs de perles à Bahreïn en 1969.

Les modèles et leurs variantes étaient incroyablement divers, mais un type connut un succès particulier : les *crotalia* – d'un terme grec signifiant « castagnettes ». Deux ou trois perles étaient suspendues à l'armature du pendant et résonnaient lorsque leur propriétaire était en mouvement.

On trouve dans le célèbre *Satiricon*, à dater sans doute du règne de Néron, un passage aussi savoureux que cinglant. La scène se déroule chez Trimalcion, un esclave affranchi devenu fortuné. Au cours d'un banquet qu'il donne, son épouse Fortunata exhibe ses parures d'or, si imposantes que Trimalcion fait apporter une balance pour en faire vérifier publiquement le poids. Scintilla, l'épouse d'un invité, entre alors en scène : *« Scintilla, non moins vaniteuse, détachait de son cou un petit coffret d'or qu'elle appelait son porte-bonheur, en tira deux pendants d'oreille* [de perles] *qu'elle fit à son tour admirer à Fortunata : "C'est un cadeau de monsieur mon mari, dit-elle, personne n'en a de plus beaux." — "Parbleu, dit Habinnas, tu m'as saigné à blanc pour t'acheter ces fèves de verre. De vrai, si j'avais une fille, je lui couperais les oreilles. Sans les femmes, nous aurions tout pour rien ; mais maintenant, autant dire que c'est pisser chaud et boire froid." »* ▸▸▸

Les gemmes moins parfaites n'étaient pas rejetées : les « perles-tambourins » ou les perles irrégulières pouvaient toujours trouver une utilisation en joaillerie

▸▸▸ On pourrait croire que cet écrin à perles jalousement accroché au cou de Scintilla relève de la caricature. Il n'en est rien. Pline l'Ancien, dans l'une de ses charges contre la consommation ostentatoire des objets de luxe, fait allusion aux sacs à perles en or suspendus au cou des femmes, grâce auxquels, *« même en dormant, elles n'oublient pas qu'elles possèdent des perles ».*

Avec la diversification de l'offre, le prix des perles a sans doute baissé, les rendant accessibles à des acheteurs qui n'appartenaient pas à l'élite sociale

Un luxe populaire

Ces deux témoignages – et d'autres – attestent d'un « boom » de la consommation au Ier siècle ap. J.-C. à Rome et en Italie, lequel se prolonge sans doute au IIe siècle. A tel point que, pour Sénèque, ce phénomène relevait de l'*insania* (« folie ») : *« Ce que je vois, c'est que l'on n'achète pas une perle par oreille, car désormais les oreilles sont entraînées à porter une charge : on joint les perles entre elles et on en pose d'autres au-dessus des deux premières. La folie des femmes n'aurait pas suffisamment surpassé celle des maris si deux ou trois patrimoines n'avaient pas été suspendus à chacune de leurs oreilles. »*

Comme d'autres, Sénèque s'interroge sur les effets délétères de la *luxuria* (consommation des objets de luxe) sur la vie sociale, et l'on peut trouver son jugement tendancieux. Mais Arrien, auteur de l'*Anabase d'Alexandre* et observateur moins passionné, disait la même chose dans son traité sur *L'Inde et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* : les marchands importaient activement, écrivait-il, mais les riches Romains achetaient avec encore plus d'avidité.

Arrien parle de *« riches Romains »,* mais ceux-ci n'étaient pas les seuls à s'acheter des perles. Depuis l'annexion de l'Égypte, *« les perles sont devenues d'un usage commun »,* explique Pline. *« Désormais, les femmes pauvres désirent aussi des perles »,* écrit-il ailleurs. L'information est d'un grand intérêt : avec l'accroissement et la diversification de l'offre, le prix des perles a sans doute baissé, les rendant accessibles à des acheteurs qui n'appartenaient pas à l'élite sociale. La même dynamique de diffusion a affecté, au même moment, la consommation du poivre, et l'on pourrait faire des comparaisons avec la pénétration du sucre dans l'Europe moderne.

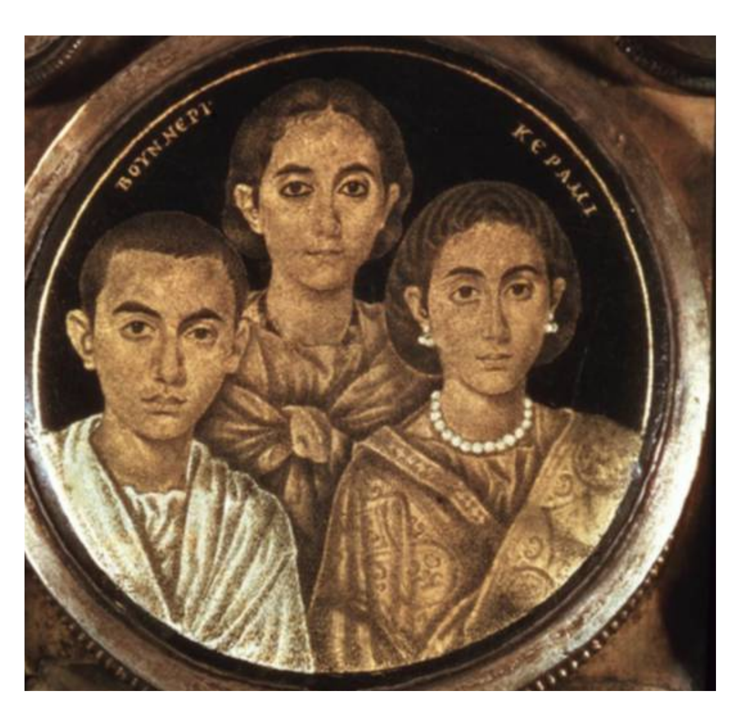
Ces femmes « pauvres » qui pouvaient s'acheter des perles n'étaient pas des indigentes. Elles

Notes

1. Braudel a forgé la notion d'« économie-monde » en 1949 dans *La Méditerranée au XVIe siècle.* Il la définit comme un *« morceau de la planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique ».*

2. Cf. S. Mazzarino, *L'Impero Romano I*, Rome, rééd. Laterza, 2014.

Pourquoi les hommes n'en portent pas



Du côté des femmes Portrait supposé de l'impératrice romaine Galla Placidia avec ses enfants (musée de Brescia, Ve siècle).

Quand le goût des perles se répand à Rome, il concerne essentiellement les femmes. Pourtant, la beauté des perles n'a pas laissé les hommes indifférents. Mais l'appropriation sous forme de parure était interdite, sous peine de basculer du côté du féminin, ou du côté des Barbares. Aussi, dès le Ier siècle av. J.-C., tente-t-on de s'approprier ce bien sans transgresser ce cadre normatif.

Au cours de son triomphe de 61 av. J.-C., Pompée a ainsi pu exhiber des perles en abondance : n'étaient-elles pas l'emblème de la « mer Érythrée » (l'océan Indien) qu'il prétendait avoir atteinte, égalant ainsi la gloire d'Alexandre le Grand ?

Cet usage de la perle était toutefois très limité. Restait aux hommes la possibilité de posséder des perles par procuration, c'est-à-dire en les offrant aux femmes, tel l'Habinnas du *Satiricon* (lequel avait eu un illustre prédécesseur, puisque César avait offert à Servilia une perle de 6 millions de sesterces).

Les premiers hommes à orner de perles leurs objets personnels (chaussures, sceptres…) furent des empereurs : Caligula (37-41) et Néron (54-68), mais au détriment de leur majesté. Ce n'est qu'au IIIe siècle que les perles furent acceptées en ornements masculins, en particulier sur les ceinturons. ***P. S.***



Trésor Ce collier exceptionnel donne une idée des bijoux qu'arborait l'élite sociale. Un ruban d'or en mailles denses sert de support à neuf émeraudes et huit grosses perles baroques enchâssées (Ier siècle ap. J.-C., Naples, Musée archéologique national).

appartenaient sans doute à la « plèbe moyenne », qui, selon Paul Veyne, n'était ni membre des ordres privilégiés, ni réduite à gagner quotidiennement son pain. Cette « classe moyenne » revendiquait un objet d'affichage social, devenu accessible pour peu que l'on se contentât de perles assez ordinaires.

L'émergence de ce « luxe populaire » n'empêcha pas le *« luxus sénatorial »*[2] de poursuivre sa carrière. L'élite sociale n'avait pas l'intention d'abandonner aux « pauvres » le port ostentatoire d'une telle merveille. Il suffisait d'acheter des spécimens de choix, ou de renouveler leurs utilisations. Ainsi, au Ier siècle ap. J.-C., certaines femmes ornaient de perles leurs chaussures d'intérieur.

Cette dynamique semble irrépressible. En dépit des excès du luxe privé (les femmes étant particulièrement visées pour leur goût des pierres précieuses, ce qui inclut les perles), Tibère refusa d'intervenir en 22 ap. J.-C. : *« Si quelqu'un des magistrats promet assez d'habileté et de sévérité pour pouvoir affronter le mal, je n'hésite pas à le louer et à confesser qu'il me décharge d'une partie de mes peines. Mais si l'on veut dénoncer les vices et qu'ensuite* […] *l'on soulève des haines dont on me laissera tout le poids, croyez, pères conscrits, que, moi aussi, j'ai assez peu de goût pour les inimitiés »* (Tacite).

Quelques années plus tard, c'est dans la maison même du prince que Pline l'Ancien assista à un spectacle scandaleux : *« J'ai vu Lollia Paulina, la femme de l'empereur Caligula, couverte d'émeraudes et de perles, dans une fête qui n'avait même pas la gravité ni la solennité d'une cérémonie mais qui était un modeste dîner de fiançailles ; elles brillaient en rangs alternés sur toute sa tête, dans ses cheveux, à ses oreilles, à son cou, à ses doigts ; il y en avait au total pour 40 millions de sesterces ; elle était personnellement prête à prouver sur-le-champ cet achat par des factures. »*

Le développement du luxe privé n'affectait pas seulement la vie sociale ; c'était aussi un grain de sable dans les discours officiels qui assignaient pour destin à Rome la domination universelle, de l'Inde à la Bretagne. Or consommer ce qu'envoyait l'océan Indien et que l'empire était incapable de produire revenait à avouer sa dépendance à l'égard des peuples extérieurs : Pline, par exemple, déplorait la sévère ponction monétaire opérée par les fournisseurs indiens et arabes.

Pourtant, comme cette dépendance était destinée à se perpétuer – personne ne songeant vraiment à se passer des perles –, il a bien fallu reconsidérer le discours officiel sur la puissance de Rome. Dans son *Éloge* prononcé en 144, le rhéteur Aelius Aristide décrit les importations de l'Orient comme des signes de la richesse et de l'étendue de l'empire. Avec les perles circulaient en effet d'autres marchandises prisées : épices, aromates (poivre, cannelle, nard, myrrhe…), soie, ou écaille de tortue, etc.

Elles offraient au visiteur l'image réduite du monde entier : on *« peut voir des cargaisons venant d'Inde et même, si l'on veut, d'Arabie Heureuse en si grand nombre, qu'il y a de quoi conjecturer que les arbres* [à aromates] *de là-bas restent nus désormais et que les habitants sont obligés de venir ici, lorsqu'ils ont besoin de quelque chose, pour réclamer une part de leurs propres productions ».* ■

POUR EN SAVOIR PLUS

R. A. Carter, ***Sea of Pearls: Seven Thousand Years of the Industry that Shaped the Gulf*****, Londres, Arabian Publishing Ltd., 2012.**

R. A. Donkin, ***Beyond Price: Pearls and Pearl-fishing. Origins to the Age of Discoveries*****, Philadelphie, American Philosophical Society, 1998.**

A. Londres, ***Pêcheurs de perles*****, Albin Michel, 1931.**

P. Schneider, ***Margarita. Les perles, de l'océan Indien à la Méditerranée antique, IVe siècle av. J.-C.- VIe siècle ap. J.-C.*****, à paraître dans la collection « Indicopleustoi » chez Brepols.**

GUIDE *Livres*

Utopie nazie : l'idéologie et les pratiques

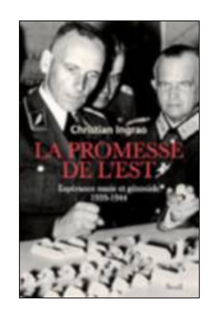
Christian Ingrao poursuit sa plongée dans la culture et la violence nazie. Il met ici au jour tous les ressorts de l'implacable opération de colonisation allemande de la région de Zamosc à la frontière polonaise et ukrainienne, entre 1939 et 1943.

Par Paul Gradvohl*

La Promesse de l'Est. Espérance nazie et génocide, 1939-1943
Christian Ingrao
Seuil, 2016, 480 p., 24 €.

Le nouveau livre de Christian Ingrao relève du tour de force et fera date. Avec *Les Chasseurs noirs. La brigade Dirlewanger* (Perrin, 2006) et *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS* (Fayard, 2010), l'auteur possède déjà un public de fidèles, qui a parcouru avec lui les affres de la culture et de la violence nazies. Cette nouvelle étape de sa réflexion mène au croisement entre le projet du paradis germanique et la trajectoire réelle d'une esquisse de mise en œuvre autour de Zamosc, ville du Sud-Est de la Pologne, qui aurait pu devenir cette Himmlerstadt rêvée. Il fallut la défaite allemande contre les Soviétiques à Stalingrad (septembre 1942-février 1943) pour y mettre fin.

L'ambition peut paraître étroite, puisque le pouvoir nazi offre bien d'autres facettes, mais elle vise son essence et nous force à revenir à des questions fondamentales. Comment comprendre la force d'attraction du projet européen de Hitler, et les limites de celui-ci ? La SchutzStaffel (SS) était bien une élite promotrice de l'utopie germanique, mais que représentait-elle dans le système nazi ? Ce livre propose donc de pénétrer les méandres intimes des hommes et des institutions qui ont commencé à transformer en réalité ce qui était leur rêve. Non point comme de simples membres de la communauté nationale allemande nazifiée, mais comme éclaireurs d'une terrible modernité raciale.



Une approche historienne qui diffère donc des synthèses académiques et des ouvrages documentant avec une visée exhaustive un point particulier, tout en associant les exigences techniques de ces deux genres. Sa forme est toutefois bien spécifique puisque le livre comprend un « organigramme des institutions SS de l'Utopie » de février 1942, un « tableau synoptique des plans de germanisation, de déplacements de population et de construction » (qu'on peut associer au prologue de 37 pages détaillant la construction, y compris matérielle, de cette germanité idéale à l'Est entre septembre 1939 et l'été 1943), 50 pages de chronologie, un index des noms de lieux et de personnes, des cartes et illustrations. Par la grâce de ce singulier effort éditorial, on peut souhaiter que *La Promesse de l'Est* devienne le compagnon de nombre d'enseignants et de chercheurs.

A ceci, il faut ajouter l'art qu'a son auteur de nous proposer une dégustation lexicale. Car les sources allemandes exigent un effort, trop rarement fait ailleurs, d'explicitation des décalages sémantiques qui résistent à la traduction classique. *Umsiedlung* renvoie à expulser et à installer des populations, dans le même mouvement de pensée *Volsktum* peut signifier « ethnopolitique » et « peuple ». Mais



Avenir radieux En 1942, des écoliers allemands admirent un tableau du Reichsgau Wartheland, où l'on voit un chariot de colons arriver dans une plaine polonaise.

surtout, en choisissant le terme « advention » ou l'usage de « différance », Christian Ingrao insiste sur ce qui mène à l'avènement ou à la différence. De ce fait, à la transformation. Jusqu'à emmener son lecteur au fil de mots choisis, dans des labyrinthes usuellement oubliés ou cachés. Il s'agit donc d'un livre plutôt exigeant, mais ouvrant la voie à une compréhension de la mécanique nazie et de ses désordres.

La machine institutionnelle de la SS est faite de reclassements et d'imbrications mouvantes. Or elle porte en elle à la fois le projet utopique et sa réalisation. Malgré l'aridité des hiérarchies entremêlées, l'auteur parvient à ce que le lecteur saisisse ce fonctionnement très obscur, jusqu'à faire sourire, dans un délicieux passage sur la mise au rebut du projet utopique, en 1943. Et les efforts faits pour saisir cette jungle en apparence absurde sont récompensés quand on perçoit combien la SS est en même temps centrale et marginale dans l'empire victorieux, mais aussi en déclin.

Cela nous ramène à la dimension militante de ce groupe d'élite. Elle est première dans le propos de l'auteur quand il montre les émotions, et la classification raciale et sociopolitique en fabrication.

C'est ainsi qu'on peut imaginer la formation d'une esthétique raciste spécifique et en même temps fondée sur des modèles attirants tant ils sont simples et construits à partir de valeurs en apparence traditionnelles et éprouvées : le travail, la propreté, la convivialité, le souci des générations à venir. On passe d'une exposition anticipatrice du bonheur agraire à l'Est à l'émotion du Grand Trek, ce convoi de colons s'installant comme dans certains westerns, pour domestiquer la nature qui les attendait comme si personne n'avait semé ces champs et fait vivre ces prairies auparavant. Un grand nombre de femmes engagées dans le militantisme SS participent à cette colonisation. Plus besoin ni d'églises, ni de temples : des institutions nazies organisent l'espace villageois. Les paysages, notamment des arbres bien ordonnancés, manifestent la supériorité de la civilisation nouvelle face aux souvenirs de crasse et de pauvres masures polonaises. L'étude de la région de Zamosc illustre enfin la terrible réalité : extermination des Juifs, meurtres de masse et déplacements forcés de Polonais, utilisation d'Ukrainiens contre ces derniers, massacres entrecroisés quand les nazis ne contrôlent plus le territoire.

Un univers terrifiant mais finalement compréhensible

Et au centre de ce livre, quelques hommes, dont Odilo Globocnik qui régna sur Lublin et fut un précurseur en matière de Shoah. Bref, de la planification macroéconomique et sociale à la façon de décliner les théories raciales dans le détail, le lecteur est plongé dans un univers certes terrifiant mais, finalement, compréhensible, dans son ordre et ses désordres. Il peut donc s'interroger sur la circulation des théories, sur les élites militantes, qui rappellent l'URSS. Il peut voir aussi la colonisation nazie dans le contexte général des colonisations, et mesurer à quel point les idéologies et les pratiques liées à une supposée supériorité raciale se rejoignent ou se distinguent.

Un livre plus qu'actuel donc, et une contribution attendue à l'historiographie, au-delà même de son objet. La danse insolite entre une utopie et des génocides éclaire encore notre temps. ■

** Maître de conférences à l'université de Lorraine*

Livres

Charles Quint et son double

Voyage dans la psyché d'un empereur, écartelé entre sa foi et la politique.

Charles Quint. Empereur d'une fin des temps **Denis Crouzet**
Odile Jacob, 2016, 672 p., 29,90 €.

Denis Crouzet, professeur à l'université Paris-Sorbonne, spécialiste mondialement reconnu des violences religieuses et des peurs eschatologiques du XVIe siècle, est parfois critiqué à cause de l'objectif assez peu positiviste qu'il assigne à la discipline historique : chercher les causes des événements dans les ressorts psychiques des acteurs.
Son dernier ouvrage consacré à Charles Quint (1500-1558) était donc très attendu, car il s'agit ni plus ni moins de s'attaquer à la figure politique la plus marquante de la Renaissance, l'empereur qui dut faire face à la sécession religieuse et politique des réformés. Grâce à une attention particulière aux mots, aux gestes, aux silences, n'hésitant pas à faire des rapprochements parfois surprenants avec des cas cliniques étudiés par Freud, l'auteur décortique l'âme conflictuelle de Charles Quint, déchirée entre sa volonté d'incarner les vertus chrétiennes et ses devoirs de prince, qui le poussaient chaque jour davantage vers la répression violente de l'hérésie. Cette véritable « névrose de l'imperium », manifestée théâtralement par une syncope en 1519, et d'une manière plus insidieuse par une angoisse latente, trouva une sorte d'apaisement avec la victoire de Mühlberg (1547).
Titien, érigé en psychologue pictural, représente, sur son tableau du Prado, un empereur chevauchant vers une aube, signe de la victoire du bien sur le mal. Mais la surenchère des Réformés, convaincus comme Charles Quint de l'imminence du Jugement dernier, l'obligea à abandonner la voie de la conciliation pour celle de la guerre.
Sur celui qui avait voulu restaurer l'unité de la Chrétienté pesa alors le lourd soupçon d'avoir aggravé les divisions. Perclus de remords, il n'eut que l'abdication (1555-1556) et le silence du monastère de Yuste pour se réconcilier avec lui-même. Bien que ce livre soit moins une biographie qu'un essai focalisé sur les dix dernières années de la vie de l'empereur, s'il peut déconcerter le lecteur à cause d'une langue ornée et les méandres de la réflexion, il reste un ouvrage d'une perspicacité étonnante sur les complexités de l'âme humaine. ■

Matthieu Lahaye
Professeur en classes préparatoires au lycée Auguste-Blanqui de Saint-Ouen



L'épopée du monde juif

Deux mille ans d'histoire singulière d'un peuple parmi d'autres.

L'Histoire des Juifs. Trouver les mots. De 1000 avant notre ère à 1492 T. I, **Simon Schama** traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Fayard, 2016, 500 p., 30 €.

Rompant avec l'exposé classique d'une histoire suivie en continu sur la longue durée, Simon Schama, professeur à l'université Columbia, construit son *Histoire des Juifs* comme un récit prenant appui sur une série d'événements qu'il juge, à raison, significatifs. L'habileté de la construction déroute d'abord, mais séduit vite pour peu qu'on accepte de rompre avec la chronologie. Ainsi, partant du riche dossier des Juifs d'Éléphantine (Ve siècle av. J.-C.), l'historien navigue à travers le temps, sautant de siècle en siècle d'un paragraphe à l'autre, pour raconter la résistance de certains Juifs au monothéisme et à l'unicité du lieu de culte. On retrouve le même procédé avec le tunnel d'Ézéchias, occasion de s'interroger sur l'historicité des livres bibliques après les controverses archéologiques à propos de David et Salomon.



Simon Schama a le sens du concret, et l'on n'oubliera pas de sitôt sa description des soldats juifs d'Égypte, ni son portrait de Flavius Josèphe ou celui de Babatha, la riche veuve du désert de Judée. Ce qui lui permet d'illustrer avec conviction l'une des thèses de son livre : la pleine insertion des Juifs dans la société de leur temps. Soldats juifs épousant des Égyptiennes, fortunés Juifs – y compris le grand prêtre – séduits par la culture hellénique au temps des Maccabées, mondes cosmopolites de l'Antiquité tardive où il fallut la volonté féroce des chrétiens de tenir les Juifs à l'écart pour les obliger à se distinguer. Certains passages sont plus contestables. On s'étonne ainsi de voir la révolte des Maccabées encore analysée comme la riposte à la détermination d'un roi dément de forcer les Juifs à abandonner leurs traditions. Une telle bévue ne doit pas détourner de cette lecture stimulante. Surtout, on ne peut qu'être reconnaissant à Simon Schama, qui revendique sa culture juive, de ne pas faire de l'histoire des Juifs un isolat, sans pour autant négliger leur singularité. ■

Maurice Sartre
Professeur émérite à l'université de Tours

Moyen Age

« Compassio »

La Contagion des émotions. *Compassio*, une énigme médiévale
Béatrice Delaurenti
Classiques Garnier, 2016, 338 p., 39 €.



Pourquoi bâiller fait-il bâiller ? Pourquoi les émotions sont-elles ainsi contagieuses ? Ces questions ont suscité au Moyen Age de savantes controverses et ont stimulé le raisonnement scientifique. Le phénomène reçut le nom latin de *compassio*. Béatrice Delaurenti (on se souvient de son beau livre *La Puissance des mots*, publié aux éditions du Cerf en 2007, et consacré aux incantations médiévales) analyse tout d'abord ce mot *compassio* que les scolastiques comprendront comme la réaction involontaire de l'âme ou du corps qui reflète le comportement d'autrui comme par imitation. Puis, interrogeant la littérature médicale, elle s'attache à quatre formes de compassion : la souffrance à distance, la contagion du bâillement, le frisson de compassion (la chair de poule) et la contagion des maladies. Une magnifique étude, fondée sur des sources pour l'essentiel inédites, qui relève tant de l'histoire de la médecine médievale que de la nouvelle histoire des émotions et des passions.

XVIe-XVIIIe siècle

Mère courage

Le Pouvoir au féminin. Marie-Thérèse d'Autriche, 1717-1780. L'impératrice-reine
Élisabeth Badinter
Flammarion, 2016, 380 p., 21,90 €.

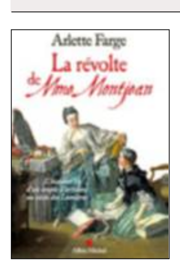


Marie-Thérèse d'Autriche, la mère de Marie-Antoinette, fut l'une des femmes les plus puissantes du siècle des Lumières. Comment concilier le rôle de mère, d'épouse aimante et d'« homme d'État » ? Pour y répondre, Élisabeth Badinter a lu l'abondante correspondance de la souveraine ce qui lui permet de se placer au plus près des états d'âme de l'héritière des Habsbourg. Gouvernant avec son mari, François-Étienne de Lorraine, empereur du Saint Empire romain germanique, elle se rend compte de la médiocrité de celui qui partage sa vie. Ce qui ne l'empêche pas de l'aimer jusqu'au bout : seize enfants naîtront de leur union, dont cinq fils !
Ce qui frappe, c'est le rôle de l'affectif dans le mode de gouvernement de cette « impératrice-reine »: elle entretient une véritable relation d'amitié avec ceux qui l'ont servie, même si elle exerça un pouvoir absolu et autocrate (elle hait les philosophes), marqué par l'intolérance et un despotisme puritain, jusqu'à la persécution de la vie intime de ses sujets (les bals doivent se terminer à 23 heures !). Son conflit avec Frédéric II – qui osa s'emparer de la Silésie – fut l'une des constantes du règne, comme cette cogérance qu'elle pratiqua, d'abord avec son époux, puis avec son fils Joseph II, qui manifesta très tôt un caractère autoritaire l'opposant à sa mère.
La vie de Marie-Thérèse fut une perpétuelle tension entre le corps naturel (de la reine), le corps immortel de la souveraineté et le corps maternel qui perpétue la lignée. Mais cette imbrication permanente du privé et du public n'est-elle pas le caractère spécifique de tout pouvoir féminin ? C'est bien l'intérêt de cette biographie que de retracer le portrait en action de cette « mère courage » : jusqu'au dernier jour, reconnaîtra Frédéric II, qui pour une fois fit taire sa misogynie, *« elle a fait honneur au trône et à son sexe »*.

XVIe-XVIIIe siècle

Crise conjugale

La Révolte de Madame Montjean. L'histoire d'un couple d'artisans au siècle des Lumières Arlette Farge
Albin Michel, 2016, 184 p., 14,50 €.



« Un reliquat ». C'est ainsi que, dans le jargon des Archives nationales, on nomme des dossiers incomplets, ne pouvant être inventoriés. Arlette Farge s'est emparée d'un reliquat de 70 pages manuscrites : le journal de M. Montjean, un artisan tailleur, fabricant d'ouvrages de mode, demeurant rue Croix-des-Petits-Champs à Paris. Dépassé par les écarts de sa femme, il s'est décidé à raconter la crise de son couple, une histoire sans début ni fin, qui dure de mars 1774 à janvier 1775.
Tout a commencé lors d'un séjour d'un mois à Gisors : Mme Montjean a « vu » le monde, celui des élites des Lumières. Et ce fut une révélation. Elle décide alors de faire grève de son métier de femme besogneuse : *« C'est à l'homme de nourrir une femme ! »* Et la vie doit être un plaisir sans cesse renouvelé. *« Elle était heureuse parce qu'elle mettait du rouge, ce qu'elle veut, c'est voir du monde, recevoir le plus possible. »* Impuissant face à cette femme qu'il aime, habitée par l'envie du luxe ostentatoire, du paraître, et de la bonne chère, jusqu'à en vomir, M. Montjean ne peut que mettre en mots tout à la fois sa colère et son désarroi.

XIXe-XXIe siècle

L'émir et la conquête

La Conquête de l'Algérie. La dernière campagne d'Abd el-Kader Jacques Frémeaux
CNRS Éditions, 2016, 336 p., 25 €.



Dans l'histoire, complexe et mouvementée, des relations entre la France et l'Algérie, rares sont les livres qui traitent non pas de la fin, mais des débuts, et donc du conflit de conquête et de pacification que la France y a mené à partir de 1830.
Le grand atout et la grande utilité de ce nouveau et beau livre de Jacques Frémeaux sont non seulement d'étudier et d'analyser, avec rigueur et érudition, la conquête de l'Algérie en elle-même, mais encore de centrer son propos sur la partie la plus épique et la plus héroïque de celle-ci, au travers du combat que l'émir Abd el-Kader a conduit contre la colonisation française entre 1830 et 1847.
Documenté et référencé, le livre recèle d'informations et de réflexions sur cette première « guerre d'Algérie », encore trop méconnue malgré son importance évidente dans la suite des événements, y compris entre 1954 et 1962.

Le coup de cœur de Jean-Pierre Rioux

Le « grand Charles » revisité

Le petit-fils du Général conte avec bonheur la vie d'un rebelle chronique.

Un autre regard sur mon grand-père Charles de Gaulle **Yves de Gaulle**
Plon, 2016, 304 p., 18,90 €.

Le livre a du succès et c'est tant mieux. Car de Gaulle en sort rafraîchi sans complaisance. Yves, né en 1951, petit-fils du Téméraire et fils de l'amiral Philippe, aurait pu nous parler du gigot du dimanche en famille ou donner avec la révérence qui sied à un garçon bien élevé (il a fait le parcours du combattant de service public, ENA-Cour des comptes, Bercy-AGF puis Suez et beaucoup moins couru la gueuse politique que ses frères). Il n'en est rien. Yves aime tant son aïeul qu'il l'aborde franchement et son grand-père lui a rendu la pareille, notamment en août 1970 quelques mois avant sa mort, quand il a accueilli le jeune homme dans son repaire de Haute-Marne et qu'il l'a écouté tout en fendant parfois l'armure, sans fuir son regard et ses questions.

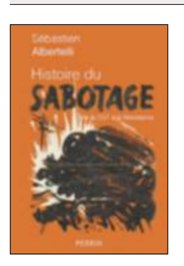
De Gaulle, pour Yves ? Un rebelle chronique qui réfléchit *« jusqu'à la rumination »* car, confessait ce vieux désargenté, *« je ne possède que mon cerveau »*. Un insoumis soumis à l'éthique de la conviction. Un nomade de la liberté. Un lecteur acharné qui récite Chateaubriand et Héraclite (l'inventaire de sa bibliothèque est un très bon moment du livre). Un philosophe et un pédago rentrés. Un mémorialiste qui burine sa statue mais qui a posé le masque et la plume pour deviser avec ce petit-fils si éveillé, tout heureux d'aller butiner au fond des choses avec lui et grâce à lui. De ce pudique face-à-face relaté sans *a priori* biographique, historique ou politique, ressort l'homme d'exception qui, un jour, nota sur son carnet le mot de Nietzsche : *« Il ne se passe jamais rien, et pourtant tout arrive. »* Oui, tout arrive. A condition d'avoir cultivé en soi, Yves l'a bien compris, *« une vision symphonique du monde où chaque instrument doit exprimer ce qu'il est, une dimension multiple qui se résout tout entière dans l'action »*. A condition, aussi, d'avoir admis humblement l'inexplicable, ce 18 juin 1940, cette *« énorme transgression d'un discours »*. A condition, surtout, lui confie le grand-père, de *« se tenir droit »* et de *« regarder loin »* en vivant au quotidien, et surtout dans l'adversité, *« la coexistence des temporalités »*, cette antique intuition de saint Augustin : le temps de l'histoire millénaire à prolonger, le temps du présent déconcertant et le temps du cap à tenir pour ne pas périr, une triple entrée dont la concordance en actes doit être le tourment et le moteur de l'homme d'État.

Le livre fourmille d'autres notations, notes de lectures ou apartés personnels d'aussi fort tonneau, sur la foi et les œuvres, la solitude et la gloire, la violence et la raison. Yves de Gaulle les expose parfois avec souci du beau style à la Malraux mais toujours avec sincérité et pertinence. Son livre est un des meilleurs et des plus fins publiés depuis longtemps sur de Gaulle. ■

XIXe-XXIe siècle

Casser les machines

Histoire du sabotage, de la CGT à la Résistance **Sébastien Albertelli**
Perrin, 2016, 400 p., 25 €.

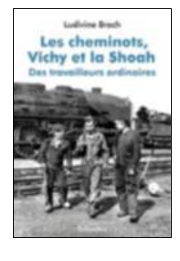


Étudié dans sa dimension ouvrière et militaire, le sabotage fait ici l'objet d'une approche globale nouvelle se concentrant sur la France, où ce mode d'action s'est développé dans sa forme théorisée à partir de la fin du XIXe siècle. Si l'on peut regretter le déséquilibre en faveur de la période 1939-1945, l'ouvrage de Sébastien Albertelli fait bien ressortir les mécanismes par lesquels une tactique syndicaliste est devenue une méthode destructrice censée déstabiliser l'ennemi en temps de guerre. Mobilisant de nombreuses archives et une bibliographie abondante, l'auteur restitue finement les perpétuelles mutations de cette pratique, qui se nourrit de la vulnérabilité réelle ou supposée des sociétés industrielles. Les détours bienvenus par les États-Unis ou encore la Grande-Bretagne ouvrent des perspectives de recherche stimulantes quant à la diffusion internationale de ce concept après la Première Guerre mondiale.

XIXe-XXIe siècle

La SNCF sous l'Occupation

Les Cheminots, Vichy et la Shoah. Des travailleurs ordinaires
Ludivine Broch traduit de l'anglais par Odile Demange, Tallandier, 2016, 380 p., 23,90 €.



Entre *La Bataille du rail* de René Clément, en 1946, qui montrait des cheminots tous résistants et la mise en accusation, en 1990, de la SNCF pour avoir collaboré à la déportation des Juifs de France, on ne savait en fait presque rien de l'histoire des cheminots sous l'Occupation. L'ouvrage de Ludivine Broch, issu d'une thèse de doctorat, comble donc une lacune. Non,

les cheminots n'appartenaient pas tous à la Résistance, même si une partie d'entre eux y participa. Et non, même si la SNCF fut bel et bien un rouage de la Solution finale, elle ne fut pas indifférente au sort des Juifs. A travers l'étude des vols que les cheminots commirent, ou du travail commun qu'ils entreprirent avec les Allemands dans les gares françaises, se dessine une image vivante et nuancée de ces quelque 500 000 travailleurs d'une corporation, davantage conservatrice que révolutionnaire.

XIXe-XXIe siècle

Diasporas arméniennes

Exils arméniens. Du Caucase à Paris (1920-1945)
Anouche Kunth
Belin, 2016, 440 p., 23 €.



Offrir « une lecture incarnée de l'épreuve migratoire », écrire les trajectoires individuelles et familiales des Arméniens du Caucase fuyant la révolution russe et la soviétisation d'une Arménie marquée par une indépendance éphémère (1918-1920), retracer pas à pas la route du départ, puis d'une installation, retrouver la saveur des lieux de sociabilité, analyser, enfin, la construction patiente d'une destinée arménienne croisant le chemin de l'exil des rescapés du génocide de 1915 : autant de trames entremêlées du beau récit d'Anouche Kunth.
Le lecteur est plongé au cœur d'une narration servie par une écriture qui redonne vie aux sujets qui l'habitent. Leur compagnie se prolonge longtemps après avoir refermé le livre, et c'est là l'une des principales réussite de l'ouvrage.

XIXe-XXIe siècle

Territoire national

Géopolitique de la nation France
Frédéric Encel et Yves Lacoste
PUF, 2016, 288 p., 19 €.



Vingt ans après *Vive la nation* (Fayard), Yves Lacoste poursuit son analyse d'un destin national marqué au sceau de la géopolitique, en bonne complicité avec son disciple Frédéric Encel. Fort d'une vie de géographe où il a exploré, surtout au Maghreb, l'« ère postcoloniale » qui accompagne la « mondialisation » devenue si dangereuse, il montre que l'après-1962 fut et demeure au cœur de nos troubles actuels, tandis que, Frédéric Encel, lui, argue de tempêtes plus hexagonales.
S'ensuit une étude de la conquête de l'Algérie puis de l'immigration maghrébine, de l'islamisme terroriste ou de « l'islamophobie », de la poussée du Front national ou des questions actuelles sur la nation. Avec toujours à l'horizon une certitude historique : *« La nation France s'est formée dans une succession de rivalités de pouvoirs sur des territoires. »* Dire ceci est banal. Mais cela suffit à nourrir un livre aussi pugnace qu'utile.

XIXe-XXIe siècle

Enfance normande

Le Chien des Boches **Claude Quétel**
Albin Michel, 2016, 252 p., 18,50 €.



Entre *La Guerre des boutons* et *Jeux interdits*, voici *Le Chien des Boches* ; ce canidé était un legs involontaire des Allemands fuyant en 1944 le Débarquement. C'est entre ses plages, à Bernières puis Lion-sur-Mer, qu'a grandi Claude Quétel, né quatre mois après le déclenchement du conflit. Peut-être la vocation qui le portera à la direction scientifique du mémorial de Caen et à l'écriture de beaux ouvrages sur la période s'est-elle forgée là, à récolter, en même temps que les moules, les vestiges en tout genre laissés par les combattants. Dans la ligne de ceux de Lavisse, ces souvenirs d'une enfance à la fois modeste et hardie ramènent sans nostalgie à un monde que nous avons perdu : charrette à bras, galoches et taloches, tambour du garde-champêtre, facteur alcoolique, grand-mère taupière, dans des senteurs d'embruns, de calvados, de chicorée et de lectures insatiables. Sans doute ce que, devenu grand, ce Petit Chose normand eut de meilleur. ■

Les membres du comité scientifique ont publié

L'Histoire de France vue d'ailleurs **Jean-Noël Jeanneney et Jeanne Guérout (dir.)**
Les Arènes, 2016, 650 p., 24,90 €.

Salutaire, l'ouvrage dirigé par Jean-Noël Jeanneney et Jeanne Guérout revisite les grandes dates de l'histoire de France (la bataille de Marignan en 1515, le 14 juillet 1789 ou encore l'élection de François Mitterrand), à travers le regard d'historiens étrangers. Des professeurs américains, allemands, italiens, marocains donnent à lire une nouvelle version du récit national.

« No pasaran » à Brest

Ambiance de film noir pour l'affrontement entre franquistes et républicains autour d'un sous-marin encalminé.

Par Pascal Ory*

Nuit noire sur Brest
D. Cuvillier, B. Galic, Kris,
Futuropolis, 2016.

Le sous-titre dit tout de l'enjeu historique de cet album : *Septembre 1937. La guerre d'Espagne s'invite en Bretagne*. Mais le titre, *Nuit noire sur Brest*, évoque bien le projet artistique : trouver une équivalence en bande dessinée du roman ou du film d'espionnage classique.

Pour cet album, les deux scénaristes nés en Bretagne Kris et Bertrand Galic se sont inspirés de l'ouvrage de Patrick Gourlay *Nuit franquiste sur Brest*, sorti en 2013. Férus d'histoire, tous deux ont déjà produit ensemble, sur des dessins de Javi Rey, *Un maillot pour l'Algérie*, fondé sur les mêmes principes : un épisode authentique en marge de la grande histoire et jusque-là occulté par elle. Encalminé en rade de Brest, un sous-marin républicain devient ici l'enjeu d'une lutte entre les franquistes et les membres de l'équipage soutenus par les militants anarchistes et communistes locaux.

S'appuyer sur un ouvrage d'histoire pour construire une bande dessinée n'est pas une démarche nouvelle. Il y a quelques années la bédéaste Chloé Cruchaudet s'appuyait sur une découverte faite dans les archives par deux historiens, Danièle Voldman et Fabrice Virgili, pour écrire et dessiner *Mauvais genre* (*L'Histoire* n° 396). Mais *Nuit noire sur Brest* va plus loin dans l'ambition narrative et graphique.



Tout le récit est, en quelque sorte, en voix off, celle d'un agent des services secrets anarchistes (eh oui) de la République espagnole que l'on ne connaîtra jamais que sous son nom de code, X-10, dans la plus pure tradition de la littérature populaire. Le personnage, comme les autres, a bel et bien existé, mais il s'est volatilisé après l'affaire, autorisant des extrapolations bienvenues. Le héros se définit lui-même comme un *« remorqueur, venant sauver les barcasses en perdition pour éviter qu'elles ne deviennent des épaves »*. On peut penser que les scénaristes connaissent le chef-d'œuvre de Jean Grémillon *Remorques*, précisément tourné, pour ses scènes d'extérieur, en 1939, à Brest. Une ville dont le scénariste du film de Grémillon, Jacques Prévert, dira, dans son poème *Barbara*, que *« sous cette pluie de fer, de feu, d'acier, de sang* [...] *il ne reste rien »*.

Un récit « véridique »

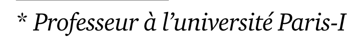
Le dessin de Damien Cuvillier est raccord avec le propos : d'un naturalisme penchant vers la caricature mais semé de subtils décalages, en harmonie avec le ton de l'agent X-10. Le point de vue en plongée de la page 26 est, par exemple, un joli tour de force graphique. Sans être gratuit puisqu'il rend bien compte du statut d'observateur souverain du narrateur, un démiurge qui aime les sentences bien senties, du style : *« Il faut du nez, et s'armer de patience, sentir les hommes et, dans leur sillage, attendre les salauds. »* Les « salauds » en question sont des agents franquistes, aidés par des militants français d'extrême droite proches de la Cagoule, organisation terroriste subventionnée par Mussolini. Une idylle s'ébauche même entre le commandant du sous-marin, tenté par le retournement de veste, et une entraîneuse italo-espagnole travaillant dans un bouge du port : encore un de ces « petits faits vrais » qu'on croirait sorti d'un roman de Carco ou de Mac Orlan.

Bref, tous les ingrédients sont réunis pour composer une odyssée pleine de bruit et de fureur, qu'on suit avec gourmandise, pour finir un peu court, non pas tant parce que les franquistes, condamnés par la justice française, sont rapatriés mais parce que la narration peine à trouver une issue romanesque à une histoire qui conserve jusqu'au bout les caractéristiques du récit « véridique » : il n'est pas flatteur, et ne sauve pas grand monde. ■

* *Professeur à l'université Paris-I*







Joséphine Baker
Catel et Bocquet, Casterman, 2016.
Forçats. T. I, Dans l'enfer du bagne
Bedouel et Perna, Les Arènes BD, 2016.
L'Artiste contemporain
N. Heinich, B. Feroumont,
Le Lombard, 2016.

Villeneuve-Loubet

2ème Salon du livre d'Histoire

Invité d'honneur
Jean-François Kahn

40 auteurs présents
Dédicaces - Lecture
Rencontres - Exposition...

Entrée libre

Les 29 et 30 octobre

Pôle culturel Auguste Escoffier
www.villeneuveloubet.fr




















Kinedo
FRANCE
Le plaisir de l'eau
FABRICATION FRANÇAISE



« Récits des temps mérovingiens » d'Augustin Thierry

Adoptant la démarche narrative, l'historien jette une lueur violente sur une période restée jusque-là dans la pénombre.

Par Laurent Theis*

LA THÈSE

En 1840, Augustin Thierry, sous le titre *Récits des temps mérovingiens*, réunit en deux volumes six « Nouvelles lettres sur l'histoire de France » parues dans la *Revue des deux mondes* depuis 1833, en les faisant précéder d'importantes « Considérations sur l'histoire de France ». Un septième récit vint s'ajouter en 1841. Membre de l'Institut depuis 1830, lié à tout ce qui compte dans le monde des lettres et de la politique de cette monarchie de Juillet qui réalise selon lui *« l'alliance de la tradition nationale et des principes de liberté »*, Thierry achève ainsi le programme qu'il s'était fixé naguère de donner tout son développement à l'intuition révélée par la lecture du livre VI des *Martyrs* de Chateaubriand : retrouver les plus lointaines origines des nations et rendre à cette histoire inconnue ou maltraitée sa vie et ses couleurs véritables. C'était un lieu commun, sous la Restauration, de déplorer l'absence d'une histoire de France qui fût celle de la nation et non plus des règnes. Augustin Thierry s'employa très tôt à en jeter les fondements, faisant des émules. En même temps que le premier *Récit*, en 1833, paraissent en effet les premiers volumes de l'*Histoire de France* de Michelet et de celle d'Henri Martin, tandis qu'est fondée, sous le patronage de Guizot, ami proche de Thierry, la Société de l'histoire de France. Pour faire connaître la période la plus ancienne d'une histoire dont Thierry admet d'emblée qu'elle n'est pas encore celle de la France, mais celle du *« premier mélange entre les indigènes et les conquérants de la Gaule »*, l'auteur choisit délibérément la démarche narrative, en se cantonnant à la deuxième moitié du VIe siècle et en transcrivant, parfois littéralement, les meilleures scènes de l'*Histoire ecclésiastique des Francs* de Grégoire de Tours. Les principaux personnages sont chargés d'incarner les caractéristiques supposées des différents peuples qui s'entremêlent dans la Gaule franque, car Thierry, comme la plupart de ses contemporains, accorde une grande place à la notion de « race ». Ainsi de Frédégonde, *« l'idéal de la barbarie élémentaire »*, et de Mummolus, *« l'homme civilisé qui se fait barbare »*.




Bartillat, 2014. Édition établie par Pierre Riché.

CE QU'IL EN RESTE

Thierry avait l'ambition de *« faire de l'art en même temps que de la science »*. En ensauvageant l'époque mérovingienne, en noircissant sans aucun esprit critique le récit parfois accablant de Grégoire de Tours, il enchanta des générations de lecteurs. Grâce à leur immense succès, les *Récits* ont jeté une lueur violente sur une période restée jusque-là dans la pénombre, et laissé jusqu'aujourd'hui une empreinte profonde : les malheurs de la pauvre Galeswinthe, la rivalité mortelle entre Frédégonde et Brunehaut, la bonhomie sournoise du roi Gontran, c'est Augustin Thierry qui les a installés dans la mémoire collective sans s'embarrasser de nuances. ■

* *Membre du comité scientifique de* L'Histoire


LUISA RICCIARINI/LEEMAGE

Augustin Thierry

Né en 1795 à Blois dans un milieu modeste, Augustin Thierry y fit ses études jusqu'en 1810. Brillant élève, que son jeune frère Amédée, le futur historien des Gaulois, suivait comme son ombre, il intégra l'École normale supérieure en 1811. Collaborateur du comte de Saint-Simon, il publia son premier article d'histoire en 1817 dans *Le Censeur européen*, d'inspiration libérale. D'autres suivirent, en particulier dans le *Courrier français*, en 1820, des « Lettres sur l'histoire de France ». Cinq ans plus tard, l'*Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands (cf.* L'Histoire *n° 424)* le consacrait comme l'un des phares de la nouvelle génération d'historiens. Mais déjà il ressentait les atteintes de la paralysie et de la cécité. Pourtant, cet *« Homère de l'histoire »* selon Chateaubriand devait encore produire de grands ouvrages, les *Récits des temps mérovingiens* en 1840, et l'*Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du tiers état* en 1853, trois ans avant sa mort à Paris.



Retrouvez tous les « Classiques » sur www.lhistoire.fr

Revues

Mémoires du Goulag

Une nouvelle revue pour interroger les « enjeux de mémoire ».

Mémoires en jeu n° 1

Saluons la naissance de la revue *Mémoires en jeu,* lancée par un collectif international d'universitaires. *« Par les temps qui courent, les mémoires sont de moins en moins partagées. Nombre d'entre elles nourrissent des replis identitaires et cimentent les pierres des nouveaux murs qui ceignent nos frontières. »* Ce constat de l'édito du premier numéro, sorti en septembre, est d'une brûlante actualité. La vocation de la revue est de restituer les états, usages et évolutions des mémoires qui traversent les sociétés contemporaines.

L'aventure commence avec un dossier remarquable sur la mémoire du Goulag dirigé par l'écrivaine et traductrice Luba Jurgenson, et plus précisément sur les deux œuvres littéraires majeures suscitées par les camps de travail en Union soviétique, celles de Soljenitsyne et de Chalamov. Ces deux grands témoins ont des conceptions différentes de l'écriture, l'un privilégiant le roman, l'autre l'antiroman. Et surtout deux regards différents sur l'expérience du Goulag : école absolument négative de la vie pour Chalamov, les camps de travail soviétiques offriraient, selon Soljenitsyne, une possibilité de rédemption personnelle. Si l'œuvre de Soljenitsyne a bouleversé l'image de l'URSS dans le monde, les *Récits de la Kolyma* de Chalamov n'ont pas dépassé les cercles des « lecteurs exigeants » ou académiques.



Jean-Yves Potel, écrivain et historien de l'Europe centrale, explore de son côté le « nouveau récit national » en Pologne. Le parti nationaliste au pouvoir, le PIS, a placé le retour de la mythologie d'une Pologne innocente et martyre au centre de sa politique de « non-changement ».

Si l'Europe de l'Est – avec également une interview du photographe et historien Tomasz Kizny, dont l'exposition sur « La Grande Terreur en URSS, 1937-1938 » a été un succès à Moscou – est à l'honneur dans ce numéro, d'autres enjeux de société y sont présentés : un portfolio de Philippe Mesnard (université de Clermont-Ferrand) sur le parc de la Mémoire de Buenos Aires, dédié aux victimes de la dictature militaire argentine (1969-1983), ou encore un entretien de Catherine Brice (université Paris-Est-Créteil) sur le renouveau en France de l'histoire publique.

Mémoires en jeu
Directeur de publication :
Philippe Mesnard
Éditions Kimé
2, impasse des Peintres, 75002 Paris

Le mois prochain dans « L'Histoire »

EN VENTE DÈS LE 24 NOVEMBRE



Les cathares

Enquête sur une hérésie introuvable

La fabrique des hérétiques

Qui sont vraiment les albigeois ?

La vérité sur les turpitudes sexuelles

La croisade, une affaire très politique

« Nous les cathares » : le combat des Occitans

Le 9-3, territoire de la nation

Hérodote n° 162



La revue de géographie et géopolitique a choisi, pour la première fois, l'échelle du département, en l'occurrence la Seine-Saint-Denis. Un territoire souvent sous les feux de l'actualité parce qu'il concentre de multiples défis, politiques, sociaux, économiques, démographiques, sécuritaires, culturels. Mais qui, écrit la géopoliticienne Béatrice Giblin dans son introduction, *« incarne aussi toutes les promesses de la France postcoloniale »*, du fait de son appartenance au Grand Paris, des mutations économiques dues à la désindustrialisation massive et de l'effondrement du Parti communiste dans ce qui était son bastion traditionnel. L'élection présidentielle du printemps prochain rend particulièrement précieuse la lecture de ces articles, très au-delà des stéréotypes.

Sciences et savoirs

Annales. Histoire, Sciences sociales n° 2-2016



Où passe la frontière entre sciences et savoirs ? La définition classique, depuis le XVIIe siècle, de la « révolution scientifique » comme rencontre entre pratique expérimentale et mathématisation de la nature est-elle toujours pertinente ? Les histoires connectées, qui introduisent de nouveaux acteurs à côté des Européens, modifient-elles notre conception actuelle de l'histoire des sciences ? Roger Chartier (Collège de France) fait le point sur un domaine renouvelé par la parution, en 2015, de l'*Histoire des sciences et des savoirs* en 3 volumes (Dominique Pestre dir., Seuil) et qui intéressera notamment les agrégatifs et leurs enseignants.

Comment quitter son mari

Histoire et Sociétés rurales n° 45



L'Église ayant au XIIe siècle fait du mariage un sacrement, les époux perdaient la possibilité de le rompre, quand bien même la cohabitation était devenue invivable. D'où une grande inventivité dans les stratégies des épouses pour y mettre fin, que dépeint Adrien Dubois (université de Caen) au Moyen Age tardif. Résistance à l'autorité du mari, grève du sexe, refus de procréer, adultère, fugue, sans parler des disputes… les motifs avancés par les maris mécontents sont nombreux. C'est là qu'interviennent les autorités civiles ou ecclésiastiques, pour tenter de ramener la rebelle dans le droit chemin. En revanche, lorsque c'est l'homme qui prend l'initiative, les archives font plutôt état de séparations à l'amiable, les femmes retournant en général chez leurs parents.

L'Éthiopie en vedette

Études rurales n° 197



L'environnement est devenu un concept aussi opératoire que la classe ou le genre pour revisiter l'histoire du pouvoir, rappellent Guillaume Blanc (université Paris-I) et Grégory Quenet (université Versailles-Saint-Quentin). C'est donc tout naturellement que les spécialistes de l'Éthiopie le mobilisent pour l'histoire de la paysannerie, de son encadrement social, de la famine, de la forêt et de la déforestation, des villes… Le riche numéro que consacre *Études rurales* au grand pays de la corne de l'Afrique fait le point sur l'historiographie actuelle, dynamisée par une nouvelle génération de chercheurs, postérieure à la dictature de Mengistu (1974-1991).

Rubrique réalisée par Huguette Meunier

Lettres de l'étranger

La maladie de Roosevelt

Le 10 juillet 1944 le docteur Frank Lahey rédigea un compte rendu affirmant que le président américain Roosevelt ne survivrait pas s'il acceptait un nouveau mandat, et qu'il en avait informé l'intéressé. Le lendemain celui-ci annonçait sa candidature. Près de soixante-deux ans après la mort du président, le 12 avril 1945, la note du docteur Lahey est rendue publique. Encouragé par l'inaltérable optimisme de son médecin traitant, l'amiral Ross McIntire, Roosevelt n'avait cessé de mentir sur sa santé, et continua de le faire jusqu'au bout. Quand le cardiologue Howard Bruenn diagnostiqua en 1944 un « cœur énorme » et une hypertension carabinée, le président, émacié et dont la main tremblait, admit dans une conférence de presse une « bronchite chronique ». Le journaliste du *New York Times* Joseph Lelyveld publie un livre sur les derniers mois de Roosevelt (*His Final Battle*, 2016). A lire dans *The New York Review of Books*, 29 septembre 2016.

L'âge axial

L'idée a été lancée par le philosophe Karl Jaspers dans *Origine et sens de l'histoire* (Plon, 1954), publié en 1949 en allemand. Prenant le contre-pied de l'opinion convenue selon laquelle l'avènement du christianisme fut le grand tournant de l'histoire de l'humanité, Karl Jaspers le situe plus tôt, entre 800 et 200 av. J.-C., avec des penseurs comme Socrate, Confucius et Bouddha. Il nomme cette période l'« âge axial ». Extraordinaire coïncidence, en effet, qu'à peu près au même moment, dans trois continents fort éloignés les uns des autres, soient apparues les célèbres figures de la pensée critique qui instruisent encore aujourd'hui, consciemment ou non, la majeure partie de l'humanité. Les sociologues accordent plus de crédit à cette thèse que les historiens. Comment l'expliquer ? A lire dans *Books*, novembre-décembre 2016.

Olivier Postel-Vinay

GUIDE Sorties

■ Expositions p. 88 ■ Cinéma p. 92 ■ Médias p. 94

Expositions

Citoyennes au combat

Depuis deux cents ans, la représentation des femmes de la Révolution est un enjeu du débat politique. Démonstration à Versailles.

Parmi les « Amazones » annoncées par le titre de cette exposition, on retrouvera ici sans surprise – mais avec bonheur – les « femmes puissantes » Charlotte Corday, Théroigne de Méricourt, Olympe de Gouges, Manon Roland ; sans oublier les tricoteuses et les merveilleuses. Mais, de façon plus surprenante, l'exposition du musée Lambinet inclut d'autres images beaucoup plus contrastées, plus inattendues. Femmes combattantes et femmes suppliciées, ainsi que les contre-révolutionnaires, indispensables à cette histoire tragique. C'est la violence faite aux femmes qui est, en définitive, au cœur de cette manifestation organisée dans le cadre charmant de ce musée.

Le choc éprouvé par le visiteur en découvrant les tableaux et dessins exposés est bien intentionnel. Il s'agit de rendre compte de l'enjeu qu'incarnent toutes ces images de femmes, leur interprétation, leur manipulation et le rôle qu'elles ont joué dans les luttes politiques depuis deux cents ans.

D'emblée, avec Charlotte Corday, les représentations héritées du passé sont confrontées à des installations et des montages numériques qui rappellent que ces images ont une histoire, ont été produites pour diffuser des effets et qu'il convient d'en être conscient. Les batailles d'images composent ainsi le fil directeur de l'exposition : autour des personnalités célèbres, entre groupes antagonistes, mais encore plus à propos des sensibilités différentes qui se sont exprimées. Allégories louangeuses et caricatures dénonciatrices s'affrontent, ici, comme dans les années 1780 ou les dernières décennies du XIXe siècle quand se mettaient en place les grands récits nationaux concurrents qui firent la France. Les artistes n'ont pas cessé de recourir à l'apologie et à la critique, à l'ironie voire à la parodie.

Et c'est cet aspect qui clôt avec force le parcours proposé, avec une salle qui provoquera la discussion. Alors que les femmes trouvaient difficilement leur place dans les histoires de la Révolution, elles sont requises et utilisées par les romans ou les films depuis les frères Lumière, mais aussi par les gadgets, les bandes dessinées et les jeux vidéo. Pour mettre en scène ce paradoxe, le musée a fait appel à une plasticienne contemporaine, Zenaida Gourievna Booyakovitch, dite Zuka, dont l'intérêt pour le sujet est ancien. Parions qu'en sortant, les visiteurs auront vu vaciller leurs certitudes sur la Révolution.

Sous la direction de Martial Poirson, commissaire de l'exposition, paraît un livre collectif, *Amazones de la Révolution*, aux éditions Gourcuff Gradenigco.

Jean-Clément Martin
Professeur émérite à l'université Paris-I



Appel des dernières victimes de la Terreur à la prison Saint-Lazare à Paris les 7-9 thermidor an II par Charles-Louis Müller conservé au musée Lambinet, à Versailles.

À VOIR

Amazones de la Révolution
du 5 novembre 2016 au 19 février 2017 au musée Lambinet, Versailles (78).

La Fête du 14 Juillet, œuvre contemporaine de la plasticienne Zenaida Gourievna Booyakovitch, dite Zuka.

VILLE DE VERSAILLES

Retour aux Mérovingiens

Deux expositions, à Saint-Dizier et à Paris, mettent à l'honneur la culture mérovingienne.



Ci-dessus : boucles d'oreille, fibules, colliers… Ces bijoux proviennent de la nécropole mérovingienne de Grez-Doiceau (Belgique).
Ci-contre : bague dite « anneau de saint Arnoul » appartenant au trésor de la cathédrale de Metz.

C'est vers 580 que, sous la plume de l'évêque de Tours Grégoire, est fait mention d'*Austrasii*, des hommes de l'Est dont la région d'origine reçoit bientôt le nom d'Austrasie. La formation de celle-ci remonte plus haut, lorsque l'ensemble de territoires et de peuples constitué par Clovis fut, à sa mort en 511, réparti entre ses fils en différents *Teilreiche* – royaumes divisionnaires pour ainsi dire à l'intérieur du royaume des Francs. Thierry, l'aîné, prit pour lui la partie orientale, correspondant aux anciennes provinces romaines de Germanie et de Belgique, selon un axe Reims-Trèves-Cologne, avec des excroissances à l'ouest et au sud suivant les circonstances et les rapports de force. Cette royauté se maintint jusqu'au dernier des Mérovingiens, Childéric III (743-751). Entre-temps, elle avait connu un apogée sous le roi Sigebert et sa veuve la célèbre Brunehaut, puis avaient émergé autour de Metz et de Cologne des dynasties aristocratiques fournissant des évêques et des maires du palais attachés à leur particularisme. En furent issus, après 650, les Pippinides, futurs Carolingiens. Ils purent revendiquer avec vraisemblance l'héritage de Clovis.

Une vitalité multiséculaire

Saint-Dizier, qui n'existait pas encore sous ce nom, se trouvait à la limite méridionale de l'Austrasie, sur la Marne. Des fouilles récentes y ont révélé une implantation franque : des tombes aristocratiques, mais aussi un habitat rural qui livre des informations sur la vie quotidienne du haut Moyen Age. L'exposition internationale organisée à Saint-Dizier, en partenariat avec le musée d'Archéologie nationale de Saint-Germain-en-Laye, met ainsi l'accent, outre une démarche pédagogique, sur l'archéologie déclinée, grâce à l'Inrap, dans ses diverses applications. Elle présente les fleurons d'une production artistique qu'on ose presque dire « austrasienne », en particulier les trouvailles en matériel funéraire effectuées l'an dernier sur le site des Crassées à Saint-Dizier, ou dans la tombe de la Dame de Grez-Doiceau, en Brabant wallon. Elle montre aussi les liens actifs qu'entretenait le royaume autant avec le Midi provençal et italien qu'avec le monde anglo-saxon et l'Orient byzantin, dont la royauté austrasienne se posait en égale, voire en rivale. On comprend que la nouvelle région Grand Est ait intérêt à entretenir sa mémoire, y compris, scientifiquement.

Arpentant tout l'espace des royaumes francs du milieu du Ve siècle jusqu'à celui du VIIIe, la riche exposition proposée par le musée de Cluny à Paris, en partenariat avec la BNF, s'attache essentiellement aux manifestations intellectuelles et artistiques de la civilisation mérovingienne, dans ses rapports avec l'Antiquité romaine qui tarde à épuiser ses effets jusqu'à l'ouverture vers les confins septentrionaux de l'Europe. On y mesure « preuves à l'appui », la richesse de cette culture, sa diversité, ses évolutions, qui fait des « temps mérovingiens », seul legs vivant d'Augustin Thierry *(cf. p. 85)*, un monde en soi, avec son noyau, multipolaire, ses cercles et ses marges. Les couleurs, or et rouge, apprivoisées par des orfèvres virtuoses, les motifs, oiseaux, croix et entrelacs, les écritures, identifiables d'un scriptorium à l'autre, les lambeaux de tissu mêmes, attestent d'une vitalité multiséculaire, y compris, aux deux bouts de la chaîne chronologique, les imparables abeilles de Childéric et le trône de Dagobert. Une lumière vive et nouvelle est ainsi jetée sur des âges réputés obscurs.

Laurent Theis
Membre du comité scientifique de L'Histoire

À VOIR

Austrasie. Le royaume mérovingien oublié jusqu'au 26 mars 2017, espace Camille-Claudel, Saint-Dizier (Haute-Marne).
Les temps mérovingiens jusqu'au 13 février 2017 au musée de Cluny, Paris.

Démesure sous l'Empire

Le règne de Napoléon III fut souvent caractérisé par l'hédonisme « décadent » et les excès.

Le Second Empire est une période fastueuse, riche de créativité et d'extravagance. Déjà, une certaine « société du spectacle » naît. A l'occasion des 30 ans du musée d'Orsay, un hommage est rendu à l'explosion artistique tant décriée à l'époque qui accompagna les grands bouleversements sociaux du nouveau régime. Portraits, bijoux, dessins d'architecture, sculptures et inventions illustrent l'inventivité d'une société désireuse d'en finir avec les règles du passé au profit d'un nouvel idéal esthétique. *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet, qui avait tant choqué les bonnes âmes, en est l'exemple le plus flagrant. Les parcours thématiques de l'exposition font la démonstration des contradictions d'une époque perdue entre ses traditions et sa « quête du vrai » : les cadres anciens côtoient l'outrance, le traditionnel fait place à la démesure.

Julien Hasdenteufel

À VOIR

Spectaculaire Second Empire
jusqu'au 15 janvier 2017 au musée d'Orsay, Paris.

A voir aussi

Martin de Tours
Manuscrits, reliquaires, tapisseries et dessins sont rassemblés pour célébrer saint Martin « le Miséricordieux ». Son geste de partager son manteau en 337 fera de Tours un lieu de pèlerinage.
Jusqu'au 8 janvier 2017 au musée des Beaux-Arts, Tours (37).

Le Mexique à l'honneur
Diego Rivera, Frida Kahlo, José Clemente Orozco sont de prestigieux artistes mexicains. Mais, à côté de ces « trois grands », cette exposition montre le travail d'artistes moins connus comme Miguel Covarrubias avec ses *Dictateurs*.
Jusqu'au 23 janvier 2017 au Grand Palais, Paris.


Plus d'expositions sur **www.lhistoire.fr**

Dans les plis du tableau

José Luis Lopez-Linares propose une variation réjouissante sur Le Jardin des délices *de Jérôme Bosch.*





Le Jardin des délices (entre 1490 et 1510) de Jérôme Bosch est conservé au musée du Prado à Madrid. Ci-dessous : Salman Rushdie devant le tableau.

Le Mystère Jérôme Bosch
J. L. Lopez-Linares
En salles le 26 octobre.

Le musée du Prado, à Madrid, abrite un triptyque que l'on voit de loin, ouvert sur un magma de verts, de bleus et de roses, peuplé d'une multitude chaotique de figures et de saynètes : *Le Jardin des délices* de Jérôme Bosch. Aux origines du film que José Luis Lopez-Linares consacre à cette œuvre, il existe une fascination pour le livre de Reindert Falkenburg (Hazan), longtemps professeur d'histoire de l'art à l'université de Leyde aux Pays-Bas, interprétation virtuose du chef-d'œuvre du peintre primitif flamand.

Le Jardin des délices est l'énigme par excellence. A l'exception d'une description donnée par un témoin oculaire en 1517, un an après la mort de l'artiste, aucun document de l'époque ne nous fournit la moindre indication sur les conditions de cette commande ou sa destination. A qui s'adressait-elle ? Le pari du film consiste à partir du tableau lui-même pour reconstituer le public du *Jardin des délices* en prenant comme principale source d'information cette œuvre, sa structure formelle et ses formes fantasmagoriques.



Bosch joue avec les traditions picturales, les conventions de l'amour courtois, les traités de morale, les principes religieux, les figures littéraires de la fin du Moyen Age. D'où de multiples interprétations, qui « construisent » un public versé dans ce jeu des déchiffrements. La dimension ésotérique et cryptée du *Jardin des délices* semble la condition même de son succès. Tel un puzzle impossible, un labyrinthe mettant au défi ses promeneurs, le tableau devient un « sujet de discussion » pour le public choisi de l'aristocratie du Brabant ou des courtisans bruxellois, énigme dont la réputation remonte jusqu'au roi d'Espagne. L'œuvre semble conçue comme un miroir à multiples facettes obligeant ceux qui la regardent à « réfléchir », notamment sur le destin de l'humanité, sur leur situation dans la société et sur leur propre condition face au péché, à la rédemption, à la déchéance, donc leur place dans le tableau lui-même.

Comprendre ce tableau impossible

Selon ce principe herméneutique, plus on est de fous plus on rit, et plus c'est profond, intéressant, parfois délirant. Pour mieux délirer encore, le documentariste José Luis Lopez-Linares a proposé à de nombreux invités une sorte de visite privée des salles Jérôme Bosch du Prado, de nuit. Une trentaine d'invités s'essaient à l'exercice, dont les écrivains Orhan Pamuk, Salman Rushdie, Cees Nooteboom, les musiciens Ludovico Einaudi, William Christie, Renée Fleming, les plasticiens Miquel Barcelo, Isabel Munoz, Cai Guo-Qiang, le philosophe Michel Onfray, et une tripotée de scientifiques, d'historiens d'art et de conservateurs de musée. Le montage maîtrisé parvient à faire vibrer ces discours, traversant toutes les langues, tous les corps, tous les visages. Le public participe à ce jeu interprétatif, qui va du plus farfelu au plus sensé, parfois lumineux, telle cette dame qui s'aperçoit que les motifs reproduits sur ses habits proviennent de l'imagination de Jérôme Bosch.

Le vertige est réjouissant, toujours stimulant, parfois jubilatoire, comme si le monde entier se donnait le mot : il faut comprendre ce tableau impossible ! Les visiteurs d'aujourd'hui, connus et inconnus, semblent ainsi reprendre le flambeau de ceux d'hier, les aristocrates de la fin du xv[e] siècle. Le jeu est toujours ouvert : direction Madrid, descendre au métro Atocha, le Prado vous attend…

Antoine de Baecque

À VOIR AVEC « L'HISTOIRE »

La Mort de Louis XIV
A. Serra, en salles le 2 novembre *(cf. J. Cornette dans* L'Histoire *n° 428)*.

L'ARLEQUIN *La Mort de Louis XIV* est au programme du ciné-club de *L'Histoire* à l'Arlequin le 3 novembre à 20h00 *(cf. p. 97)*.



Complétez votre collection

LE MENSUEL
6,40€ le numéro







ANNÉE 2015

■ **N°407 janvier 2015**
Dossier : Les racines du nationalisme.
Moïse depuis 3 000 ans.

■ **N°408 février 2015**
SPÉCIAL : Arméniens.
200 000 ans de transition énergétique.

■ **N°409 mars 2015**
Dossier : Le rire et les larmes.
Les émotions au Moyen Âge.
Lecture historique du djihadisme.

■ **N°410 avril 2015**
Dossier : Combats pour une presse libre.
Les historiens ont-ils abandonné les archives ?

■ **N°411 mai 2015**
Dossier : Les pacifistes. Jusqu'où aller pour éviter la guerre ?
Vatican II. La poussée à gauche de l'Eglise.

■ **N°412 juin 2015**
Dossier : Bagdad. Le rêve et la guerre.
Le Panthéon. « Un temple à la gloire de l'homme ».

■ **N°413-414 juillet-août 2015**
NUMÉRO DOUBLE
SPÉCIAL : 1931 - 1945 Asie - Pacifique, l'autre guerre mondiale.

■ **N°415 septembre 2015**
Dossier : Quand les esclaves se rebellent.
Climat : l'homme entre en scène.

■ **N°416 octobre 2015**
SPÉCIAL 50 pages : La chute de Rome.
Le président est-il républicain ?

■ **N°417 novembre 2015**
Dossier : Communistes, pourquoi ils y ont cru.
Voyage dans le secret de l'Etat.

■ **N°418 décembre 2015**
Dossier : Newton
Syrie : La guerre des berceaux.

ANNÉE 2016

■ **N°419 janvier 2016**
Dossier : La révolution gothique.
Portrait historique des djihadistes.

■ **N°420 février 2016**
Dossier : Les sociétés préhistoriques.
Édition «Mein Kampf», histoire d'un livre.

■ **N°421 mars 2016**
Dossier : Les juifs de Pologne.
Colloque : Le siècle des reporters de guerre.

■ **N°422 avril 2016**
Dossier : Les fanatiques de l'Apocalypse.
Dublin, 1916 : Naissance de l'Irlande.

■ **N°423 mai 2016**
Dossier : Le vrai pouvoir des califes.
Verdun vu d'ailleurs.

■ **N°424 juin 2016**
Dossier : Guillaume le Conquérant.
Japon-Corée : les femmes de réconfort.

■ **N°425-426 juillet-août 2016**
Dossier : XIXe siècle, le monde est à nous !
Louis XIV, l'ordre et le chaos.

LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE
6,90€ le numéro

De véritables livres au prix d'un magazine.

ANNÉE 2014

■ **N° 63 :** Le Portugal, l'empire oublié
■ **N° 64 :** Le temps du bagne
■ **N° 65 :** L'Allemagne, de Luther à Merkel

ANNÉE 2015

■ **N° 66 :** L'Australie, des Aborigènes aux soldats de l'Anzac
■ **N° 67 :** L'âge d'or des abbayes : une révolution religieuse au Moyen-Age
■ **N° 68 :** La Renaissance de François Ier
■ **N° 69 :** Le Proche-Orient, de Sumer à Daech

ANNÉE 2016

■ **N° 70 :** De Carthage à Tunis
■ **N° 71 :** Venise, la cité du monde
■ **N° 72 :** La famille dans tous ses états



Et pour conserver votre collection précieusement

➲ **l'écrin 12 numéros**
18€ seulement
(hors frais de port)

Retrouvez l'intégralité des numéros disponibles sur le site www.lhistoire.fr

Bon de commande

À retourner sous enveloppe affranchie à L'HISTOIRE - BP 65 - 24 chemin Latéral 45390 Puiseaux ✆ 33 (0) 2 38 33 42 89 - nchevallier.s@orange.fr

VPC 429

Nom : ______ Prénom : ______
Adresse : ______
Code postal : ______ Ville : ______ Pays : ______
Tél. portable : ______ E-mail : ______ @ ______
Pour recevoir des informations sur votre abonnement, merci de nous indiquer votre e-mail.

Oui, je souhaite recevoir dans les 10 jours la commande ci-dessous

Indiquez ci-dessous les numéros souhaités	Quantité	Prix unitaire	TOTAL
■ L'HISTOIRE	______	6,40 €	______ €
■ LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE	______	6,90 €	______ €
■ L'écrin L'HISTOIRE 12 numéros	______	18,00 €	______ €
FRAIS DE PORT : France métropolitaine (Étranger : nous contacter) **1,50€ le numéro / + 0,50€ le numéro supplémentaire** **6,85€** l'écrin / **8,35€** de 2 à 3 / **9,10€** de 4 à 5 Au-delà de 5 écrins, nous contacter.	______		______ € ______ €
Total de ma commande (Frais de port inclus)			______ €

Je règle aujourd'hui par :

❒ chèque à l'ordre de *Sophia Publications* ❒ carte bancaire

N° ______

Je note aussi les 3 derniers chiffres du numéro inscrit au dos de ma carte bancaire, au niveau de la signature : ______ Expire fin : ______

Signature obligatoire :

Votre commande sera expédiée à réception de votre règlement.

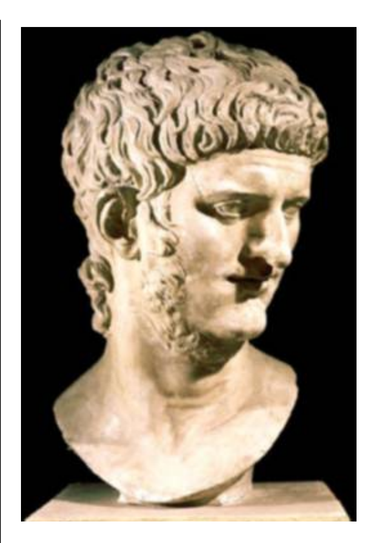
Loi informatique et libertés : vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Elles pourront être cédées à des organismes extérieurs sauf si vous cochez la case ci-contre ☐

Médias

Néron, le mal-aimé

Dépeint comme un histrion matricide et incendiaire, Néron (54-68 ap. J.-C.) subit les foudres des historiens romains Tacite et Suétone. Ce dernier, dans sa *Vie des douze Césars*, écrit au siècle suivant, ne manque pas d'énumérer les vices de l'empereur : *« son libertinage, sa lubricité, sa profusion, sa cupidité et sa cruauté »*.

Certes, le règne de Néron est semé de meurtres et de désirs mégalomaniaques. Mais, durant les cinq premières années (jusqu'à l'assassinat de sa mère Agrippine en 59), ce qu'on appelle le « quinquennat » de Néron, le jeune empereur a cherché à gouverner selon les principes d'humanité et de clémence chers à son précepteur, le stoïcien Sénèque. Dans ce documentaire *Néron, plaidoyer pour un monstre,* Martin Papirowski souhaite retrouver l'homme derrière les mythes.



Olivier Thomas

À VOIR

Néron, plaidoyer pour un monstre M. Papirowski, le 12 novembre à 20 h 50 sur Arte.

France ultramarine

France Ô raconte l'histoire de l'outre-mer.

Guadeloupe, Martinique, Nouvelle-Calédonie mais aussi Saint-Pierre-et-Miquelon ou Wallis-et-Futuna, la France ultramarine semble autant familière que lointaine. *« Depuis la colonisation, la métropole vit à la fois dans la hantise de la séparation de ces territoires d'outre-mer et dans la fierté de leur appartenance »*, explique Fabrice d'Almeida, qui anime depuis cet automne « Histoire d'outre-mer » sur France Ô.

Le principe de l'émission est de proposer tous les dimanches un documentaire racontant l'histoire de ces sociétés lointaines suivi d'un débat permettant d'évoquer les problèmes rencontrés aujourd'hui. *« Nous voulons apporter des faits, traiter des événements méconnus ou oubliés au travers d'un récit documentaire et éclairer ensuite le présent avec des intellectuels, des politiques ou des experts »,* précise Fabrice d'Almeida.

Parmi les thèmes pressentis des futures émissions : les batailles rituelles aux îles Marquises, l'immigration à Mayotte, Aimé Césaire à Haïti.

O. T.

À VOIR

Histoire d'outre-mer tous les dimanches à 20 h 50 sur France Ô.

Radio-Télé

Le 28 octobre à 23 heures
L'info dans le rétro :
Pour la deuxième émission spéciale « Présidentielle », Fabrice d'Almeida et Michel Winock parleront du rôle des sondages dans l'élection depuis 1965.
Public Sénat.

Le 29 octobre à 10 heures
Concordance des temps :
Alain Pagès est l'invité de Jean-Noël Jeanneney pour « Au regard de Zola : le capitalisme débridé ».
Le 5 novembre, Jean-Yves Mollier parlera des « Prix littéraires ».
France Culture.

Les 29 et 30 octobre à 22 h 25
Le monde selon Luther :
Cinq cents ans après la rédaction des 95 thèses de la Réforme, Wilfried Hauke et Alexandra Hardorf s'intéressent à l'héritage de Luther.
Arte.

Le 30 octobre à 13 heures
Un air d'histoire :
Karine Le Bail accueille Roger Chartier pour l'édition musicale en Europe, du XVIIe au XIXe siècle. Le 6 novembre, Martine Clouzot évoquera la musique et la folie. Le 13, Philippe Tétart parlera de « Sport et divertissements ».
France Musique.

Le 31 octobre à 9 h 05
La Fabrique de l'histoire :
Emmanuel Laurentin consacrera son émission au mécénat avec un documentaire sur le Théâtre du Peuple de Bussan, fondé dans les Vosges en 1895. Le 7 novembre, il présentera les collectes de mémoire. Le 14, ce sera l'année 1916 et la bataille de la Somme.
France Culture.

Du 14 au 16 novembre à 20 h 40
Nous, ouvriers : **Le monde ouvrier semble en déclin, mais les secteurs du tri ou de l'emballage progressent. Une série documentaire raconte l'industrie française depuis l'après-guerre.**
Histoire.



Plus d'émissions sur
www.lhistoire.fr

Pessac

DU 14 AU 21 NOVEMBRE

Festival



27e édition
du Festival international
du film d'histoire de Pessac

Culture et liberté

Une riche programmation de films classiques et inédits, de documentaires, de débats et de conférences.

L'Histoire vous invite

Le lundi 14 novembre à 18 h 30
Conférence inaugurale
prononcée par **Chahdortt Djavann**

Le mardi 15 novembre à 17 heures
Table ronde
« Le mécénat, de François Ier à François Pinault »
Avec notamment **Pascal Brioist** et **Mélanie Traversier**

Le mercredi 16 novembre à 17 heures
Table ronde
« La culture sous l'Occupation »
Avec notamment **Karine Le Bail** et **Jean-Pierre Bertin-Maghit**

Le jeudi 17 novembre à 15 h 15
Table ronde
« Les artistes et la guerre d'Espagne »
Avec **Alexandre Fernandez**, **François Godicheau** et **Stéphane Michonneau**

Le vendredi 18 novembre à 17 heures
Table ronde
« Staline et ses artistes »
Avec **Sophie Cœuré**, **Natacha Laurent** et **Alexandre Sumpf**

Le samedi 19 novembre à 16 heures
Table ronde
« La culture qui libère, du Front populaire au Festival de Pessac »
Avec notamment **Olivier Loubes**, **Pascal Ory** et **Isabelle Veyrat-Masson**

05 56 46 25 43
www.cinema-histoire-pessac.com

Paris

LE JEUDI 3 NOVEMBRE À 20 HEURES

Projection

L'ARLEQUIN

capricci

La Mort de Louis XIV
d'Albert Serra

50 places sont offertes aux abonnés de *L'Histoire*



La projection sera suivie d'une discussion avec **Antoine de Baecque**, critique et historien du cinéma, **Olivier Cadiot**, écrivain, acteur du film, et **Joël Cornette**, professeur d'histoire moderne à l'université Paris-VIII-Vincennes-Saint-Denis, auteur de *La Mort de Louis XIV. Apogée et crépuscule de la royauté* (Gallimard, 2015)

Inscription :
privilege-abonnes@histoire.presse.fr

Cinéma L'Arlequin
76, rue de Rennes, 75006 Paris
www.lhistoire.fr

Arras

DU 4 AU 13 NOVEMBRE

Festival



17e édition du Festival international du film d'Arras

Une sélection de 76 films inédits et avant-premières, la compétition européenne qui réunit 9 longs-métrages projetés pour la première fois en France, des hommages à des grands noms du cinéma et deux rétrospectives thématiques

L'Histoire vous invite

Le samedi 5 novembre à 16 heures

Table ronde

« La guerre d'Espagne, une tragédie européenne »

Avec notamment **Jaime Cespedes** et **Stéphane Michonneau**

Village du Festival sur la Grand'Place, 62000 Arras

03 59 25 00 69

www.arrasfilmfestival.com

France

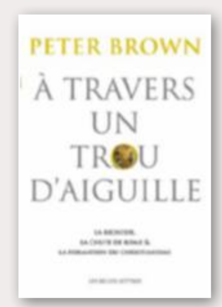
20 LIVRES

Édition



L'Histoire *est heureuse d'offrir à 20 abonnés le nouveau livre de*

Peter Brown



A travers un trou d'aiguille

Les Belles Lettres, 2016

privilege-abonnes@histoire.presse.fr

Retrouvez le compte rendu de ce livre sur www.lhistoire.fr

et plus d'informations sur www.lesbelleslettres.com



Les liaisons vénéneuses

La pièce controversée Les Damnés *nous plonge au cœur d'une famille allemande des années 1930. Elle évoque aussi notre propre capacité à être attiré par le mal.*

Quel choc que *les Damnés* ! Stupéfaction ou sidération, qu'importe, que nul n'espère échapper à l'effroi. Deux heures et vingt minutes plus tard, on en sort sonné car envoûté. Arrivé à Paris précédé par sa légende puisqu'il a été créé cet été dans la cour d'honneur du palais des Papes à Avignon, ce spectacle a transformé la Comédie-Française en cour d'horreur (à voir jusqu'au 13 janvier 2017). Preuve que l'on peut être ébloui par le rappel d'un réel révulsant. Il ne s'agit pas d'une adaptation du fameux film éponyme de 1969, mais de son scénario ; d'ailleurs, le metteur en scène Ivo Van Hove a pris soin de ne pas revoir l'œuvre de Visconti.

Nous sommes le 27 février 1933, dans une ville de la Ruhr. Tandis qu'à Berlin le Parlement a été incendié, nous assistons à la décadence, l'autodestruction et la chute d'une prestigieuse famille observée comme un nœud de vipères. Propriétaire d'une entreprise sidérurgique directement liée à l'industrie de guerre, elle se déchire en célébrant à son insu les noces sanglantes avec le nazisme au pouvoir. A travers cette dynastie, il s'agit bien de montrer les liaisons vénéneuses entre le grand capital et la dictature, lorsque la machine politique s'emballe et broie les hommes. On songe évidemment à la famille Krupp et Visconti ne s'était pas défendu d'avoir puisé son inspiration de ce côté-là. Mais Ivo Van Hove, Flamand de 58 ans, va plus loin : pour lui, les damnés ne sont pas seulement les Aschenbach et les Essenbeck, mais nous, car la capacité de séduction du mal absolu n'épargne personne. Certains d'entre eux, présentés comme apolitiques, ne sont même pas nazis mais le deviennent tant la haine les métamorphose en tueurs. Et si le cinéaste s'était imprégné de *Macbeth*, l'homme de théâtre est remonté plus loin, jusqu'à la tragédie grecque, du côté des Atrides et de Médée.

Chaque personnage est poussé à son paroxysme avec une vraie jubilation dans la folie

L'époustouflante réussite de la pièce tient avant tout à son audace formelle et au génie de sa mise en scène. Une véritable installation autour d'une arène, chaque élément du plateau abritant l'événement qui lui est dédié, célébrant un rituel de mort où la voie d'accès au pouvoir passe par l'horreur. L'usage de la vidéo en direct sur la scène est ici réinventé avec une efficacité dramatique redoutable ; des films d'époque sont aussi projetés sur grand écran (incendie du Reichstag, autodafés de livres, camp de Dachau).

Tout n'est que complot, cruauté, mensonge, inceste, trahison, perversité, torture, ressentiment, meurtre. Dans cette atmosphère, l'épisode de la Nuit des longs couteaux (la purge des SA en 1934) s'inscrit naturellement comme une mortelle bacchanale.

L'intense présence des comédiens donne sa puissance à ce spectacle, chaque personnage étant poussé à son paroxysme avec une vraie jubilation dans la folie. Le décor (métal, fer nu, acier brut, déployés autour d'un sol de feu) absorbe le spectateur dès l'entame. La musique a été choisie pour le sens profond des moments qu'elle accompagne : Bach pour les rituels, les *Vier letzte lieder* de Richard Strauss pour évoquer l'ambiguïté de compositeurs compromis avec le régime ou encore le groupe de *metal* allemand Rammstein, pour ses *« accents fascistoïdes ».*

Qu'est-ce qu'un historien peut attendre de mieux d'un artiste sinon qu'il lui dévoile la part invisible de l'histoire ? Non ses tabous mais ce qui a échappé au regard de tous. Ici un microcosme se prend pour une élite et ne voit pas qu'autour de lui la société change. On ne manquera pas d'actualiser le propos de la pièce. Le metteur en scène a prévenu : si on laisse d'un côté le populisme prospérer sur la frustration, et de l'autre la religion se confondre avec la politique, *« on ira au massacre comme dans* Les Damnés *».* Car ce qu'il a voulu montrer, pour autrefois comme pour aujourd'hui mais sans pour autant historiciser sa pièce, c'est bien le renversement historique des valeurs. ■

** Pierre Assouline est membre du comité scientifique de* L'Histoire*, il publie un* Dictionnaire amoureux des écrivains et de la littérature *(Plon)*





HEURES AVEC

NAPOLÉON

AUDITORIUM DU LOUVRE

PROJECTIONS, CONFÉRENCES ET ATELIERS
POUR MIEUX CONNAÎTRE L'HOMME DERRIÈRE LE MYTHE

SAMEDI 5 ET
DIMANCHE 6 NOVEMBRE 2016

Informations sur louvre.fr. Réservations : 01 40 20 55 00 / Fnac.com

LOUVRE




30
30 ans
Cité
cité
des sciences & de l'industrie
>EXPO<
11.10.16
06.08.17
QUOI
DE NEUF
AU MOYEN ÂGE ?
TOUT CE QUE L'ARCHÉOLOGIE NOUS RÉVÈLE
Conception Graphique : THOMAS DIMETTO AD&F / Supernice
M Porte de la Villette
En partenariat avec :
l'express
L'Histoire
Slate.fr
20 minutes
histoire
SCIENCES ET AVENIR
l'éléphant
france culture
Coproduit avec :
Institut national
de recherches
archéologiques
préventives
Inrap